

LES DOUZE ET LA MENACE TERRORISTE

Concertation européenne face au colonel Kadhafi

Les représentants des Douze doivent se réunir dans les jours qui viennent pour arrêter leur attitude face aux nouvelles menaces du colonel Kadhafi.

« Toutes les villes du sud de l'Europe sont considérées, à partir du 11 avril, comme faisant partie de la zone de contre-attaque libyenne, sans distinction. » Dans sa déclaration publiée vendredi soir 11 avril par l'agence Jaza, le colonel Kadhafi ne s'est pas contenté de dénoncer les « menaces militaires injustes et insolentes » proférées, selon lui, contre Tripoli par Washington, mais aussi de réaffirmer, pour la première fois de façon collective, l'intention de l'Europe de dissuader à l'égard des États-Unis, traitant en quelque sorte les pays méditerranéens de la Communauté comme des otages, à « exécuter » en cas d'attaque américaine.

Les intentions de Washington à cet égard, il est vrai, demeurent à ce samedi matin fort incertaines. Il était prévu que les deux porte-avions *America* et *Coral Sea* fassent leur jonction au large de la Sicile, après avoir annulé les escales qu'ils devaient faire avec un autre bâtiment de la VI^e flotte américaine dans différents ports français, cependant que certains rumeurs de préparatifs militaires allaient toujours bon train outre-Atlantique. Mais la Maison Blanche n'était pas sortie du mutisme qu'elle observait depuis les accusations lancées par M. Reagan contre le « chien fou » de Tripoli — et à propos desquelles le *New York Times* de ce samedi demande que soient publiées des preuves des responsabilités libyennes dans les derniers attentats, — le Pentagone se bornant à laisser entendre qu'il « ne semblait pas que quelque chose d'imminent » dût être attendu.

L'opinion publique américaine, de son côté, serait, selon un sondage réalisé par la chaîne de télévision CBS, convaincue que le terrorisme est désormais, devant le chômage et les risques de guerre, le problème le plus grave auquel se trouvent confrontés les États-Unis.

Les gouvernements les plus directement concernés par cette nouvelle menace de M. Kadhafi, ou pouvant s'estimer tels pour des raisons géographiques, n'ont pas tardé, de leur côté, à réagir : Madrid et Rome ont aussitôt souhaité (lire d'autre part les articles de nos correspondants) que les Douze se réunissent d'urgence en séance de coopération politique européenne (CPE) pour examiner les conséquences de la situation ainsi créée. La présidence néerlandaise du Conseil européen a proposé que cette réunion ait lieu mercredi 16 avril aux Pays-Bas. Tout le monde semble être d'accord sur le principe d'une telle rencontre : la CPE, dont les Européens sont si fiers, n'aurait plus le moindre sens si le sud de la Communauté était laissé seul face à ce nouveau péril. Mais il n'est pas certain que cette date soit maintenue ; parmi d'autres pays, la France la juge peu commode (le mercredi étant traditionnellement le jour du conseil des ministres et des questions orales à l'Assemblée nationale), de sorte qu'elle pourrait être avancée à mardi.

Si nul ne conteste la nécessité de coordonner la lutte contre le terrorisme au niveau européen — encore que, parmi les États membres de la CEE, la Grèce soit toujours un peu réticente à s'associer à de telles actions, susceptibles de nuire à ses efforts diplomatiques propres en direction de la Libye, — l'analyse que font bon nombre de capitales du continent à l'égard de la stratégie américaine actuelle en Méditerranée est, elle, beaucoup plus réservée.

dans l'ensemble. Les récentes manœuvres navales dans le golfe de Syrie ont été jugées, au moins en privé, de façon souvent sévère par les dirigeants européens. Certains, comme la France, ont pris soin de rappeler que les revendications libyennes sur ces eaux n'étaient aucunement fondées en droit international ; mais presque tous, à des degrés divers, ont plus



ou moins discrètement exprimé la crainte de voir les manœuvres américaines favoriser paradoxalement les desseins de M. Kadhafi, en obligeant le reste du monde arabe à lui manifester une solidarité qui lui était pourtant de plus en plus chèrement mesurée, pour ne pas dire plus.

BERNARD BRUGUÈRE.
(Lire la suite page 3.)

JEAN-PAUL II A LA SYNAGOGUE DE ROME

Une spectaculaire relance du dialogue judéo-chrétien

Pour la première fois, dimanche 13 avril, un pape se rend à la synagogue de Rome. Jean-Paul II sera reçu par le grand rabbin Elia Toaff.

Il est des gestes symboliques qui peuvent renverser le cours d'une histoire. Il faut sans doute remonter à saint Pierre pour voir ainsi un pape entrer solennellement dans une synagogue, prier et réciter des psaumes, en hébreu et en italien, avec le rabbin du lieu et près de l'arche où sont conservés les rouleaux de la Loi.

Après des siècles d'ignorance, d'hostilité et de persécution, la route du dialogue judéo-chrétien, depuis au moins deux décennies, est marquée de tels gestes. Avant le Concile, Jules Isaac se rend auprès de Jean XXIII : « Puis-je avoir de l'espoir ? », lui demande le pionnier des relations judéo-chrétiennes en France. « Vous avez droit, lui répond le pape, à plus que de l'espoir. »

Non prévues à l'ordre du jour de Vatican II, les relations du catholicisme avec le judaïsme fournissent matière, pourtant, à l'un des plus beaux textes du Concile, *Nostra Aetate*, dont Rome a fêté l'an dernier avec éclat le vingtième anniversaire. Condamnant tout antisémitisme, ce document évoque pour la première fois l'existence d'un « patrimoine commun » unissant spirituellement les juifs et les chrétiens.

La démarche de Karol Wojtyła, qui, très tôt, avait rompu avec l'antisémitisme propre à certains milieux catholiques polonais, s'inscrit dans cette ligne. Il ne s'agit pas d'une simple visite de courtoisie de l'évêque de Rome au

grand rabbin de la capitale italienne, chef d'une communauté de dix-huit mille juifs. Ce geste de portée universelle est de nature à relancer un dialogue judéo-chrétien essoufflé par le maintien de certaines suspensions — que réveille la pénible affaire de la construction d'un cimetière à Auschwitz — et l'absence de reconnaissance diplomatique de l'État d'Israël par le Saint-Siège.

Même si l'on disait vendredi à Rome que « la politique restera hors du temple », la portée diplomatique de cette visite est presque aussi importante que sa dimension religieuse. Tout en reconnaissant l'abandon des caricatures du passé, les juifs continuent de reprocher aux chrétiens de ne pas comprendre la place centrale qu'occupe dans le judaïsme la terre d'Israël. De son côté, Rome demande l'existence d'un statut particulier pour Jérusalem, garantissant l'exercice du culte dans les lieux saints. Ce qui n'empêche pas le pape de recevoir le premier ministre israélien dans des conditions les plus cordiales.

Malgré cette impasse, la levée d'une condition préalable qui est essentiellement de nature historique et religieuse — et à laquelle cette visite de Jean-Paul II contribue largement — est à même d'ouvrir la voie à une négociation plus directe concernant Jérusalem et l'établissement de relations diplomatiques formelles entre l'État d'Israël et le Saint-Siège. A défaut de certitude, les milieux juifs et israéliens devaient avoir au moins dimanche soir un espoir.

HENRI TINGO.

(Lire nos informations page 7.)

Avec ce numéro LE MONDE AUJOURD'HUI

Du neuf pour quatre musées parisiens

PAGES III et IV

CORÉE DU SUD : derrière la croissance, le passé

PAGES V à XII

Auvers-sur-Oise contre les Moudjahidins du peuple

Les habitants de la petite cité craignent que la présence des adversaires de l'imam Khomeiny ne leur attire des ennemis

PAGE 8

La CFDT et la critique sélective

Le syndicat de M. Edmond Maire jugera au cas par cas la politique sociale du nouveau gouvernement

PAGE 16

Deux points de vue socialistes sur le mode de scrutin

Pour ou contre le retour au système majoritaire

PAGE 6

La sculpture au XIX^e siècle

Une exposition à Paris, au Grand Palais, ressuscite œuvres et noms

PAGE 9

Dates (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (6) • Société (7 et 8) • Culture (9) • Régions (12) • Économie (13 à 15) • Programme des spectacles (10) • Radio-télévision (11) • Météorologie (11) • Mots croisés (8) • Carnet (8)

SOVT

LA KREMLINOLOGIE SUR ORDINATEUR
GRACE AU MONDE

SOVT, premier système mondial de banques de données sur l'élite soviétique a été créé et est géré par le Monde sous la direction de Michel Tatu. Il contient dix mille biographies sur ceux qui détiennent le vrai pouvoir en URSS dans tous les domaines, y compris les sciences et l'économie, ainsi qu'un résumé des principaux événements de la vie politique et institutionnelle. SOVT permet de connaître le nom des responsables des principales entreprises, de reconstituer la carrière des dirigeants soviétiques et de connaître rapidement la composition des organes de direction, institutions et ministères de l'Union comme de chacune des républiques soviétiques.

L'accès à SOVT se fait par minitel ou ordinateur personnel. Facturation en temps de connexion. Abonnement gratuit.

Renseignements et documentation : écrire à Michel TATU, Le Monde-SOVT, 7, rue des Italiens, 75427 PARIS. CEDEX 09 ou téléphoner à M^{me} VAN VLAMERTYNGHE, 46-51-29-77

Le Monde
AU SUD DES PYRÉNÉES
stand 4E4586

La « 5 » suspendue au bon vouloir du gouvernement

L'assemblée du contentieux du Conseil d'État a examiné, le vendredi 11 avril, les dix-sept recours contre le contrat de concession et le cahier des charges de la cinquième chaîne de télévision. L'arrêt devrait être rendu public la semaine prochaine. Le commissaire du gouvernement a conclu, pour sa part, à l'annulation de la clause concernant la diffusion des films par la « 5 ».

Si le Conseil d'État suit le commissaire du gouvernement, l'annulation des dispositions concernant la diffusion des films par la « 5 », et de ces dispositions seulement, pourrait apparaître à première vue comme une semi-victoire pour la chaîne de

MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi. Leur défense a accueilli avec satisfaction les conclusions du commissaire, les avocats de la partie adverse manifestant leur déception. La « 5 » pourrait en effet continuer à occuper son créneau. Mais dans des conditions beaucoup plus aléatoires, puisqu'elle serait obligée de supprimer toute diffusion de films.

La « 5 » devait diffuser dans la semaine du samedi 12 au vendredi 18 avril, six films (dont un français), à raison de deux par jour, les dimanche, lundi et mardi, avec à chaque fois une diffusion à 20 h 30. Trois films sont, de plus, rediffusés chacun trois fois le lendemain. Au total, quelque vingt-deux heures hebdomadaires de temps d'antenne.

Mais, fait-on remarquer rue Jean-Goujon, siège de la cinquième chaîne, celle-ci « n'est pas la chaîne du cinéma ». Il est théoriquement possible de se passer au moins provisoirement des films, en diffusant davantage de téléfilms. Une position difficile à tenir : longtemps, compte tenu du rôle moteur et attractif des longs métrages et du fait que l'essentiel du taux d'écoute (pour tant faible) de la « 5 » se réalise grâce aux films. Quoi qu'il en soit, la poursuite de l'exploitation sans films nécessiterait une réflexion : la chaîne n'a encore aucune position officielle à ce sujet ; elle attend la décision du Conseil d'État.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 6.)

Le déclin du président

par ALFRED GROSSER

D'un texte à l'autre, le changement est subtil, mais profond. Le 17 mars, François Mitterrand déclarait à la télévision : « Je mesure l'importance du changement qu'implique dans notre démocratie l'arrivée aux responsabilités d'une majorité politique dont les choix diffèrent sur des points essentiels de ceux du président de la République. » Le chef du gouvernement qu'il allait nommer incarnerait donc des autres choix face au chef de l'État, qui continuerait à être porteur des choix antérieurs.

Le message au Parlement, le 8 avril, présente les choses de façon différente : « Les Français avaient déjà choisi en 1981 l'alternance politique. Ils viennent en majorité de marquer à nouveau, mais en sens contraire, leur volonté de changement. » C'est donc par rapport au choix global présidentiel/législatif de 1981 qu'un changement vient d'être effectué, ce qui efface la légitimité présidentielle comme source de pouvoirs dont naîtraient des décisions conformes à des choix politiques.

Reste simplement la légitimité du chef d'État comme gardien. Gardien de « l'unité de la nation et de la continuité de l'État », rôle que lui reconnaît Jacques Chirac dans son discours. Gardien aussi d'écouls résultant de choix antérieurs, rôle plus difficile à tenir, sinon à justifier, plus aisé en tout cas à remplir si le choix inverse est contraire aux dispositions du préambule de la

Constitution de 1946 que s'il s'agit de faire un tri parmi les ordonnances (1).

La réalité du pouvoir est de plus en plus complètement entre les mains du premier ministre. Y compris en matière de défense et de politique étrangère.

(Lire la suite page 6.)

(1) Le débat sur la signature présidentielle en matière d'ordonnances serait oiseux si l'enjeu n'était sérieux. Le présent de l'indéfini (« signe ») équivaut-il à un impératif ? Non, dit de Gaulle, notamment à propos de la convocation de l'Assemblée à la demande de ses membres ; c'est aujourd'hui l'avis de François Mitterrand. Oui, dit alors Mitterrand ; c'est aujourd'hui la ferme opinion de Valéry Giscard d'Estaing, et l'avis plus nuancé de Jacques Chirac.

البيان

Étranger

LES MENACES DU COLONEL KADHAFI ET LES RÉACTIONS OCCIDENTALES

ROME : renforcer la coopération européenne

De notre correspondant

Rome. — Modeste mais immédiate conséquence d'un regain de tension en Méditerranée : plusieurs délégués, et non des moindres, au dix-septième congrès du Parti communiste italien, réuni à Florence, ont « haussé le tir », vendredi 11 avril, contre l'Afrique du président Reagan. Mais c'est plutôt la menace proférée par le colonel Kadhafi de considérer le sud de l'Europe comme zone de guerre, en cas d'attaque militaire des États-Unis, qui semble préoccuper les Italiens.

A l'issue d'une journée où se sont multipliées les réunions au plus haut niveau, les autorités de Rome ont demandé à leurs onze partenaires de la CEE de tenir très rapidement une réunion sur les questions connexes de la sécurité en Méditerranée et du terrorisme. En outre, le gouvernement de M. Craxi s'interroge sur la réponse à donner à la demande que lui a faite Washington de réduire le nombre des diplomates libyens en poste en Italie. Le sentiment existe, dans certains milieux diplomatiques, qu'un geste en ce sens pourrait effectivement être accompli.

Précautions policières accrues

De façon assez inattendue, le ministre de la Défense, M. Spadolini (républicain), toujours prompt, il est vrai, à plaider pour un renforcement de la lutte contre le terrorisme, a suggéré vendredi une entente entre Européens de l'Est et de l'Ouest pour combattre le fléau.

Cette question du terrorisme est l'une de celles qui ont été abordées vendredi par M. Jean-Bernard Raimond, nouveau ministre français des affaires étrangères, lors de sa visite de prise de contact avec son homologue italien, M. Andreotti. Les pré-

cautions policières, qui avaient encore été fortement renforcées ces derniers jours dans les gares, les aéroports, autour des ambassades et des hauts lieux touristiques, sont devenues très pesantes dans le quartier de Rome, aujourd'hui encore appelé le « ghetto » : en son centre se trouve, en effet, la synagogue où Jean-Paul II devait, dimanche, faire la première visite d'un pape à un lieu de culte hébraïque. L'édifice avait été attaqué, en octobre 1982, par un commando vraisemblablement arabe. Un enfant avait été tué et de nombreux fidèles blessés.

La démarche du pape ne manquera évidemment pas, ici et là, de recevoir une interprétation politique, même si elle se place sur un autre plan. C'est pourquoi, dans le contexte de tension qui caractérise la région, les autorités italiennes considèrent ce déplacement comme hautement risqué, et ont pratiquement entrepris d'isoler le quartier où il aura lieu.

JEAN-PIERRE CLERC.

« Le FLNKS prend ses distances avec la Libye. — L'hebdomadaire du FLNKS, *Svenando*, publie une « mise au point » sur les relations internationales du mouvement indépendantiste néo-calédonien. Il indique que la suspension récente de M. Yann Colézi Uregui comme « ministre des relations extérieures » du FLNKS s'explique notamment par la signature d'un « accord engageant le FLNKS dans une alliance » avec, d'une part, le parti au pouvoir au Vanuatu, et, d'autre part, la Libye. L'hebdomadaire résume ainsi la politique étrangère des indépendantistes canaques : « Le non-alignement et l'acceptation de soutiens diplomatiques et matériels inconditionnels ; c'est-à-dire, l'engagement des FLNKS à une réciprocité quelconque » restent « les deux orientations fondamentales » du mouvement.

Des diplomates libyens en poste en RDA seront interdits de séjour à Berlin-Est

De notre correspondant

Bonn. — Une interdiction d'entrée dans le secteur occidental de Berlin pour tout ou partie des membres de la mission diplomatique libyenne à Berlin-Est devait être édictée ce week-end par les commandants des trois secteurs occidentaux de l'ancienne capitale allemande. Cette mesure va de pair avec le renforce-

ment des contrôles dans le secteur occidental annoncé mercredi dernier 9 avril à la suite de l'attentat contre la discothèque La Belle.

Les modalités de cette interdiction faisaient toutefois l'objet au fin de semaine, d'une petite guerre de nerfs entre représentants français et américains au sein de la Kommandatura de Berlin. S'en tenant à la stricte application du statut particu-

lier de la ville, qui prévoit théoriquement le libre passage entre tous les secteurs, les Français se sont opposés à une mesure d'ordre général contre la mission diplomatique libyenne à Berlin-Est, dont un des membres est soupçonné d'avoir arrangé l'attentat. Ils étaient en revanche prêts à accepter l'établissement d'une liste de gens qui seraient déclarés à titre individuel *persona non grata* à Berlin, comme l'autorisent les pouvoirs spéciaux conférés aux quatre puissances garantes du statut.

Cette procédure avait été invoquée il y a deux mois pour interdire l'entrée à Berlin-Ouest de plusieurs diplomates nord-coréens basés à Berlin-Est qui étaient accusés de se livrer en RFA à un trafic illégal pour se procurer des hélicoptères américains interdits d'exportation dans les pays de l'Est.

Washington, qui avait manifesté l'intention de frapper un grand coup aux yeux de l'opinion publique par une mesure spectaculaire, s'est irrité de l'attitude française, jugée trop taillonnée compte tenu des circonstances. De source américaine à Bonn, on accusait vendredi la France de vouloir s'opposer sous des prétextes juridiques à toute mesure d'interdiction contre les Libyens. On soulignait que, quoi qu'il arrive, les tergiversations françaises avaient l'avantage de retarder considérablement, en retardant l'effet de cinq jours, la portée d'une telle mesure.

Du côté ouest-allemand comme du côté américain, la responsabilité de la Libye dans l'attentat ne cesse chaque jour d'être davantage mise en cause. Le chancelier Helmut Kohl a lui-même affirmé vendredi à Bonn, au cours d'une conférence de presse, qu'il y avait « toute une série d'indices laissant penser que l'attentat a aussi un arrière-plan libyen ». Le « aussi » semblait se rapporter à l'hypothèse selon laquelle l'engin aurait été placé par des Palestiniens télégués de Tripoli.

Un responsable de l'ambassade de Libye a, pour sa part, précisé qu'il ne pensait pas que son pays allait avoir besoin de tous ces volontaires, mais que ces derniers avaient été autorisés à signer des registres afin d'exprimer leur solidarité avec la Libye.

Les hommes ayant répondu aux petites annonces libyennes n'ont pour la plupart aucune expérience militaire. Ils ont rempli des formulaires portant sur leur niveau d'instruction, leurs études, et à préciser s'ils étaient détenteurs d'un passeport. Cette petite annonce a également été publiée dans tous les pays arabes, a précisé ce responsable.

TRIPOLI RECRUTE EN INDE

New-Delhi (AP). — Plusieurs milliers d'indiens, musulmans pour la plupart, se sont présentés à l'ambassade de Libye, à New-Delhi, pour y remplir des formulaires afin d'être enrôlés dans l'armée libyenne pour combattre l'impérialisme américain.

Ces hommes, qui seraient déjà plus de six mille selon la presse indienne, ont fait parfois des milliers de kilomètres en réponse à une petite annonce publiée il y a trois semaines dans les journaux indiens demandant des volontaires pour aider la Libye à écraser les Américains, moyennant des salaires pouvant aller, selon le texte de l'annonce, jusqu'à 10 000 roupies par mois (2 850 FF), un salaire très élevé pour l'Inde.

L'ambassadeur de Libye en Inde, M. Omar Ahmed Jedallah, a été convoqué vendredi 11 avril au ministère indien des affaires étrangères, où il lui a été précisé que l'Inde n'appréciait pas cette initiative.

Un responsable de l'ambassade de Libye a, pour sa part, précisé qu'il ne pensait pas que son pays allait avoir besoin de tous ces volontaires, mais que ces derniers avaient été autorisés à signer des registres afin d'exprimer leur solidarité avec la Libye.

Les hommes ayant répondu aux petites annonces libyennes n'ont pour la plupart aucune expérience militaire. Ils ont rempli des formulaires portant sur leur niveau d'instruction, leurs études, et à préciser s'ils étaient détenteurs d'un passeport. Cette petite annonce a également été publiée dans tous les pays arabes, a précisé ce responsable.

HENRI DE BRESSON.

EN RÉPONSE À LA POURSUITE DES ESSAIS AMÉRICAINS

L'URSS lève le moratoire nucléaire qu'elle s'était imposé il y a huit mois

La Maison Blanche a indiqué vendredi 11 avril que les États-Unis pourraient comme prévu leurs essais nucléaires. Cette précision faisait suite à l'annonce, par le Kremlin, de la levée du moratoire que l'URSS s'était imposé unilatéralement le 6 août dernier. On a d'autre part appris, dans la capitale américaine, que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gorbatchev, viendrait y rencontrer son collègue, le secrétaire d'État George Shultz, du 14 au

16 mai prochain, pour préparer un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev.

Le Pentagone a par ailleurs annoncé, le même jour, que les États-Unis et l'URSS avaient conclu un accord permettant de réduire le risque de voir des soldats soviétiques ouvrir le feu sur des officiers de l'armée américaine en RDA, comme cela s'était produit en mars 1985 pour le commandant Nicholson, tué par une sentinelle. Cet accord a été signé jeudi à Berlin-Ouest. — (AFP, Reuters.)

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique a levé vendredi 11 avril le moratoire sur les essais nucléaires qu'elle s'était imposé il y a huit mois. Le gouvernement de l'URSS déclare être dorénavant libre de son engagement unilatéral de s'abstenir de toute explosion nucléaire. Dans la mesure où Washington poursuit (son programme de tir), l'État soviétique ne peut sacrifier sa propre sécurité ni celle de ses alliés, indique le document officiel publié par l'agence Tass.

M. Gorbatchev avait proclamé ce moratoire l'été dernier, à compter de la date symbolique du 6 août, quarantième anniversaire d'Hiroshima. Prolongée à deux reprises, cette suspension expirait le 31 mars. La Maison Blanche, de son côté, est restée sourde à toute suggestion d'interrompre le programme d'essais américains, qu'elle juge nécessaires aux recherches liées à l'initiative de défense stratégique. Les explosions souterraines dans le polygone du Nevada ont ainsi continué et parfois « encastré », cet hiver, les appels solennels de Moscou à une cessation complète des essais nucléaires (le Monde du 11 avril).

Le bilan de ce « jeûne nucléaire » de huit mois imposé à ses militaires par le numéro un soviétique n'est pas facile à établir. Sur le plan de la propagande, l'opération est sans doute un succès, l'opinion publique

occidentale ayant été plutôt sensible aux arguments développés par Moscou. Les Européens ont pourtant été moins touchés que les Américains. Les Français, en particulier, ne se sont guère sentis visés par un moratoire qui mettait indirectement en cause la poursuite de leurs essais à Mururoa.

Les relations publiques ont été admirablement assurées par M. Gorbatchev lui-même, qui est intervenu à chaque moment important. Des personnalités soviétiques diverses, les syndicalistes, le Komosmol (la jeunesse communiste), le Soviet suprême, ont assuré le relais dans les périodes creuses. Il ne s'est pas passé un seul jour, depuis le 6 août 1985, sans que les médias fassent écho à ce moratoire unilatéral. Tass y a consacré un nombre respectable de dépêches. Tout ce que l'Occident compte de pacifistes ou de simples adversaires du nucléaire a été sollicité d'apporter, par le biais d'interviews aux journaux ou à la télévision soviétiques, sa contribution au « débat ».

Des risques

M. Gorbatchev a-t-il pris le risque de retarder les programmes nucléaires soviétiques ? S'est-il ainsi aliéné certains éléments de la hiérarchie militaire ? Il est hasardeux de répondre à ces questions, évidemment plus fondamentales. La Maison Blanche a fini par admettre, l'été dernier, que Moscou avait réellement interrompu son programme

annuel de tirs et n'avait pas préalablement accéléré, au premier semestre 1985, la cadence des essais.

M. Gorbatchev a donc pris des risques dans cette affaire, et il a sans doute été surpris de la fermeté manifestée par la Maison Blanche. Le moratoire était populaire, la poursuite des essais dans le Nevada n'est pas. Le numéro un soviétique a peut-être cru que M. Reagan ne supporterait pas longtemps ce rôle de « méchant ».

La « déclaration du gouvernement soviétique » publiée vendredi qualifiée d'« irresponsable ». L'attitude de Washington. « L'explosion nucléaire effectuée le 10 avril par les États-Unis a montré une fois de plus que (...) l'administration américaine veut continuer à menacer l'humanité d'un glorieux nucléaire et maintenir le monde dans la pitié de la peur », affirme ce document. Le gouvernement soviétique « comprend la déception profonde et l'indignation générale suscitées dans le monde entier par le nouvel essai américain ».

L'URSS se déclare cependant « prête à réexaminer à tout moment la question d'un moratoire bilatéral (soviéto-américain) sur les explosions nucléaires si le gouvernement des États-Unis proclame qu'il s'abstiendra d'effectuer de telles explosions ». Moscou laisse donc ouverte la possibilité d'une reprise des négociations interrompues en 1980 en vue d'une interdiction totale des essais nucléaires.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les Douze et la concertation anti-terroriste

(Suite de la première page.)

A Londres, nous signalons notre correspondance que les membres des Douze ont l'intention de se réunir le 14 avril pour une intervention américaine contre la Libye devant être précédée d'une consultation préalable de Washington avec ses alliés européens. Et le porte-parole travailliste pour les affaires étrangères, M. Denis Healey, a certainement exprimé une opinion répandue même hors des limites du Labour en estimant qu'une telle réponse au terrorisme d'inspiration libyenne serait inappropriée.

C'est aussi, à l'évidence, un sentiment que l'on partage dans d'autres capitales, en particulier à Madrid et à Rome, mais aussi à Bonn et à Paris. De retour de la visite qu'il venait de rendre vendredi à son homologue italien, M. Andreotti, ministre des affaires étrangères, s'est montré réservé quant à l'éventualité d'une opération militaire américaine contre Tripoli, en soulignant que « les voies pacifiques triomphent ». A Washington, son collègue de l'économie et des finances, M. Edward Balladur, ministre d'Etat, a implicitement critiqué l'approche américaine du problème de la lutte antiterroriste en déclarant à ce sujet : « Ne vaut-il pas mieux en parler d'une façon moins claire, peut-être plus discrète ? ». A Ottawa, le premier ministre conservateur, M. Brian Mulroney, a été plus clair encore en condamnant par avance toute « politique de la coexistence » contre la Libye, et en demandant à tous « de se comporter avec la plus grande prudence dans l'ensemble de cette région ».

Il semble même que certains des participants au prochain sommet des pays industrialisés, qui aura lieu à Tokyo début mai, ne tiennent pas outre mesure à ce que la question de la lutte antiterroriste fasse l'objet d'une déclaration particulière, voire soit inscrite officiellement à l'ordre du jour. Sur ce point, il pourrait ne pas y avoir de grandes divergences entre M. Mitterrand et M. Chirac, qui y représenteront tous deux la France, et paraissent l'un et l'autre convaincus de la nécessité d'agir avec le maximum de discrétion... et de fermeté.

La réunion des Douze, la semaine prochaine, devrait permettre de me-

surer jusqu'à quel point, dans leur ensemble, des pays de la Communauté européenne sont disposés à coordonner leurs efforts — techniquement, c'est déjà plus ou moins chose faite, — mais aussi à présenter un front politiquement uni, et à appeler un chat un chat. Exercice qui est vrai périlleux, et auquel ils s'étaient prudemment refusés lors d'une précédente séance de concertation politique européenne, le 27 janvier dernier, en rédigeant fort laborieusement une déclaration dans laquelle ils réalisaient le tour de force — si l'on peut dire — de ne pas même citer la Libye du colonel Kadhafi. Il ne sera pas sans intérêt de mesurer s'ils ont évolué sur ce point.

BERNARD BRIGUOLEUX.

Israël

Les travaillistes souhaitent discuter « avec les Palestiniens qui reconnaissent l'Etat juif et refusent le terrorisme »

De notre correspondant

Jérusalem. — La crise gouvernementale, qui semble en bonne voie de règlement, a relégué au second plan les travaux de la 4^e convention du Parti travailliste, achevés jeudi 10 avril. Le programme adopté trace les grandes lignes d'action du parti pour les prochaines années. S'agissant du conflit israélo-arabe, il exprime la continuité des positions travaillistes et donne plutôt dans l'ensemble satisfaction aux « colombes » du parti.

Selon la plate-forme travailliste, Israël rejette la perspective d'un Etat palestinien mais se dit prêt à tout moment à « négocier et à mettre en œuvre des mesures transitoires conduisant à la paix ». A la différence du Likoud, les travaillistes n'enferment pas un éventuel plan d'autonomie des territoires occupés dans le cadre étroit des accords de Camp David. Ils souhaitent mener des discussions « avec les Palestiniens, qui reconnaissent Israël et refusent le terrorisme ». Ils n'excluent a priori aucun Palestinien comme éventuel interlocuteur, du seul fait de son appartenance à un groupe politique (sous-entendu à l'OLP).

Le « compromis territorial », qui fonde depuis des années la politique travailliste prônant un « échange de territoires contre la paix », n'est pas mentionné dans le nouveau pro-

gramme. Mais, selon les dirigeants du parti, il ne faut pas attribuer cette absence à une volonté de rupture. Le chapitre le plus controversé concerne le tracé des frontières acceptables par Israël après un éventuel traité de paix avec la Jordanie. Les environs de Jérusalem, le bloc d'Etzion, la vallée du Jourdain et le nord-ouest de la mer Morte sont tenus pour des « zones de sécurité » devant rester sous la souveraineté d'Israël. En revanche, l'Etat juif renoncera à contrôler le sud de la bande de Gaza. Les colons juifs de Gaza se sont empressés de démontrer cet « abandon ».

Dans son discours inaugural, M. Pères a créé une petite sensation en affirmant « reconnaître les Palestiniens en tant que peuple ». Ce constat, qui n'a pourtant rien d'unique, certain « dans » du Likoud le jurent hébreu. M. Pères a renvoyé ses censeurs aux accords de Camp David dont un paragraphe examine « les droits légitimes du peuple palestinien ». Il est vrai, a-t-il rappelé, que M. Begin avait obtenu du président Carter qu'on traduise en hébreu « peuple palestinien » par « Arabes du Grand Israël ». De leur côté, plusieurs dirigeants de Cisjordanie, notamment MM. Mustapha Natché et Hanna Siniora, demandent à M. Pères d'aller plus loin en reconnaissant explicitement le « droit à l'autodétermination des Palestiniens ».

J.-P. LANGELLIER.

Monde en direct sur RTI

MADAGASCAR

Kianja, poubelle de l'espoir

Pauvreté croissante, enfants vendus sur les marchés (le Monde du 9 avril). Madagascar se « clochardise ». Le régime, dépassé, voudrait débarrasser la ville de ses pauvres par des moyens expéditifs. Comment redresser une situation aussi tragique ?

Correspondance

Tananarive. — Avec un acharnement appliqué, une obstination sans faille, le petit Rakoto, accroupi au milieu d'un vaillon d'immondices, gratte de son crochet rutilant les déchets qui l'entourent pour y récupérer des boîtes métalliques, morceaux de charbon de bois, guenilles et vieilles semelles en plastique. Qui sait, s'il a un peu de chance aujourd'hui, peut-être trouvera-t-il quelques objets de valeur échoués là par hasard. On parle encore de l'histoire de Jean de Dieu, qui a mis la main magistrale sur un rouleau de billets de 5 000 francs malgaches bien cachés dans une boîte de chaussures vide.

Tout autour de Rakoto, des dizaines d'autres gamins, des adolescents aussi, avec le même air sérieux, copécent et font fouiller sans relâche les ordures qui dévalent sur un rouleau de billets de 5 000 francs malgaches bien cachés dans une boîte de chaussures vide.

La décharge municipale de Tananarive, Kianja, à 10 kilomètres du centre-ville, est un dépôt de 50 hectares, un territoire étrange et mal connu, à 1 kilomètre de la route goudronnée mais à des siècles de la civilisation.

À 10 heures du matin, l'activité est intense. Les femmes, le dernier serré dans le dos par le lambo, s'affairent à trier les trousses des enfants. Un sac de 35 kilos de vieux chiffons que l'on met une semaine à remballer sera vendu à 2 500 ou à 3 000 francs malgaches (1) à des intermédiaires ou à des garages. Les ordures rapportent 30 francs malgaches par kilogramme.

Les marginaux de Kianja représentent environ soixante

familles, soit près de quatre cents personnes échouées là par manque de terre pour les paysans, par manque de travail pour les citadins, beaucoup plus rarement par choix délibéré. Certains sont là depuis une vingtaine d'années et y ont fait souche, créant une génération de « fils des ordures », parias par excellence condamnés à trouver leur conjoint sur place pour partager et perpétuer leur désespoir.

D'autres, prenant appui sur des parents déjà « installés », sont venus plus récemment, attirés par l'espoir de réussir rapidement dans leur lieu d'origine. Car Kianja, c'est avant tout la possibilité d'élever des porcs sans investissement pour peu qu'on parvienne à se procurer les animaux pour les nourrir d'ordures.

Un spectacle dantesque

Kianja prend à son piège et englobe ceux-là mêmes qui n'y projettent qu'une halte. Rares sont ceux qui ont prospéré; quatre ou cinq familles tout au plus qui disposent déjà au départ d'un pécule suffisant pour l'achat de quelques porcs, qui continuent de vivre dans leur case en tôle mais se font construire des villas à louer dans la banlieue ou qui consacrent une partie de leurs gains à la réfection du tombeau familial et aux diverses cérémonies lignagères. L'immense majorité des « résidents » de Kianja est formée de métayers, auxquels des bouchers, des militaires, des propriétaires fonciers du voisinage, confient des animaux à engraisser. Les conditions de rémunération dévalorisent bien évidemment le métier, qui doit passer par les exigences du propriétaire.

Les porcs meurent souvent, empoisonnés par des produits nocifs contenus dans les ordures, écrasés par les camions ou les bulldozers, ou encore tout simplement faute de soins vétérinaires. Le métier est toujours responsable. Les animaux engraisent difficilement et le rendement tant soit peu des déchets d'une société de pénurie.

On est loin des décharges oculiques et monstrueuses des pays riches, trop-plein d'une société de consommation prodigue pour laquelle l'achat et le rejet s'enchaînent. Ici le rebut est essentielle-



ment végétal, résidus des marchés et restes de ce qu'une première fouille des bacs à ordures urbaines par des hordes de gamins familiaux ou de vieillards clochardisés a laissé.

Les animaux, à Kianja, pâtissent en commun, surveillés par ceux des éleveurs qui s'affairent autour des camions. Chacun connaît ses bœufs, qui trouvent le chemin du bœuf une fois rassemblés. La nuit, le spectacle devient dantesque. Sur les 50 hectares d'immondices, s'allument des torches improvisées, faites de vieux pneus enflammés encastrés sur des cerceaux métalliques que brandissent éleveurs et récupérateurs pour éclairer le déchargement des bœufs. Alors que les enfants dorment pour la plupart, les adultes escaladent les montagnes de déchets; porcs, vaches et chiens se bousculent. Les animaux préfèrent manger la nuit. Rires, cris, ronds des camions, volutes d'épaisse fumée noire qui montent des poubelles, fusées des déchets que l'on brûle; masques qui s'investissent et grimaçant.

Les habitants de la décharge se sont regroupés au gré des arrivées successives en quatre hameaux. Le premier reproduit le village

paysan, parsemé de toiles rouillées; maisons en briques de terre crues, toits de bocaks (paille).

Un personnage, Armand, émerge en tant que chef, jeune, dynamique, scolarisé et élu au sein du comité exécutif de la collectivité décentralisée du fokontany (structure populaire de base). Il n'existe pourtant qu'à travers le lignage de sa femme, qui peuple presque intégralement le hameau. Le deuxième regroupement calqué plutôt, dans son organisation spatiale, le système des concessions. Chaque unité familiale, bien individualisée, a construit sa maison au centre d'un vaste enclos rectangulaire. La clôture, hermétique ou symbolique, la porcherie occupe, un des côtés de la cour. L'habitat est hétérogène — en terre, en bois ou en morceaux de bidons rapiécés — mais surtout d'importance disparate de conditions de vie et de revenus. Les habitants, quelques éleveurs relativement aisés que ne rapproche aucun lien familial, et une majorité de la population formée de jeunes couples issus de trois ou quatre villages paysans voisins.

Edmond, ancien chauffeur de taxi, possède quelque cent vingt porcs. Admiré et haï pour sa réussite, il affiche une indifférence vaguement hantaise pour la communauté des marginaux. Sa maison de bois sur pilotis domine le hameau. Quelques « riches » moins gâtés ont cinq porcs. Dans le sud-est du village, végètent les simples récupérateurs, couples aux innombrables enfants, femmes d'un certain âge abandonnées pour une rivale plus jeune, villards brochant avec leur famille. Pas de meubles dans ces cases en tôle ou en planches, mais une unique piroche d'entassement jusqu'à dix personnes. Demeures pitoyables qui se servent les unes contre les autres comme pour protéger une dernière flamme d'espoir.

De tous le plus lépreux et le plus démuné, le troisième hameau est un bidonville de six maisons de tôle branlantes. Il garde l'entrée du royaume des ordures. Point de passage obligé, il abrite surtout des femmes et il est régi par un système matriarcal, avec un lignage unique. Un des fils scolarisés a réussi, par sa personnalité, à se faire élire deuxième représentant des marginaux de la décharge auprès du fokontany.

Les habitants de ce hameau n'ont pu devenir éleveurs et survivent grâce à la récupération des os et des vieux papiers. Surtout d'origine paysanne, les femmes vont parfois faire le repiquage du riz chez les propriétaires fonciers des alentours.

L'ostacisme des voisins

Mélange de cases en tôle et de maisons en terre relativement spacieuses, le quatrième hameau — Ankadifajoro —, au milieu du village traditionnel du même nom, forme une sorte d'encroisement toléré du pays des immondices et lance une passerelle entre la marginalisation totale et l'impossible intégration à la communauté. Ici, les habitants vivent quotidiennement, pour la plupart, sur le tas d'ordures. Remués chez eux, ils tentent d'oublier, derrière un rideau d'oussylap, le monde des parias auquel ils participent. La population est jeune.

Chacun des hameaux de Kianja s'organise autour d'un lignage dominant autour duquel tournent quelques satellites formés par des

familles isolées. Il existe des personnages-pivots, des individus charnières, qui assurent la cohésion, même superficielle, de l'ensemble. Ce sont toujours des femmes qui jouent ce rôle. A Kianja, elles aident à effacer les conflits, tâche qui impose l'impérieuse nécessité de faire front à l'ostacisme latent des habitants des villages voisins.

Les résidents des fokontany extérieurs à la décharge redoutent et rejettent les « pestiférés » des ordures.

Fortant, certains villageois des alentours commencent à s'enhardir et à amener leurs porcs sur la décharge. Mais s'ils envisagent timidement de tirer parti de la proximité de cette immense et gratuite mangeoire, la coupure entre communauté des villageois attachés à leur *tanindrazana* — « terre ancestrale » — et celle des marginaux n'en est pas moins radicale. L'opposition entre les deux groupes est larvée. Si exceptionnellement un homme des « ordures » prend femme hors du dépôt, c'est pour s'unir à une autre variété de marginales, descendantes de familles des carrières voisines, vouées à fabriquer du gravier à partir des blocs de pierre extraits par les hommes adultes ou encore filles d'anciens esclaves devenus petits métayers.

Les marginaux de Kianja, pour faire face à cet ostracisme, usent des multiples réseaux d'entraide, de débrouillardise, que leur impose un quotidien sans pitié. Reconstituant une nouvelle division sociale du travail, ils se groupent en filières spécialisées de producteurs de terrazzo, de récupérateurs d'os ou de pourvoyeurs de charbon de bois.

Le jour tombe. Le petit Rakoto, pieds nus, juché sur un amoncellement de tessons, cherche l'improbable bouteille intacte qui lui vaudrait trois cents grammes de riz. Il frissonne dans son tee-shirt détrempé à l'effigie du président Ratsiraka, souvenir d'une lointaine campagne électorale. Enfant triste oublié là sur les rives d'une révolution qui s'essouffie.

MARTINE CAMACHO,

auteur des Poubelles de la survie, éditeur l'Armanet, 1986, 207 p., 110 F.

(1) Un franc malgache vaut — officiellement — environ 91 F malgaches.

LA PRESSE ARMÉNIENNE DE PARIS

La quatrième génération de la diaspora

Si les peuples heureux n'ont pas d'histoire, ceux dont le destin fut tragique demeurent passionnément attachés à la leur. Témoin, la foi qui anime les responsables de la presse arménienne: six titres édités à Paris, rédigés partiellement ou exclusivement en arménien, diffusés en France et à l'étranger.

C'est au cœur de neuvième arrondissement, cerné de tailleurs, fourreurs et importateurs de tapis, que vit le doyen des journaux arméniens de Paris: *Haratch* (« En avant »). Ce quotidien, fondé en 1925 par Schavarch Missakian — militant social-démocrate, rescapé du génocide — est une véritable institution. Depuis le décès de celui-ci en 1957, sa fille unique préside aux destinées du journal, désormais à propriété personnelle. Un personnage, Arpik Missakian! Respectée et même admirée par ses confrères, elle règne sans faille sur le précieux héritage, habillée par le souvenir du Père fondateur. Du haut de son gigantesque portrait, il semble toujours inspirer le contenu du journal.

Un retour aux sources

« Au début, il fallait tendre la main aux rescapés du génocide, transplantés dans un pays dont ils ignoraient la langue et les usages élémentaires. Notre journal a donc prodigué des conseils pratiques: démarches à entreprendre, règles à respecter, droits à faire valoir. Avec ces immigrés perdus en terre étrangère, *Haratch* a su tisser des liens

affectifs, constituer une véritable famille. »

Cet aspect est toujours vivant: selon Arpik, si les quatre pages du quotidien tiennent à 3 000 exemplaires, elles sont lues par 15 000 lecteurs. Vendu à 4 F, *Haratch* est essentiellement diffusé par abonnements. Les dons et la publicité contribuent au fragile équilibre du budget. La dernière page est consacrée aux annonces communautaires et commerciales: on y apprend les prochains départs de groupes touristiques pour l'Arménie, on y vante les spécialités traditionnelles servies par tel restaurant, et le CRDA (1) attire l'attention sur un récital de musique arménienne.

Les informations spécifiquement arméniennes occupent une part capitale dans les colonnes de *Haratch*: nouvelles quotidiennes en provenance d'Arménie soviétique ou des multiples diasporas, mais aussi développements consacrés au génocide et à ses conséquences. Blessure toujours ouverte — la Turquie refuse obstinément d'en reconnaître la culpabilité — il hante sans répit la mémoire nationale.

Aujourd'hui, la physionomie de la communauté arménienne, estimée pour la France à 250 000 membres (2), a considérablement évolué. Arpik en a tenu compte: « Nous sommes déjà à la quatrième génération, née en France et socialement bien intégrée. Celle-ci, comme d'autres minorités, est engagée dans un processus de retour aux sources et d'affirmation de son identité. Elle reproche aux aînés leur pusillanimité, leur faillite quant à la transmission du patrimoine arménien. Nous avons donc enri-

chi *Haratch* d'un supplément mensuel consacré aux questions culturelles. » Grande nouveauté, celui-ci est bilingue: la majeure partie de la jeunesse ignore la langue de sa lointaine patrie, même si certains s'attellent courageusement à son étude.

Au fil des pages, on découvre successivement une évocation du poète Armen Lubin, une étude approfondie du couvent Saint-Thadée — situé en Iran — et un débat sur l'impact de la violence dans la défense de la cause arménienne.

« Ma double identité »

L'avenir du journal n'est-il pas menacé s'il persiste à paraître en arménien ?

« Depuis toujours, on nous abuse de prévisions pessimistes, du style: ce journal ne durera pas un an... Mais vous voyez, elles ne se réalisent pas ! J'en fais une question de principe, *Haratch* est un journal de langue arménienne, c'est sa vocation. D'ailleurs, nos abonnements sont en augmentation, grâce à la récente diaspora issue de Turquie, du Liban et d'Irak, toutes communautés arméniophones. »

Sur le plan politique, *Haratch* se situe dans la mouvance du Parti Dashnak. Celui-ci, outre ses revendications spécifiquement arméniennes, se réclame de la social-démocratie. « Mon père était un des hauts responsables du parti, et le journal défend toujours les mêmes idées. Mais il ne se veut en aucun cas l'organe d'un parti. » Arpik proclame fièrement: « Nous sommes le seul quotidien indépendant de la diaspora ! »

C'est cette prétention que lui reprochent les responsables du

nouveau quotidien *Gamk* (« Volonté »), né le 11 février 1985. Ils se veulent un outil au service du Dashnak. C'est pourquoi la moitié des huit pages quotidiennes sont rédigées en français. Impératif: attendre un maximum de jeunes Arméniens.

Dans les locaux de *Gamk*, à quelques rues du confrère, l'ambiance est bien différente, même si l'accueil est tout aussi chaleureux. Ici, on dispose manifestement de moyens importants: neuf permanents collaborent au journal (*Haratch* en a deux, à mi-temps). Un bureau spacieux est séparé par une baie vitrée de la salle de rédaction, où s'affairent plusieurs jeunes gens: l'un d'eux, récemment immigré du Liban, traduit les dépêches de l'AAP en arménien, un autre rédige un article en français, deux jeunes filles sont installées à des terminaux où clignotent les caractères de l'alphabet traditionnel. Comme l'affirme Henri Papazian — ingénieur, très « jeune cadre dynamique » — avec une fierté non dissimulée (et légitime): « Il y a aussi des Arméniens à Silicon Valley ! »

Gamk, de tendance socialiste, a appelé à voter PS aux législatives. Il se refuse à condamner ceux qu'il nomme « combattants arméniens », c'est-à-dire les auteurs d'attaques contre les représentants officiels de la Turquie. Par contre, il réprovoque sans appel le terrorisme aveugle de l'ASALA.

En fait, les positions respectives des deux quotidiens ne sont pas fondamentalement dissemblables. Mais le style est différent. *Gamk* ne cache pas sa démarche militante et veut atteindre un large public de jeunes, confortant ceux-ci dans leur affirmation d'identité. La

directrice de *Haratch*, pour sa part, proclame: « Personnellement, je n'ai jamais souffert de ma double identité. Au contraire, c'est une source d'enrichissement: féru de culture française, je me sens aussi totalement arménienne. Pourtant, cette situation semble provoquer un drame chez certains jeunes ! »

Ultime étape de la géographie arménienne de Paris, une incursion dans un treizième arrondissement aux faux airs de province endormie aboutit à la cour intérieure d'un vieil immeuble. D'un côté l'imprimerie; de l'autre, un étroit escalier qui débouche sur une pièce bourrée de papiers de toute nature: piles de dossiers en équilibre, vieux journaux, lettres, M. Tchamikian, la soixantaine joyeuse, d'un ample mouvement de bras présente au visiteur, en écartant de sa main la « salle de rédaction du Monde ». C'est la traduction française d'*Achikhar*, fondé en 1959, et qui s'intitule organe « littéraire, artistique et d'information de la vie arménienne ». M. Tchamikian, retraité, ancien peintre en bâtiment, règne aujourd'hui sur ces quatre pages hebdomadaires.

L'attitude envers l'URSS

Achikhar tire à 1 800 exemplaires, dont plus de 600 sont expédiés en Arménie soviétique. Ces liens étroits avec la « mère patrie » semblent être la spécificité du journal. « Certains confrères vous qualifient de pro-soviétique ? »

« Ils disent cela, car nous tenons compte de l'intérêt national ! L'Arménie est sacrée pour nous. Et soyons réalistes, elle ne pourrait pas être indépendante

face à la Turquie, notre grand ennemi.

Abordez-vous le problème des libertés politiques ou des dissidents soviétiques ?

« Non, franchement non... » *Gamk* et *Haratch* ont des positions plus nuancées. Pour Henri Papazian (*Gamk*): « Nous cultivons une affection toute naturelle à l'égard de l'Arménie soviétique, et éprouvons une fierté certaine face à ses réalisations économiques. » « L'URSS a forcément un rôle à jouer dans le règlement du problème arménien. Compte tenu de nos intérêts, nous nous refusons à pratiquer un antisoviétisme systématique. » Cela n'entraîne pas pour autant une adhésion idéologique: « Pour nous socialistes, le système soviétique est une caricature de socialisme ! » De plus, les revendications frontalières à l'égard de l'URSS sont exprimées avec vigueur: « Certaines provinces parties intégrantes de l'Arménie historique ont été injustement attribuées à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie ! »

De même, la « neutralité » prônée par certains à l'égard de l'URSS fait bondir Arpik Missakian: « Nous sommes indépendants, mais nous ne sommes pas neutres... Dans les idées que nous recevons d'Arménie, nous éliminons toute propagande ! »

Compte tenu de ses faibles tirages, on serait tenté d'attribuer à la presse arménienne de Paris un caractère folklorique ou gentiment paroissial. Ce serait oublier la rigueur et la passion dont elle fait preuve.

CHARLES SZLAMKANN.

(1) Centre de recherches sur la diaspora arménienne.
(2) Il existe environ six millions d'Arméniens dans le monde, dont près de la moitié vivent en Arménie soviétique.

LA VISITE DU PAPE A LA SYNAGOGUE ET LES RELATIONS JUDEO-CHRETIENNES

La Rome des juifs

La visite de Jean-Paul II à la synagogue du quartier du Ghetto de Rome n'est pas à l'origine d'un événement. C'est un acte de routine, un geste de courtoisie, un acte de foi. Mais, en ce jour de dimanche 13 avril, elle a une portée particulière. Elle est le signe d'une reconnaissance, d'une reconnaissance de la part d'un pape, d'un pape qui, en ce jour, se rend à la synagogue du quartier du Ghetto de Rome.

Si le pape et les rabbins de Rome pouvaient faire une célébration commune, c'est en vérité devant le tombeau de Michel-Ange, devant le tombeau de Jules II qu'ils devraient se retrouver. A en croire Vassari, les juifs de Rome rendaient « une visite d'adoration, chaque sabbat, en trouvant comme les deux rois ».

Et, dans le sabbat ou non, y revenait à chaque fois, les juifs de Rome, d'où il tire le fameux commentaire que l'on sait.

La synagogue de Rome n'est pas un lieu de culte, mais un lieu de mémoire. Elle est un lieu de mémoire de la communauté juive de Rome, un lieu de mémoire de la communauté juive de Rome.

Évangélisation forcée

C'est avec la Contre-Réforme que fut entreprise la mise à l'écart, accompagnée de l'évangélisation forcée. En 1555, le pape Paul IV décida de regrouper les juifs de Rome dans le bas quartier situé derrière le théâtre de Marcellus, le long des rives plates du Tibre inondées chaque hiver. 3 hectares furent cédés à la communauté juive, à l'exception de celui des vieux vêtements. A la fin du siècle, près de cinq mille juifs s'y rassemblaient, venus d'autres villes italiennes pour échapper au bûcher, ou d'Espagne.

Le président De Brocas, visitant le ghetto au dix-huitième siècle,

comme l'avait fait Montaigne, y verra « une archi-solopédie », un îlot de puanteur, de misère, d'humiliation, entravées autant par système que par négligence. Les cérémonies rituelles civiles ou laïques faisaient place à cette humiliation. Ainsi chaque année, le sénateur de la ville plaçait-il son pied sur le cou du délégué de la communauté juive venant lui verser un tribut. Lorsque le pape, à peine couronné, revenait de sa cathédrale du Latran vers la Vauca, il s'arrêtait place de l'Horloge, dite du Mont-Jourdain, au pied de la forteresse Orsini, où les anciens de la communauté juive lui présentaient le Pentateuque. Le pontife bénissait le livre de Moïse, non par honneur, mais pour marquer qu'il prenait les juifs de Rome sous sa tutelle.

Au fil des années, le ghetto devenait de plus en plus une singulière pittoresque, et les règlements tombaient dans l'oubli. Les occupants français de 1798 abolirent la rouelle, qui ne fut pas rétablie. Et, en avril 1848, Pie IX prescrivit de démolir le ghetto sans que fussent levés pour autant les interdits qui faisaient des juifs « les seuls runes vivantes de Rome », selon l'historien allemand Gregorovius. C'est en 1885 seulement que fut rasé cet amas de taudis et sa population, dispersée ou reléguée sur place.

Il s'agissait de juifs contraints à la misère. Ce n'était pas le statut général des juifs italiens, émancipés depuis des générations, complètement intégrés à une société civile où la « question juive » était inconnue. Chaim Weizmann s'étonna, en 1921, de rencontrer cette « communauté composée de sectes d'élite » et dont la seule singularité était de se rendre à la synagogue, non à l'église.

Les lois raciales de 1938 furent essentiellement l'œuvre de Mussolini, et la quasi-totalité des responsables, y compris dans le parti fasciste, fit échec à leur application. Mais l'épisode le plus tragique de l'histoire du ghetto de Rome fut le fait des occupants allemands. Quatre jours après l'armistice du 8 septembre 1943 entre les Italiens et les alliés, Himmler prescrivait à Kappler, chef de la Gestapo de Rome, de préparer la rafle et la déportation des juifs de la capitale italienne.

Mille déportés... seize survivants

En un premier temps, il leur imposa une rançon de 50 kilos d'or, dont Pie XII offrit une partie. Mais le 16 octobre à l'aube, Danneberg, officier SS qui s'était illustré dans les rafles de juifs français, vint au ghetto et tous les lieux de résidence des juifs de Rome... Deux jours après, ils furent expédiés à Auschwitz.

Sur mille déportés, seize survivèrent. Pie XII intervint officiellement, sans succès, mais fit ouvrir tous les couvents et édifices religieux, où cinq mille juifs furent accueillis et sauvés.

Le ghetto de Rome est aujourd'hui un centre pittoresque, un rendez-vous de restaurants raffinés, de pâtisseries, de marchands de porcelaine renommés. Ses cinq synagogues ont disparu depuis des siècles, mais la plus récente est un lieu de culte très fréquenté. L'évêque de Rome, le pape, s'y rend comme l'archevêque de Paris au temple de la rue de la Victoire. Combien d'années et de persécutions a-t-il fallu pour arriver là ?

JACQUES NOBECOURT.

Des carmelites à Auschwitz

Même si elle n'a qu'un lointain rapport avec la visite du pape à la synagogue de Rome, l'affaire du couvent d'Auschwitz est une tache sur les relations judéo-chrétiennes. Une affaire dans laquelle les maladroites du pouvoir ont eu de bonnes intentions, de l'autre côté du passé à des sensibilités légitimement écorchées.

Dans l'esprit du pèlerinage de Jean-Paul II à Auschwitz, le 7 juin 1979, le cardinal Macharski, successeur de Karol Wojtyla au siège de Cracovie, avait souhaité la création, près du camp, d'un lieu de recherches où auraient pu se rencontrer juifs et chrétiens. Il semble avoir été pris de vitesse par le projet d'une dizaine de carmelites de Pologne de s'installer dans le théâtre désaffecté qui se trouve à la lisière du site historique du camp. Celui-ci est protégé par une convention de l'UNESCO, ratifiée en 1979 par le gouvernement polonais, qui exclut du site toute référence explicite à la confessionnalité.

A l'instar de la communauté juive locale et avec une hâte jugée inhabituelle des autorités polonaises à déléguer les autorisations, les travaux d'aménagement ont commencé à la fin de l'année dernière. Les trois niveaux du bâtiment sont transformés en lieux de prière, salles communes et cellules individuelles (au nombre de vingt-quatre).

C'est un article du *Soir* de Bruxelles, en octobre dernier, qui a révélé l'affaire et mis en émoi d'abord la communauté juive de Belgique. Fondée par un prêtre hollandais connu pour ses idées conservatrices, Werenfroid von Straaten, l'association Aide à l'Eglise en détresse a lancé un appel de fonds pour soutenir la création de ce couvent à Auschwitz, dans des termes très particuliers : sous le titre « Votre don au pape : un couvent à Auschwitz », il est dit qu'il s'agit d'en faire « une forteresse spirituelle » et « un page de conversion des frères égarés de nos pays ». Devant les remous provoqués, cette association dénoncera, dans son bulletin de mars 1986, les catholiques, « occupants forcés », hostiles à ce projet de couvent.

Bouleversés mais soucieux de ne pas compromettre des relations judéo-chrétiennes encore fragiles, les communautés juives d'Europe occidentale se mettent en alerte. Le président du Congrès juif mondial, M. Edgar Bronfman, proteste en Pologne auprès de M. Adam Lopatka, ministre polonais des cultes.

Une délégation belge se rend le 17 février à Cracovie. A son président qui invoque « le caractère uni-

que et sacré faisant d'Auschwitz un monument éternel à l'holocauste des juifs », l'archevêque de Cracovie répond par un soutien réitéré au projet de couvent : « Auschwitz est le symbole du mal suprême, auquel il convient de donner une dimension spirituelle ». Il admet que le peuple juif est la principale victime d'Auschwitz, mais « le couvent des carmelites représente une volonté de prière et de repentance qui rend compte de la signification spirituelle de ce drame ».

Il est « totalement inacceptable », écrivent alors à Jean-Paul II cinq grands rabbins européens (le *Monde* daté 23-24 mars), de « vouloir sanctifier une terre qui a été profanée et maudite ». A Rome, le président de l'International Jewish Committee for Interreligious Consultations, le rabbin Waxman, devrait se rendre prochainement à

On ne peut pas exclure de la polémique actuelle une certaine incapacité des juifs à comprendre un catholicisme polonais qui manifeste sa vitalité par des implantations religieuses. Enfin perdurent plus ou moins, au fond de certaines mémoires juives, la responsabilité de pays chrétiens dans leur martyre et le sentiment que la prière de repentance est un moyen facile de se disculper.

L'orage actuel peut-il assombrir durablement les relations judéo-chrétiennes ? En Israël et dans les grandes organisations juives américaines, les réactions ont été plus modérées qu'en Europe, où joue davantage la symbolique d'Auschwitz. Le président de l'International Jewish Committee for Interreligious Consultations, le rabbin Waxman, devrait se rendre prochainement à

Cracovie pour tenter de dédramatiser l'affaire.

Mais, en Europe également, il n'y a rien dans la crise présente qui rappelle l'affaire Finaly, pourtant évoquée par *Tribune juive*, quand, en 1953, des manifestations avaient permis de rendre à leur famille des enfants - convertis par des ecclésiastiques - de parents juifs déportés et disparus pendant la guerre. Le souci a été constant cette fois d'en référer aux autorités ecclésiastiques en Pologne et à Rome. Et, en France, le fait d'avoir confié le dossier à une instance culturelle plus que politique (l'Alliance israélite universelle, du professeur Ady Sieg) est plutôt significatif d'une volonté de maintenir la qualité actuelle des relations avec les catholiques.

H. T.

MILITANT D'EXTRÊME GAUCHE PRO-PALESTINIEN

Frédéric Oriach a été libéré

Un militant d'extrême gauche, Frédéric Oriach, impliqué dans la campagne d'attentats de l'été 1982 à Paris, est sorti de prison le vendredi 11 avril. Condamné en appel, en novembre 1983, à cinq ans de prison pour association de malfaiteurs, Frédéric Oriach, trente-deux ans, a été libéré « dans le cadre des réductions normales de peine », a indiqué un des avocats, M^{re} Jean-Louis Chalais.

Un communiqué du Front national

« L'un des fondateurs de l'organisation terroriste Action directe a retrouvé aujourd'hui la liberté de suite : Frédéric Oriach est le bénéficiaire des scandaleuses procédures de remise de peine introduites par l'ancien garde des sceaux, Robert Badier », affirme le Front national dans un communiqué publié vendredi à Paris.

« Les Français ne se contenteront pas des explications embourbées du nouveau ministre de la justice. Au gouvernement de faire savoir sans délai comment il entend empêcher que chaque jour, en application d'une législation aberrante, des hommes, qui ne sont pas quittes de leurs méfaits, rejoignent le monde des hommes gentils, qui redoutent d'être demain leurs victimes. »

LES PROJETS DE LA MAJORITÉ POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Satisfaction à droite, inquiétude à gauche...

Satisfaction à droite, inquiétude à gauche ; les réactions après l'annonce par M. Chirac d'une abrogation rapide de la loi Savary sur l'enseignement supérieur respectent les préférences politiques. Les étudiants libéraux du CELF accueillent cette déclaration avec « satisfaction » et considèrent qu'« il faut désormais aller vite pour rompre avec le flot et l'incertitude qui ont prévalu » depuis le vote de la loi Savary en décembre 1983.

Quant à l'UNI (« antimarxiste »), dont le vice-président vient d'être nommé conseiller du premier ministre pour l'éducation (le *Monde* du 11 avril), elle conclut des déclarations de M. Chirac que la loi Savary doit « d'ores et déjà être considérée comme caduque » et se félicite de « cette position très nette (...) d'autant plus opportune après des propos ambigus et inquiétants prêtés au ministre de l'éducation nationale ».

En revanche, l'UNEF-ID (animé par des étudiants proches des socia-

listes et des trotskistes) se déclare inquiète des propos de M. Chirac favorables à l'autonomie pédagogique des universités et rappelle son attachement au maintien du caractère national des diplômes, à l'égalité des droits d'inscription pour tous et à « une politique permettant l'accès à l'enseignement supérieur au plus grand nombre (...) ».

Pour M. Luc Soubrier, secrétaire national adjoint à l'éducation au Parti socialiste, l'abrogation de la loi Savary et l'autonomie des universités reviennent à « instaurer entre celles-ci une concurrence sauvage aboutissant à délivrer des diplômes de valeur différente, puisque le label national doit disparaître ».

M. Soubrier estime que « les premières victimes de ce véritable champ de bataille universitaire seront les étudiants : au début de leurs études, ils feront l'objet d'une sélection abusive et la sortie ils obtiendront des diplômes accroissant les inégalités ».

La plupart des universités ont adopté la loi Savary

« Plus de la moitié des universités ont adopté une politique de résistance vis-à-vis de la loi Savary. Il y a une vive tendance à combler », a déclaré M. Jean Foyer, pour expliquer la rapidité avec laquelle les deux partis de la majorité ont déposé une proposition de loi sur l'autonomie des universités destinée à se substituer à la loi Savary (le *Monde* du 12 avril). Le diagnostic est alarmant, mais il semble que son souci d'appliquer à l'université une médecine de choc ait conduit l'ancien garde des sceaux à forcer sérieusement la dose.

En réalité, la situation actuelle de l'application de la loi dans le domaine très sensible de l'organisation des universités, est la suivante. Sur les 74 universités françaises, 56 ont adopté des statuts conformes à la loi et ayant fait l'objet d'un arrêté ministériel. A l'intérieur de ce groupe, on peut relever trois cas de figure : 30 universités ont adopté les statuts à la majorité qualifiée des deux tiers ; dix-neuf cas, le quorum des deux tiers n'était pas tout à fait atteint, mais le ministre a cependant approuvé les statuts ; dans sept cas enfin, les statuts ont été acceptés par le ministre sous réserve de modifications d'un ou deux articles.

A ces 56 universités, l'on peut en ajouter 2 dont l'arrêté instituant les statuts est signé mais non publié, et 4, pour lesquels les arrêtés sont prêts mais pas encore signés. Au

total, ce sont donc 62 universités qui appliquent - ou sont en passe de le faire - les dispositions de la loi Savary modifiant la composition et le mode d'élection des instances universitaires (conseil d'administration, conseil scientifique et conseil des études et de la vie universitaire).

A l'opposé, 12 universités ont plus ou moins clairement refusé de jouer le jeu : 7 ont adressé des statuts non conformes à la loi (Nantes, Montpellier-1, Nancy-1, Lyon III, Rennes-1, Paris-V et Bordeaux II) et 5 n'ont transmis aucune proposition (Aix-Marseille II et III, Amiens, Paris IV et IX).

Enfin, sur les 56 universités dont les statuts ont été officiellement arrêtés, 44 ont organisé les élections permettant la constitution des différents conseils, une élection a été reportée (Paris-I) à cause d'irrégularités dans les listes électorales et les 11 autres n'ont pas encore eu le temps d'organiser ces scrutins.

G. C.

DEMISSIONNANT DE LA PRÉSIDENCE DE L'OFFICE NATIONAL D'IMMIGRATION

M. Gérard Fuchs dénonce la politique gouvernementale à l'égard des étrangers

M. Gérard Fuchs a annoncé, vendredi 11 avril, sa démission de la présidence du conseil d'administration de l'Office national d'immigration, fonction qu'il ne pouvait plus légalement assumer du fait de son élection comme député (socialiste) de Paris et conseiller régional le 16 mars dernier.

M. Fuchs a accompagné sa démission d'une déclaration dans laquelle il affirme : « Je tiens à exprimer publiquement mon inquiétude devant l'annonce d'un certain nombre de mesures de nature à rendre plus difficile l'intégration d'une population étrangère dont la quasi-totalité restera, nous le savons, sur notre sol. La résurgence de contrôles d'identité au faciès, la mise en cause de l'égalité des droits

sociaux, le durcissement des droits d'accès à la nationalité française, le retour à des procédures administratives d'expulsion, risquent de remettre en question les résultats qui ont été obtenus depuis cinq ans. J'affirme une nouvelle fois ma conviction que de la façon dont sera traité dans les dix ans qui viennent le problème de l'immigration dépendront et la paix civile dans notre pays et le rayonnement de la France sur la scène internationale. »

(Né le 18 mai 1940 à Longjumeau (Seine), M. Gérard Fuchs, polytechnicien, est directeur de recherches au CNRS. Il est membre du bureau exécutif du parti socialiste depuis 1981 et secrétaire national adjoint du PS depuis 1984. Il occupait la présidence de l'Office national d'immigration depuis novembre 1984.)

Polynésie française : pas de quorum.

Faute de quorum, le président du gouvernement de Polynésie française n'a pu être désigné, le vendredi 11 avril. L'Assemblée territoriale est convoquée, le 15 avril, pour procéder à cette élection, à laquelle sont candidats M. Gaston Flosse (RPR), président sortant et secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, M. Oscar Tennaro, président du Front de libération de la Polynésie (indépendantiste), et M. Jean-Marie Raapoto (opposition locale). Les conseillers d'opposition qui ont boycotté la séance contestent « toute représentativité et toute légitimité » à M. Flosse et à son parti. Ils dénoncent les circonstances dans lesquelles se sont déroulées les élec-

tions législatives et territoriales du 16 mars dernier.

M. Chapin et la cohabitation serine. — M. Auguste Chapin, sénateur centriste de Maine-et-Loire, plaide pour une « cohabitation serine » et estime normal dans ce but que les ministres du gouvernement Chirac aient des relations avec le président de la République ou son cabinet. Dans une question écrite au premier ministre, il fait écho à certaines informations selon lesquelles les ministres, leurs collaborateurs et leurs services auraient reçu instruction de n'avoir aucun contact avec l'Elysée. M. Chapin demande à M. Chirac de lui indiquer s'il ne lui paraît pas nécessaire de faire cesser ces « rumeurs malveillantes ».

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 avril
 - **Pays-Bas** : Visite du président de la République, M. Kennedy.
 - **Tokyo** : Réunion des sept pays les plus industrialisés (participation de MM. Mitterrand et Chirac).
 - **Vatican** : Visite de Jean-Paul II à la synagogue de Rome.
 - **Camp David** : Entretien Reagan-Nakasone.

Lundi 14 avril
 - **New-Delhi** : Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés.
 - **Moscou** : Visite du nouveau premier ministre soviétique, M. Gromyko.
 - **Zagreb** : Ouverture du procès du criminel de guerre oustachi Artakovic.

Mardi 15 avril
 - **Paris** : M. Chirac reçoit le président sud-coréen, M. Chun Doo-hwan.
 - **Genève** : Réunion des trois ministres de l'OPEP.
 - **Washington** : Vote sur l'aide aux « contras » du Nicaragua.

Jeu 17 avril
 - **Paris** : Réunion ministérielle de l'OCDE.
 - **Bonn** : Rencontre Chirac-Kohl.
 - **New-York** : Vote à l'ONU sur le renouvellement du mandat des casques bleus au Liban.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
 75427 PARIS CEDEX 09
 Tél. MONDIPAR 69572 F
 Télécopieur : (1) 45-23-04-81
 Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Cordialement en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
 Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37-437
 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1 400 F 2 800 F 4 200 F 5 600 F

1. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 798 F 1 197 F 1 596 F

2. SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 170 pes. ; Grèce, 60 p. ; Irlande, 140 p. ; Italie, 400 L. ; Liban, 2 000 L. ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Singapour, 400 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 m.

IL Y A QUARANTE ANS, EN ZONE SOVIÉTIQUE

La « fusion » des partis communiste et socialiste allemands

Il y a quarante ans, le 21 avril 1946, dans la salle de l'ancien cinéma Admiralspalast dans le secteur soviétique de Berlin, 548 délégués sociaux-démocrates et 507 communistes votèrent à l'unanimité la fusion de leurs partis, le SPD et le KPD. La division du mouvement ouvrier avait été une des causes majeures de la facile victoire remportée en 1933, après la désignation de son chef comme chancelier, par le national-socialisme. A présent, les deux branches du mouvement, qui n'avaient cessé de se combattre féroce-

ment, unissaient leurs forces pour conduire leur peuple sur ce qu'un des dirigeants communistes les plus en vue, Anton Ackermann, avait appelé, quelques semaines plus tôt dans un article qui fit sensation, « la voie spécifique allemande vers un socialisme allemand, voie pacifique et se limitant à l'emploi des moyens légaux ».

Au moment où les chefs des deux anciens partis, réunis sous le nom de Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (Parti allemand de l'unité socialiste), Otto Grotewohl, le social-démocrate, et Wilhelm Pieck, le communiste, se serraient la main sous les applaudissements unanimes, un lourd malaise planait sur le congrès. Tous les participants savaient que la fusion s'opérait sous la contrainte imposée par l'URSS. Dans leur Annuaire 1946, les sociaux-démocrates devaient écrire quelques mois plus tard : « Les délégués (du Parti social-démocrate en zone soviétique) sont menacés dans leur liberté et même dans leur vie s'ils parlent ou agissent en sociaux-démocrates. Le Parti social-démocrate ne peut regrouper à l'heure actuelle que les militants des zones occidentales. Le parti n'a pas le pouvoir de changer cette situation, il ne la reconnaît cependant jamais ».

En se réservant de contrôler à chaque instant le caractère « antifasciste » des organisations « démocratiques », les Soviétiques et leurs exécutants du KPD se donnaient pour but de fortifier, en un premier temps, une structure communiste propre, qui s'imposerait à toutes les autres organisations politiques et sociales comme le parti modèle de l'antifascisme, celui qui serait seul en possession de la définition correcte de cette qualification décisive.

D'abord reconstruire le KPD

Quelques jours plus tard, le 15 juin, fut publié un appel de la commission centrale du Parti social-démocrate allemand pour l'édification d'une Allemagne antifasciste démocratique. L'autorisation donnée par la SMAD, l'administration militaire soviétique, était en fait un ordre : tout à tour, et dans une succession qui n'était évidemment pas due au hasard, un parti communiste, un parti social-démocrate, un parti successeur du Zentrum catholique-démocrate (CDUD), et un parti libéral-démocrate devaient ainsi voir le jour. L'appel social-démocrate demandait que « la lutte pour la construction nouvelle se fasse sur la base de l'unité organisationnelle de la classe ouvrière allemande », dans laquelle « nous voyons le rachat moral des fautes politiques du passé ». Les sociaux-démocrates de Berlin et de la zone soviétique, à la tête desquels devait se placer rapidement Otto Grotewohl, ancien député du Reichstag, étaient ainsi les conclusions des débats et réflexions menés en commun dans la clandestinité et dans les camps nazis par des militants qu'ils avaient exprimés notamment dans un « Manifeste de Buchenwald » qui exigeait l'union pour la « réalisation du socialisme ». Parmi les anciens socialistes et communistes, l'idée que l'Allemagne ne pourrait revivre que dans un cadre socialiste paraissait alors évidente : c'était ainsi la conviction de beaucoup de militants chrétiens qui espéraient créer avec les sociaux-démocrates un grand parti travailliste.

Pendant l'été 1945, l'idée de la fusion des partis socialistes est mise en avant par le SPD, et c'est le KPD qui la rejette, la trouvant prématurée. Il souhaitait d'abord renforcer ses propres structures : le SPD retrouvait en effet avec une facilité relative ses vieux responsables, dont le plaplat avaient cessé toute activité sous les nazis, alors que les communistes avaient payé un tribut beaucoup plus mortel à la répression (et aussi, en ce qui concernait les émigrés, à l'épuration stalinienne). Le KPD devait d'abord reconstruire des cadres et recruter des adhérents.

Le KPD proposa aux partis antérieurs la création d'un « bloc des



« Et vous ne séparez plus ces mains, car nous créons le Parti socialiste unifié. »

partis antifascistes-démocratiques », placés sous la direction d'un comité commun au sein duquel les décisions devaient être prises à l'unanimité. Cette règle, en apparence démocratique, réservait en fait au seul parti qui était l'instrument direct de l'administration soviétique un droit de veto et un droit d'impulsion, préparant ainsi la voie au parti unique camouflé. Au lieu d'une fusion qui se serait faite au bénéfice des sociaux-démocrates, étant donné le nombre de leurs cadres et de leurs adhérents, ceux-ci se résignèrent à accepter un « accord d'unité d'action ».

Le concept stratégique de la politique soviétique et du Parti communiste en Allemagne ne devait pas subir de modification, au moins jusqu'au blocus de Berlin en 1948, mais son calendrier connaît une accélération importante au cours de l'automne 1945. L'édification d'un KPD fort, l'unité d'action et la politique du bloc antifasciste devaient se développer dans des conditions particulièrement favorables dans les territoires directement placés sous l'administration soviétique. Ils représentaient aussi un programme valable pour toute l'Allemagne, et dont Moscou se promettait une progression continue de son empire sur les zones occidentales. Cependant, le KPD reconstruit ne connaît à l'Ouest que des succès limités, alors que s'affirmait rapidement l'attrait d'un SPD qui prenait un nouvel élan autour de la puissante personnalité de Kurt Schumacher. Or, pendant près de dix années d'internement dans les camps, Schumacher s'était continuellement refusé au moindre contact avec les communistes auxquels il ne pardonnait pas les coups qu'ils avaient portés à la démocratie weimarienne. Pour lui, « un parti

communiste était superflu dans la politique allemande », en raison de sa dépendance à l'égard de l'URSS, « puissance impérialiste peinte en rouge ». Le SPD de Schumacher était résolument hostile à l'unité d'action et à la politique du bloc. Il allait s'opposer, avec une vigueur extrême à la fusion imposée. Son influence « dangereuse » pouvait s'exercer sur le SPD de la zone soviétique.

Par ailleurs, les espoirs mis par les Soviétiques et les communistes « nationaux » dans la stratégie du bloc furent déçus par les résultats catastrophiques des communistes autrichiens et par l'échec relatif mais voyant des communistes hongrois aux élections. Dès lors, il fallait avant tout empêcher le SPD de jouer un rôle autonome dans la zone soviétique et dans le secteur soviétique de Berlin. L'idée de la fusion fut reprise par les dirigeants du KPD. Cette fois-ci, les sociaux-démocrates posèrent leurs conditions. Ils voulaient obtenir des garanties quant au fonctionnement démocratique du nouveau parti.

Schumacher, de son côté, tentait de retarder Grotewohl qu'il tenait pour un ambitieux naïf en train de devenir un collaborateur. Entre les deux dirigeants sociaux-démocrates, il y avait opposition non seulement sur la stratégie, mais sur l'organisation du parti. Au cours de plusieurs entrevues orageuses, les divergences s'affirmèrent, de plus en plus aiguës. Il semble que Grotewohl se laisse arracher la promesse de dissoudre le parti si la fusion devait se faire sans vote des adhérents, mais, très vite, il se révèle incapable d'exécuter une mesure à laquelle, au fond, il répugnait. Dans sa vision du monde, il n'y avait d'avenir pour la classe

ouvrière et le peuple allemand que dans une étroite adhésion à la prépondérance soviétique.

Prudents, les Soviétiques n'autorisent cependant la tenue d'un congrès SPD que les 19 et 20 avril, à la veille de la fusion, quand les jeux sont faits et quand l'épuration et l'autodépuration par la fusion ont fait leur œuvre.

La rupture Schumacher-Grotewohl

Un voyage de Schumacher à Berlin avec une visite dramatique à Grotewohl au siège du SPD à Berlin-Est (où des partisans de la fusion l'avaient transféré alors qu'apparaissait il se trouvait à l'Ouest), le jour même de l'ouverture du congrès de fusion, le 21 avril, ne sert qu'à confirmer la rupture.

Cependant, avec l'appui des Occidentaux, les adversaires de la fusion ont marqué un point important. Devant le refus des Soviétiques d'autoriser une consultation à la base des membres du SPD, les commandants occidentaux acceptent qu'un tel vote ait lieu au moins dans les secteurs occidentaux de la ville de Berlin. Le 31 mars, 19 626 des 23 755 adhérents du SPD y répondent « non » à la fusion des deux partis. Cela ne peut arrêter la marche forcée vers la fusion, mais lui arrache du moins le masque de la légitimité démocratique.

Au départ, le nouveau parti, le SED, est construit sur la base stricte de la parité, avec deux présidents, Grotewohl et Pieck, deux vice-présidents, Ulbricht et Max Fechner, qui n'avaient cessé de soutenir l'action de Grotewohl. Son programme réunit des éléments provenant des textes antérieurs des deux partis anciens (la qualification de « parti socialiste » n'apparaît qu'en 1948), mais la réalité du pouvoir appartient dès le départ à Ulbricht et aux dirigeants venus du KPD. La population ne s'y trompe pas. Le 20 octobre 1946, des élections eurent lieu dans toute la zone soviétique et à Berlin pour désigner les Parlements des Länder. En dépit des pressions massives, de nouvelles épurations et des fuites qui ont décuplé les « partis bourgeois », le SED n'obtient que 47,8 % des voix. A Berlin, les commandants alliés ont autorisé le SED et le SPD maintenus à se présenter dans les quatre secteurs : le SED a 19,8 % des votes et le SPD 48,7 %. Dans le district de Wedding où, à la fin de la République de Weimar, les communistes avaient plus de 60 % des voix, le SED est largement distancé. Ce furent — conséquence logique — les seules et uniques élections à peu près libres sur le territoire de l'actuelle RDA.

Otto Grotewohl, premier ministre-président de l'Est, dont les fonctions étaient de pure représentation, meurt en 1964. Max Fechner, son second, jéré en prison après les décrets de juin 1953, ne connaît qu'une réhabilitation tardive ; il ne jouera plus jamais de rôle politique. Dans le programme de 1976, trente ans après la fusion forcée, le SED se définit comme « une section du mouvement communiste international ». Il est toujours au pouvoir, sous le couvert du système de Bloc des partis antifascistes, et le SPD de la République fédérale entretient avec lui des relations de parti à parti.

JOSEPH ROYAN.

LES MENACES

30ME : renforcer coopération européenne

La Commission européenne a annoncé hier qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays méditerranéens. Elle a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Afrique du Nord. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Amérique latine. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Asie. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Océanie. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe de l'Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Sud. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Nord. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe de l'Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Sud-Ouest. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Centre. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d'Europe du Centre-Nord-Est. La Commission a également annoncé qu'elle allait renforcer sa coopération avec les pays d

Entre deux tyrannies

Le dieu Delacroix

Tout au long du siècle, la sculpture semble menacer par deux tyranniques celle de la peinture et celle de l'architecture. Sculpture « picturalisée », celle qui glisse à la vignette en relief, vignette romantique et naturallement. Obsédés par la toile, obsédés par le dieu Delacroix,

Et puis Rodin

Cette économie de détails et de moyens s'inspire en grande part de l'Antiquité, mais elle ne s'y confond pas. Les bronzes de Rodin ont même le bon Pradier — pechent par excès de fidélité et se tiennent si près de leurs modèles qu'il leur arrive de paraître des copies. Les néo-classiques les plus convaincants se nomment Bourdelle ou Maillois, et appartiennent à l'époque moderne. Les bronzes de Rodin ont le défaut de leur commun père, d'être trop humains.

Le réalisateur de *Lettres d'amour en Sonalie* et d'un des épisodes de *Paris vier*, vingt ans après... «*Je n'ai pas de regrets, car si j'y suis parvenu à long terme, c'est qu'il y avait une certaine cohérence. Une forme de testament cinématographique pour ce toujours jeune homme de trente-huit ans qui, malgré le cauchemar du dépôt de bilan, j'ai eu l'occasion de réaliser en 1985, l'Olympique Luxembourg et Saint-Germain, ce qui a permis à une partie de l'équipe de se recaser. Mais cette dernière*

conclut-il, *c'était sa cohérence, ce qui s'y était à long terme. C'est une forme de testament cinématographique pour ce toujours jeune homme de trente-huit ans qui, malgré le cauchemar du dépôt de bilan, a réalisé en 1985, l'Olympique Luxembourg et Saint-Germain, ce qui a permis à une partie de l'équipe de se recaser. Mais cette dernière*

Y.-M. L.

Le « Figaro-Magazine » dénonce l'« orientation à gauche » de la télévision

« Télévision : tout va changer ». A partir de ce titre choc — « une du Figaro-Magazine, du 12 avril, l'éditorialiste de M. Robert Hersant se réjouit de ce que les commentaires « unilatéralement orientés à gauche » disparaîtront rapidement de la télévision, grâce à « la véritable révolution qui a pour nom : la privatisation », et « sans qu'il soit besoin de couper des têtes ». Selon l'éditorialiste, l'Etat va se désengager de la télévision. Complètement. [La réforme] n'est pas pour demain, mais pour tout de suite ».

Après le Figaro, donc qui dans un éditorial signé par Max Clos, le 4 avril sous le titre « Eupuration? »,

● **Tables rondes au ministère.** — M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, organisera deux tables rondes avec les représentants de la presse et les professionnels de l'audiovisuel les 17 et 18 avril. Recevant d'autre part une délégation de Forces ouvrières, le ministre a confirmé l'intention du gouvernement de privatiser deux chaînes de télévision, mais a indiqué, selon F.O., que toutes les composantes de Radio France seraient impliquées dans la décision de vendre la chaîne publique de radio : la plateforme commune RPR-UDF prévoit en effet le retrait de l'Etat des stations décentralisées de Radio France.

● **Assemblée générale du « Courrier picard ».** — Les sociétaires de la SCOP qui édite le *Courrier picard* (Amiens) se réunissent en assemblée générale le 13 avril. Le conseil

d'administration doit leur proposer de choisir entre deux partenaires qui entreraient au capital du journal à hauteur de 49 %. Le Crédit agricole est la faveur du conseil d'administration. Les autres groupes sont le Crédit salarié, dont le majorité des journalistes, représentés par leur société des rédacteurs, est favorable à l'astre candidat, le Crédit mutuel qui possède déjà un savoir-faire en matière de presse (notamment à l'Alsace) et qui offre de « meilleures conditions de garanties financières et d'indépendance ». Selon plusieurs rédacteurs, la majorité des membres de la caisse régionale du Crédit agricole seraient des proches de M. André Audinot, directeur général de la Sopresse, député non inscrit de la Somme et bras droit de M. Robert Herpin, le candidat officiel (il est le quotidien *le Voix du Nord* (Lille), finalement écarté).

LA CRITIQUE UNANIME ! UN TRIOMPHE !
THEATRE MONTPARNASSE

**SACHA
GUITRY**

LE **VEILLEUR**
DE LA **NUIT**

EN VOYANT SACHA
GUITRY AU THEATRE 13

ALL SINGER, BUT ONLY A SINGLES GOVERNMENTS ET VINS CHOISIS

LOC. 43 22 77 74

• Le Monde • Dimanche 13-Lundi 14 avril 1986 — Page 9

L'homme exceptionnel, modèle et conducteur du peuple, élève ses aînés sur les places, les squares et les corbeilles.

De temps à autre, la société renoue — ou tente de renouer — avec les valeurs du do-no-mineu subit, du subitisme, du subitisme, le fait dans les vagues pédagogiques de l'art, la croyance dans ses qualités civiles et politiques. Effets d'une telle certitude, nostalgie de la

qu'un pour cent de l'actuelle commande publique, précise Claude Molard, le président du Centre national des arts plastiques. Certaines de ces œuvres sont le résultat de commandes de l'État, d'autres de commandes avec elles. Ensuite, le rôle des vœux dans ce domaine est souvent lourd. Elles veillent très attentivement à la

mémoire de leur grand homme. Risque de très normal. Elles s'inquiètent de la qualité esthétique du monument. Dans ces conditions-là, on ne peut pas avoir un chef-d'œuvre à tous les coups. Ce qui compte, pour nous, c'est la Tour aux figures de Dubuffet qui sera élevée dans l'île Saint-Germain. Ce sont les œuvres de Bury, de Buron, de Gerouste et de Poirier qui sont ou seront installées dans les jardins du Palais-Royal. Les sculptures de Richard Serra sur le parvis de la Défense et dans la square de Choisy.

« Le grand étouffoir du dix-neuvième siècle, fait remarquer Claude Mollet, ce fut l'Académie

des beaux-arts qui fonctionnait et se reproduisait en circuit totalement fermé. C'est cette institution, totalement sclérosée, qui avait la haute main sur la commande publique. Toute la création vivante de cette époque s'est faite contre ce système. Mais il a fallu attendre Malraux, en 1969, pour mettre fin à ce monopole. » Apparemment, l'Académie des beaux-arts n'a pas entièrement désarmé puisqu'elle demandait, il y a peu, par l'intermédiaire du *Figaro Magazine*, un droit de regard sur les

magazine, un droit de regard sur les commandes publiques. « Nos choix sont très hétérogènes, insiste Claude Mollard. Ils sont le fait de l'équipe de la délégation aux arts plastiques. En dernier recours, c'est le ministre de la culture, puis le président de la République qui tranchent. Nous avons des artistes aussi différents que Martial Raysses pour le Conseil économique et social, Tinguely et Nicky de Saint-

VOTRE TABLE CE SOIR

LA CRITIQUE UNANIME ! UN TRIOMPHE !
THEATRE MONTPARNASSE

**SACHA
GUITRY**

LE **VEILLEUR**
DE **NUIT**

IN ASSOCIATION
THEATRE 13

LOC. 43 22 77 74

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Téléfilm** : L'affaire Marie Bernard. D'Yves-André Hubert, scénario et dialogues F. Potcher. Avec A. Sapritch, A. Massip. (1^{er} épisode). L'affaire Marie Bernard défraya la chronique dans les années 50. Accusée d'avoir empoisonné onze de ses proches, cette femme très ordinaire, vivant dans une petite ville de province (Loudun) fut acquittée au terme d'un procès qui dura neuf ans. Un feuilleton authentique, avec d'extraordinaires interprètes : Alice Sapritch compose une Marie Bernard stupéfiante de ressemblance physique, Bernard Fresson trouve les accents justes pour incarner Albert Gaudier, chef de file de la défense.

22 h 5 **Droit de réponse** : Revue de presse. Émission de Michel Polac.

Avec J.-M. Rougemont (Libération), N. Copin (la Croix), A. de Roy (l'Événement du jeudi), P. Bénéchou (Nouvel Observateur), M. Gallo (Matin de Paris), G. Carreyrou (Europe 1), P. Guez (RMC), D. Verne (la Marse).

0 h Journal.

0 h 15 **Ouvrir la nuit**. Les Incorruptibles (Redif.).

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Variétés** : Champs-Élysées. De M. Duchesne. François Valéry, Nicoletta, Chantal Goya, Les Car... 21 h 55 **Histoires de l'autre monde**. Une série d'histoires étranges. N° 1. L'universitaire : l'arrivée d'une jeune fille dans une maison isolée au milieu des bois, dans laquelle un vieux couple s'apprête à fêter son quarante-cinquième anniversaire de mariage, promise d'étranges événements.

22 h 25 **Magazine** : Les enfants du rock (et à 23 h 45). Rock'n'roll graffiti : M. and the Vandellas ; Billy Bragg ; Johnny Hallyday ; La Salsa, avec Bernard Lavilliers ; à 23 h 45, Sade en concert, à Londres.

23 h 30 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 5 **Disney Channel**. Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... le célèbre feuilleton « Dory Crockett ». 21 h 55 **Journal**. 22 h 20 **Feuilleton** : Dynamite. Juste un petit accident d'avion où les valeurs de la série bien sûr survivent...

23 h 5 Musiclub. Spécial Henri Samuël.

FR 3-PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Fraggle rock ; 18, Paris blues ; 18 h 55, Croqu'olé ; 19 h 5, Aïon PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Institut impu ; 19 h 55, Les routes de Gil et Julia.

CANAL PLUS

20 h 30, Les dessous d'Hollywood (1^{re} partie) ; 22 h, Série : Mike Hammer ; 23 h, Le grand chèque du golf 1986 (en direct d'Augusta) ; 23 h 15, Ce plaisir qu'on dit charnel, film de M. Nichols ; 3 h 45, The devil is mine Jones (n° 2), film de H. Pechard ; 5 h 5, Le couloir de la mort, film de G. Trémois ; 6 h 30, Supertax.

LA 5

20 h 30 Cherchez la femme, variété. 22 h 30 Record, le grand show du sport, magazine sportif. 23 h 30 Rediffusion des programmes de la soirée.

TV 6

14 h, 5 Tonics (et à 21 h) ; 17 h, Système 6 ; 18 h, NRJ (et à 23 h).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Norman** : spectacle dramatique : « Mon Herbert », de Herbert Achternbusch, précédé d'un entretien avec l'auteur. 22 h 10 **Dimanches avec...** Valère Novarina : « Lettres aux auteurs ». 22 h 30 **Semaine Lixt** : Lixt en son temps ; « Qu'ils vivent, les artistes ». 0 h **Clair de nuit** tentatives premières ; chamois snack.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (donné le 10 juin 1985 au Severance Hall de Cleveland) : « Symphonie Oxford » de Haydn, « Résonances » de Clavier, « Symphonie n° 1 » de Brahms, par l'Orchestre de Cleveland, dir. G. Szell. 23 h **Les soirées de France-Musique** : archives (W. Mengedier dirige l'Orchestre du Conservatoire d'Amsterdam) ; à 1 h, Champ d'étoiles : la nouvelle chanson corse.

Dimanche 13 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Cinéma** : le Silencieux. Film français de C. Pissoneau (1972), avec L. Ventura, L. Mouton, S. Flon, B. Didiot. Un physicien français qui avait été forcé de travailler par les Soviétiques se retrouve libre, à l'Ouest, mais poursuit par les tueurs du KGB. Ce premier film de Claude Pissoneau est un film d'espionnage solitaire, les deux héros, pris dans un engrenage, à quelques choses d'attachés.

22 h 25 **Journal**. 22 h 50 **Sports dimanche soir**. L'actualité sportive du week-end. 23 h 40 **Tennis** : Finale du tournoi WCT. En direct de Dallas.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Les enquêtes du commissaire Maigret** : Maigret et le marchand de vin. D'après G. Simonon, avec J. Richard, P. Andret. Un marchand de vin de Beaune est assassiné en sortant d'une maison de rendez-vous... Le commissaire enquête. 22 h 15 **Magazine** : projection privée. Marcel Jullian reçoit Gilles Vigneault, poète et chanteur québécois, sur le thème de la chanson française. 23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Document** : Les Arbrorigènes de Claude Thibaut. (Lire notre article.) 21 h 30 **Aspect du court métrage français**. La Dernière Parade, d'O. Chavrot, M. Ribodetti, M. Sava et O. Morel. Contact, de G. Dais et G. Bon-sens. 21 h 55 **Journal**. 22 h 30 **Cinéma de minuit** : I wake up screaming. Film américain de B. Humberson (1941), avec B. Grable, V. Mature, C. Landis, (v.o. sous-titré N.). Une jeune fille, modèle, est assassinée. Sa personnalité apparaît à travers les souvenirs de ceux qui l'ont connue. Le cycle des « films noirs » inédits continue. Dans celui-ci, ni le réalisateur ni les interprètes finissent ne sortent de la banalité. Le sujet et les interprètes masculins valent mieux. Et puis, il y a la curiosité. 23 h 50 **Prélude à la nuit**. Prélude pour piano de Faure, par Laurent Petitgrard.

CANAL PLUS

7 h, Sur les chemins de l'aventure : P.D. Guineau ; 8 h, Cabot Cadin (et à 12 h 30) ; 8 h 50, La nuit de San Lorenzo, film de P. et V. Tavian ; 10 h 30, Trava d'enfer, film de R. Hamn ; 12 h, Dessins animés ; 12 h 5, Canaille plus ; 13 h 5, deux secondes pour un livre ; 13 h 10, Oh la la ! magazine de la mode ; 13 h 55, Téléfilm : Pavillon japonais (3 parties) ; 15 h 35, Série : Comica ; 16 h 16, Basket américain ; 17 h 55, Ça s'arrête qu'il mal, film de F. Perrin ; 19 h 35, Dessins animés ; 20 h 30, Pelelema, film de B. de Palma ; 22 h 20, L'homme de la rue Eiffel, film de B. Moretti ; 23 h 50, Le grand chèque du golf 1986, en direct d'Augusta ; 23 h 55, Série : Winchester à louer.

LA 5

20 h 30 **Les dimanches du cinéma** : Et vive la liberté ! film français (1977) de Serge Karber, avec les Charlots et Cl. Piépi. Les Charlots, faits prisonniers, s'évadent. 22 h 30 **La 5 en concert** : « Tableaux d'une exposition », de Moussorgski/Ravel. 23 h 20 **Jocop** le proscrit, film américain (1957), de H. Levin, avec A. Perkins. Western.

TV 6

De 14 h à 24 h, programme musical (à 21 h concert sur la 6).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Atelier de création radiophonique** : « Essai sur la ville », par Pierre Henry. 22 h 30 **Semaine Lixt** : la face cachée des œuvres, des versions antérieures à la version définitive. 0 h 5 **Clair de nuit**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Les grands concerts d'archives** (donné le 24 mars 1955) : « le Rossini » de Stravinski ; « Requiem pour sol, chœur et orchestre », de Jean Rivier, par l'Orchestre national et les chœurs de la RIF, chef des chœurs, R. Ait, dir. A. Chyren, sol. J. Mabeau, G. Molzan, C. Gayraud, L. Lovato. 23 h **Les soirées de France-Musique** : en direct ; à 1 h, Ring Crosby et les crooners.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF 1 20 h 35, L'inspecteur ne renonce jamais, film de J. Fargo ; 22 h 05, Et toi, 23 h 05, Journal ; 23 h 20, C'est à dire. **A 2** 20 h 35, Les cinq dernières minutes : l'Impasse des bouillards ; 22 h 05, Série documentaire : Touche pas à mon poste ; 23 h 05, Journal. **FR 3** 20 h 35, Comptes à rebours, film de R. Figeat ; 22 h 25, Journal ; 22 h 50, Urban ; 23 h 25, Prélude à la nuit. **CANAL PLUS** 20 h 35, Histoires d'outre-tombe, film de F. Francis ; 22 h 15, Et toi et buts ; 22 h 30, Boxx ; 23 h 30, Basket américain ; 1 h, Besoin d'amour, film de J. Schatzberg. **LA 5** 20 h 30, A nous la victoire, film de J. Huston ; 22 h 30, Série : la Cinquième dimension (et à 1 h 30) ; 23 h 30, Une fille de province, film de G. Seaton.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 13 AVRIL

— M. Jacques Blanc, député UDF-PR de la Lozère, président du conseil régional du Languedoc-Roussillon, répond aux questions des journalistes de l'émission « Forum », sur RMC, à 12 h 30. — M. Michel Delebarre, député socialiste du Nord, ancien ministre, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde », sur RTL, à 18 h 15. — M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

LUNDI 14 AVRIL

— M. Jean-Pierre Chevènement, député PS du Territoire de Belfort, ancien ministre, est « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

A VOIR

Les statues végétales de Pignon-Ernest

Ernest Pignon-Ernest n'a pas l'habitude de faire des choses ordinaires. Pendant des années, ce plasticien, poète et visionnaire, a soigné des images la nuit, qu'on découvre le jour. Images (ou affiches) multipliées par centaines, livrées au soleil, à la pluie, fragiles, anonymes.

En 1971, pour célébrer le centenaire de la Commune, il a placé des milliers de cadavres sur les trottoirs de Paris. On a vu plus tard des femmes « avortées » glisser dans les rues de Tours (au moment des débats sur l'avortement à l'Assemblée nationale), des Noirs debout derrière des barbelés à Nice (quand le maire de la ville accusait l'équipe de rugby d'Afrique du Sud en novembre 1974). Sorte de sculpture public à l'écoute de l'inconscient collectif, comme il aime à le dire (1).

En 1983, Ernest Pignon-Ernest laisse l'affiche et se lance dans une expérience d'un autre genre. Invité au festival que le musicien de jazz Bernard Lubat organise chaque été à Lézards, son petit village natal dans les Landes, Pignon-Ernest a eu « l'énorme respiration de la nature, cette force poétique qu'est la photosynthèse. Il installe dans les arbres d'étranges sculptures, des statues de 2,50 mètres, à formes humaines, qui ont toutes les particularités des plantes sans l'être, qui rejettent de l'oxygène le jour, du gaz carbonique la nuit. « Ces statues végétales vivantes », qu'il faut arroser sans peine de la voir mourir, sont fabriquées dans un matériau nouveau, une découverte scientifique de Claude Gudin, responsable du laboratoire de biotechnologie solaire de Cadastre (Bouches-du-Rhône).

Ensemble, l'artiste et le scientifique ont fabriqué ces personnages-sculptures ; Claude Thibaut a suivi l'expérience, la fabrication du matériel, les cellules qu'on immobilise dans la mousse, jusqu'à la vision des statues la nuit dans la forêt. Vision fantastique au milieu de l'orage : douze hommes agrippés à des troncs, douze femmes dressées comme des épées, enroulées aux branches. Un étrange sabbat, une assemblée qu'on découvre avec les grands morts de tonnerre, les colères. Acte poétique ? Scientifique ? Science-fiction ? Ernest Pignon-Ernest leur a donné un nom : les arbororigènes.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ « Les arbororigènes », dimanche 13 avril, FR 3, 20 h 35.

(1) Ernest Pignon-Ernest vient de monter une exposition de son art à Pékin avec, en guise de catalogue, un numéro spécial du Monde en chinois et en français, daté 25 février 1986 (voir le Monde daté 30-31 mars).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 13 AVRIL

« Cours et quartier de la Bièvre derrière les Gobelins », 14 h 30, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (M. Banassat). « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale, et « Histoire, architecture et flore du parc des Buttes-Chaumont », 14 h 45, métro Botzaris (V. de Langlade). « La peinture italienne de Giotto à Léonard de Vinci », 10 h 30, Louvre, porte Janvier, et « Le palais du Luxembourg, siège du Sénat », 16 heures, 20, rue de Tournai (P.-Y. Jais).

CONFÉRENCES

1, rue des Provençaux (1^{er} étage droit), 15 heures : « L'épanouissement de la personnalité » (M^{me} J. Abel). « La puissance de la main » (Naty).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 11 avril 1986 :

UN ARRÊTÉ

■ Du 10 avril 1986 relatif au taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.

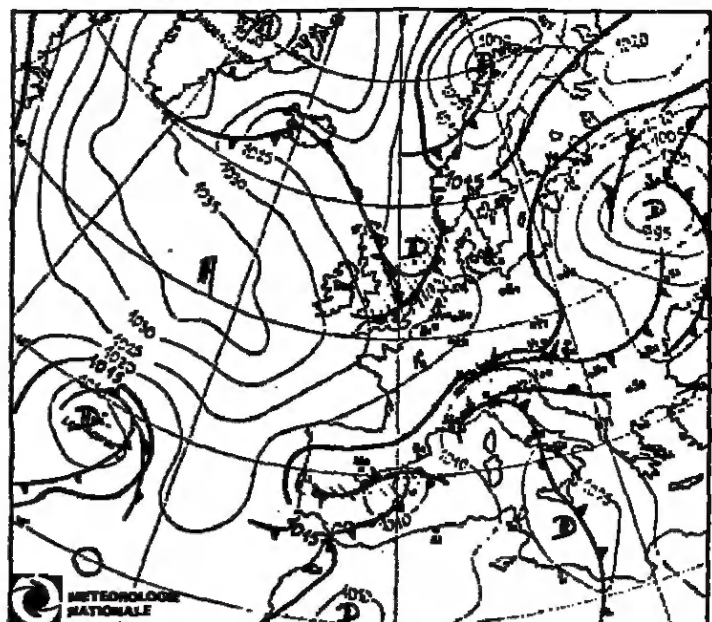
Est publié au Journal officiel du samedi 12 avril :

UN ARRÊTÉ

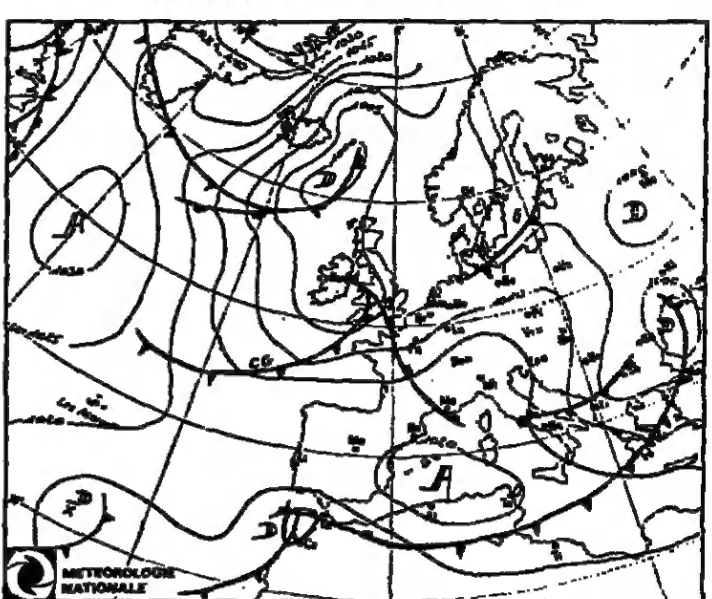
■ Du 2 avril 1986 portant organisation du service d'éducation surveillée du département de la Guadeloupe.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 AVRIL 1986 À 0 h GMT



PRÉVISIONS POUR LE 14 AVRIL À 0 h GMT



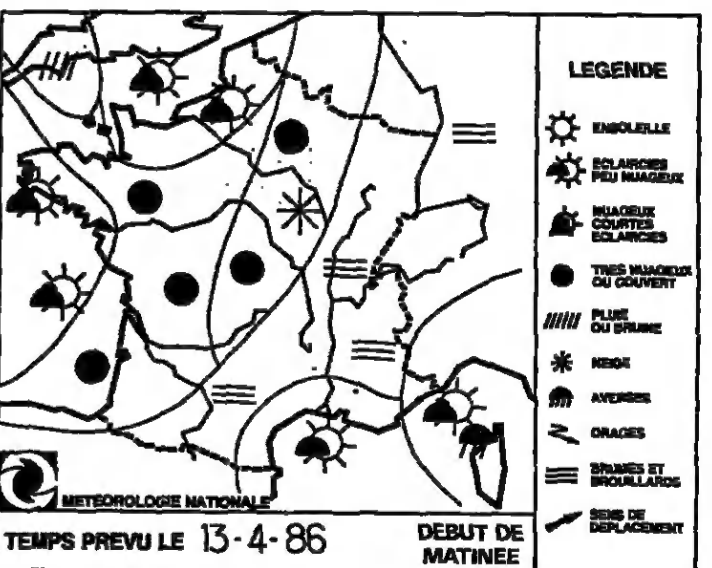
Évolution probable du temps en France entre le samedi 12 avril à 0 h GMT et le dimanche 13 avril à minuit.

Des perturbations de faible activité viennent traverser le pays après avoir circulé sur la face orientale de l'anticyclone centré au sud de Gènes.

Dimanche matin : Le temps sera bien ensoleillé du Roussillon à la Provence. Des brouillards réduiront la visibilité du Midi-Pyrénées au Languedoc, aux Alpes et au Nord-Est, et pourront être givrants étant donné que les températures minimales varieront de -2 à -6 degrés de la Lorraine aux Cévennes, et de 0 à -2 degrés sur le Midi-Pyrénées.

Nous aurons quelques averses en Corse, le matin. Sur toutes les autres régions, le ciel sera généralement très nuageux à couvert avec également de faibles chutes de neige des Ardennes au Limousin. Faibles gélées de la Dordogne à la Bourgogne. Partout ailleurs les températures minimales seront positives. Des éclaircies se développeront au cours de la journée, elles seront plus belles de l'Aquitaine aux régions méditerranéennes, mais dans l'après-midi, les nuages seront de nouveau plus abondants sur l'ouest du pays et les pluies arriveront en soirée sur les côtes de la Manche.

Les températures maximales seront en légère hausse. Elles varieront de 6 à 13 degrés du nord au sud et atteindront 15 à 17 degrés près de la Méditerranée. Les vents faibliront en Méditerranée.



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TEMPÉRATURES				maxima - minima - temps observé			
FRANCE				TOUTES			
AMCÉ	14	7	N	TOULOUSE	4	-3	S
ANGERS	10	1	C	TOULON	9	3	C
BORDEAUX	8	-2	S	FOURMONT	22	5	S
BRETAGNE	4	-4	S	LYON	11	0	N
BREST	4	0	N	PARIS	11	0	N
CAEN	3	-2	C	STRASBOURG	11	0	N
CHERBOURG	4	-2	N	VAL D'AUGE	11	0	N
CLERMONT-FERRAND	2	-3	N	ALGER	17	9	S
DIJON	3	-4	S	AMSTERDAM	4	-6	C
GRENOBLE	5	4	N	ATHÈNES	20	13	C
LILLE	3	-2	C	BANGKOK	35	24	O
LYON	3	-2	C	BARCELONE	12	6	N
MADEIRA	11	2	C	BERLIN	12	4	N
NANTES	2	-4	S	BELGRADE	1	-4	N
NICE	14	7	C	BRUXELLES	2	-4	S
PARIS-MONT	4	-2	N	CELEBES	30	25	S
PARIS-VAL	4	-3	C	CHANGHAÏ	17	4	S
PERPIGNAN	11	4	C	COPENHAGUE	2	-3	S
RENNES	5	-3	N	DAKAR	29	18	S
STRASBOURG	3	-4	S	DIJON	34	15	S
				GENÈVE	3	-	N
				ROMA	17	7	O
				SINGAPOUR	30	24	O
				STOCKHOLM	3	-8	S
				SYDNEY	20	19	O
				TOKYO	16	7	S
				TUNIS	21	10	N
				VARSOVIE	-7	-6	P
				VERONE	13	6	C
				VIENNE	5	-7	A

France

Le débat sur le retour au scrutin majoritaire

L'Assemblée nationale sera saisie, le 29 avril, du projet de loi habilitant le gouvernement à revenir par ordonnance au scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Le gouvernement justifie le recours aux ordonnances par la volonté d'agir « rapidement ». Il explique l'abrogation de la loi de 1986, instaurant la proportionnelle départementale à un tour par le fait que celle-ci empêche « la formation d'un gouvernement stable ». En outre, ce retour au scrutin majoritaire faisait l'objet d'un engagement signé par les candidats RPR et UDF avant le scrutin du 16 mars.

Les négociations sur les conditions de ce rétablissement d'un système pratiqué de 1958 à 1981 placent le RPR en position de

force par rapport à ses alliés de l'UDF. Ces derniers souhaitent que, d'ores et déjà, les sortants bénéficient d'une garantie: l'UDF demande que ceux-ci soient les candidats tirés de la majorité. Comme cela était le cas lors des discussions sur les investitures, le RPR pourra, dans cette négociation, tirer parti de la diversité des composantes de l'UDF, lesquelles n'ont pas fondamentalement intérêt à un retour au scrutin majoritaire, bien au contraire. C'est pourquoi M. Chirac s'est donné les moyens de faire face à d'éventuelles défections: il pourra user de la procédure expéditive de l'article 48, alinéa 3, de la Constitution, qui permet l'adoption d'un texte sans vote.

Du côté socialiste, M. Pierre Joxe, président du groupe à l'Assemblée nationale, avait récemment indiqué que tous les députés du PS s'opposeraient au projet gouvernemental. L'inconnue majeure reste l'attitude de M. Michel Rocard, qui avait quitté le gouvernement en avril 1986 pour protester contre l'instauration de la proportionnelle.

Le débat sur ce point est de nouveau engagé au PS. A preuve, les deux points de vue que nous publions ci-dessous. L'un, émane de M. Yves Mény, proche de M. Rocard; l'autre est de M. Georges Sarre, l'un des animateurs du CERES, et membre du secrétariat national du PS.

POINTS DE VUE

Qui veut noyer son chien...

par Yves MÉNY (*)

LIBRE à chacun d'accorder sa préférence au mode de scrutin majoritaire ou proportionnel. L'un comme l'autre a ses défauts, ses qualités, et toutes les appréciations sont possibles. Mais au moins faut-il ne pas encombrer le débat avec des idées fausses ou confondre analyses rigoureuses et préférences partiales.

1) Pour ses adversaires (1), le retour au scrutin majoritaire « privèrait à nouveau le sol au détriment de la population ». Cela revient à dire que le découpage est par définition malhonnête; or c'est faux. Non seulement les circonscriptions peuvent être découpées proportionnellement à leur population, mais encore le gouvernement entend maintenir le même nombre de députés par département que la loi actuelle, auquel cas le « sol » bénéficie très exactement des mêmes privilèges qu'avec la proportionnelle, ni moins ni plus.

2) Le scrutin majoritaire, s'il avait été appliqué le 16 mars, eût ramené le nombre d'élus socialistes autour de cent. Il faut beaucoup d'audace pour l'affirmer aussi péremptoirement. D'une part, il est scientifiquement et rationnellement impossible d'avoir une certitude à ce sujet: le fait que l'élection ait eu lieu à un seul tour modifie les comportements, et pas seulement l'attribution des sièges, et toute simulation a un caractère largement arbitraire. D'autre part, les tentatives prudentes faites par des spécialistes ont donné des résultats allant, pour les députés socialistes, de 150 sur 491 à 203

sur 577. Le chiffre 100 n'est donc au mieux que le fruit d'une imagination catastrophique. A trop vouloir prouver...

3) Le scrutin majoritaire eût privé non seulement le Front national mais aussi le Parti communiste d'un groupe parlementaire. Certes. Mais c'est oublier qu'un mode de scrutin doit concilier l'exigence de représentativité avec celle de « gouvernabilité ». Bien que la proportionnelle en 1986 ne soit pas totalement proportionnelle (si cela avait été le cas, le PS aurait eu moins de deux cents députés), il s'en est fallu de peu que le PS ait eu moins de deux cents députés. Le scrutin majoritaire, entre autres défauts, présente le risque de la paralysie gouvernementale sans même donner les avantages d'une rigoureuse représentation. Nul mode de scrutin n'est parfait, et il faut, par conséquent, le concevoir comme une « règle du jeu » politique. Le moins qu'on puisse dire, c'est que, si les modalités du scrutin majoritaire antérieur étaient critiquables et critiquées, la proportionnelle n'a suscité un enthousiasme débordant ni au sein de l'opposition ni même au sein de la classe politique.

Le scrutin majoritaire présente, comme tout mode de scrutin, suffisamment d'inconvénients réels pour nourrir le débat. Il n'est pas besoin de l'attribuer de vices imaginaires pour mieux le vilipender ensuite.

(*) Professeur de science politique à l'université Paris-II.

(1) Thierry Pfister, dans le Monde du 3 avril.

Un coup de force

par Georges SARRE (*)

DESSAISIR l'Assemblée de ses droits pour fixer son mode d'élection est une provocation majeure d'ouvrir la législation. Le recours à la procédure des ordonnances pour la détermination du mode de scrutin est sans doute permis par la Constitution. Mais n'est-il pas choquant de voir l'exécutif chargé d'arrêter les conditions d'élection de l'Assemblée législative? Voilà l'extrême contorsion du principe de séparation des pouvoirs à laquelle s'est résolu le gouvernement Chirac pour imposer ses choix à une Chambre rétive.

Le sens de cette opération n'échappe à aucun observateur: il s'agit de retirer à la menace de dissolution une partie de sa force. L'épée de Damoclès n'est plus renversée par un fil, mais par un filin. C'est là tout le sens d'une opération politique qui cherche à se draper dans le pli des principes de la V^e République mais vise d'abord à en affaiblir l'un des ressorts.

La proche instruction du scrutin à la proportionnelle à cette occasion n'a d'ailleurs pas grande consistance. Serait-il vraiment capable de dessiner une majorité? Les élections du 16 mars en admettent la preuve inverse, puisque 42 % des suffrages permettent d'obtenir 50 % des sièges. Serait-il réellement facteur de désintégration politique? L'extrême polarisation autour des grands partis politiques s'est accrue. Le mode de scrutin n'a pas influé sur cette tendance lourde de la vie politique, que tout, à l'avenir, va encourager.

On reproche encore à la proportionnelle d'avoir fait entrer au Parlement les hommes du Front national. Mais n'y étaient-ils pas déjà d'une certaine façon? Certains élus RPR-UDF issus du GRECE ou du Club de l'Horloge ne professent-ils pas les mêmes idées d'exclusion, de ségrégation, d'inégalité, de répression érigée en système? Si demain, la barre des 12,5 % rejette le Front national, pourra-t-on croire que la France aura réglé son problème avec l'extrême droite?

Enfin, la proportionnelle causerait-elle un fossé entre les électeurs et les élus? Qui peut penser de bonne foi que par le scrutin de circonscription les candidats sont choisis par le corps électoral? Ils sont choisis par des partis politiques selon leur mode de fonctionnement: on nomme au RPR, on vote au sein du PS; et les électeurs se prononcent sur les candidatures retenues. Le type de scrutin n'y change rien. Quant aux liens ultérieurs des députés avec leurs électeurs, ils sont d'abord fonction de la capacité de travail et de la volonté des élus.

Ce qui est en cause, principalement, c'est un meilleur équilibre institutionnel, conforté au Parlement un rôle plus éminent. De ce point de vue, la proportionnelle agit de manière positive, sans pour autant affaiblir l'exécutif, qui dispose de

moyens tout à fait exceptionnels supérieurs à ceux des régimes présidentiels. La priorité n'est donc pas de renouer avec l'affaiblissement du Parlement, à quel vice pourtant le retour du scrutin majoritaire.

L'évolution de nos institutions appelle au contraire un nouveau dépassement. Le recours à la procédure des ordonnances pour la détermination du mode de scrutin est sans doute permis par la Constitution. Mais n'est-il pas choquant de voir l'exécutif chargé d'arrêter les conditions d'élection de l'Assemblée législative? Voilà l'extrême contorsion du principe de séparation des pouvoirs à laquelle s'est résolu le gouvernement Chirac pour imposer ses choix à une Chambre rétive.

Non pas pour mener une querelle théologique et abstraite sur les modes de scrutin. Chacun ressent la part des circonstances, le poids du pragmatisme. Mais parce que aucune garantie sérieuse de justice n'est possible, du fait du redécoupage. Dans le scrutin majoritaire, l'essentiel tient au tracé des circonscriptions.

Un autre motif d'opposition française réside dans l'affrontement politique que, avec ce projet, le gouvernement Chirac engagera ostensiblement. C'est le signal de départ des hostilités, destiné à limiter l'exercice du droit de dissolution. Il y aurait, même en se plaçant dans l'optique de la nouvelle majorité, mille autres affaires plus urgentes que celle-ci. Si M. Chirac tente de mener l'opération à la hussarde, c'est qu'il veut très vite s'assurer un avantage politique que ses partisans de l'UDF seraient prêts à lui offrir. Les dirigeants de l'UDF qui acquiescent à un tel projet sont bien aveugles; ce sont de mauvais généraux qui conduisent leurs troupes à s'effacer devant celles du RPR. Il n'y aura de majorité que contrainte, imposée par une discipline de fer. Car, objectivement et en conscience, ceux qui souhaitent le retour au scrutin ancien sont minoritaires dans l'actuelle Assemblée. C'est bien à un coup de force légal que se prépare le gouvernement. Cela augure mal de la suite, mais surtout cela appelle le refus de toute complaisance. Il s'agit bien d'une mesure de revanche, et les socialistes la combattront comme telle.

(*) Député de Paris, secrétaire national du PS.

L'AVENIR DE LA CINQUIÈME CHAÎNE

Les conclusions du rapporteur devant le Conseil d'Etat

L'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat a examiné, vendredi 11 avril 1986, un ensemble de requêtes (dix-sept) dirigées contre les différents actes juridiques servant de support à l'ouverture de la cinquième chaîne de télévision, et déposées notamment par la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion et le Bureau de liaison des industries cinématographiques.

Par décision du 19 novembre 1985, le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication avait décidé de concéder à MM. Jérôme Seydoux, Silvio Berlusconi et Christophe Riboud une cinquième chaîne de télévision. Puis, le 7 janvier 1986, le gouvernement avait pris un décret précisant les modalités de la concession des services de télévision par voie hertzienne, destinés au public en général, en application de l'article 79 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

Le Conseil d'Etat n'est évidemment pas tenu par les conclusions de son commissaire, qui peuvent ne pas être suivies. La décision devrait être connue la semaine prochaine.

(1) En se fondant sur la semaine du 12 au 18 avril, la « 5 » diffuserait plus de trois cents titres différents en rythme annuel, mais environ sept cent quarante films, en comptant les rediffusions.

tels du 19 novembre 1985, les parties les ayant déclarés nuls et non avenue. Il a également estimé légal le décret du 7 janvier 1986, qui fixe les conditions dans lesquelles peuvent être concédés les services de télévision par voie hertzienne, avant d'écarter un certain nombre des arguments des requérants sur l'illégalité du nouveau contrat et du nouveau cahier des charges. Contrat et cahier des charges sont globalement, aux yeux de M. Duthéillet de Lamoignon, parfaitement réguliers.

Toutefois, le commissaire du gouvernement a estimé l'article 4 de ce cahier des charges, qui dispose que le nombre de films diffusés n'excède pas deux cent cinquante titres par an. Alors que l'article 88-1 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle exige que le cahier des charges définisse le « volume des œuvres diffusées ». En raison de la totale liberté de rediffusion que le cahier des charges laisse à la société France Ciné, les conditions de diffusion des films faites aux concessionnaires ne sont pas conformes aux exigences de la loi (1).

Le commissaire du gouvernement a, par la suite, conclu à l'annulation du décret du 18 janvier 1986, en tant qu'il approuve l'article 4 du cahier des charges. Solution qui aurait pour effet d'interdire immédiatement à la chaîne la diffusion de films jusqu'à un nouveau règlement contractuel des conditions de diffusion de films.

Le Conseil d'Etat n'est évidemment pas tenu par les conclusions de son commissaire, qui peuvent ne pas être suivies. La décision devrait être connue la semaine prochaine.

(1) En se fondant sur la semaine du 12 au 18 avril, la « 5 » diffuserait plus de trois cents titres différents en rythme annuel, mais environ sept cent quarante films, en comptant les rediffusions.

Au bon vouloir du gouvernement

(Suite de la première page.)

En seconde lecture, les propositions du commissaire du gouvernement peuvent apparaître plutôt comme une demi-défaite pour la « 5 ». Si l'Assemblée du Conseil suit M. Olivier Duthéillet de Lamoignon, elle renvoie en fait la décision finale sur le gouvernement. Et le commissaire explique — c'est une partie importante de son argumentation — que celui-ci a un pouvoir discrétionnaire, voulu par le législateur, sur les concessions de service public.

Le gouvernement est alors maître du jeu. Maître de proposer à MM. Seydoux et Berlusconi de diffuser dix ou vingt films par an; Maître de proposer une négociation globale qui peut traîner en longueur. Placer la « 5 » face au pouvoir, c'est déjà la déstabiliser.

Au ministère de la culture et de la communication, aucune position n'a été arrêtée après l'audience de vendredi. En cas d'annulation d'une partie seulement du cahier des charges, l'article 4, l'écran de la « 5 » restant occupé par celle-ci, le ministère, indigène, serait prêt à recevoir les dirigeants de la cinquième chaîne, pour des discussions.

Mais, en tout état de cause, il n'est un mystère pour personne que la volonté politique du nouveau gouvernement est d'aboutir à une redistribution des chaînes privées et publiques, qu'organiser la nouvelle loi sur l'audiovisuel. Et de mettre fin, d'une manière ou d'une autre, au contrat passé entre les socialistes et MM. Seydoux et Berlusconi qu'il juge « exorbitant pour le reste du paysage audiovisuel. Le vote de cette nouvelle loi, prévu d'ici l'été,

remettrait à plat les contrats de concession de la « 5 », comme de Canal Plus ou de TV 6. Ce n'est que dans le cas où le Conseil d'Etat annulerait totalement le contrat de concession de la « 5 » que le gouvernement remettrait provisoirement en adjudication la concession, dans les conditions de concurrence et de transparence annoncées.

Vu du Conseil d'Etat, le cas de figure proposé à sa délibération — solution politique avant d'être juridique — peut être interprété comme un jugement de Salomon ou une gigantesque dérobade. L'Élysée saute la face: la concession n'est pas annulée, mais le Conseil d'Etat fait un pas vers le nouveau gouvernement et laisserait le champ libre. Si l'Assemblée du Palais Royal suit le commissaire du gouvernement, il laisserait finalement les deux camps face à face. Personne n'est dupé: la décision politique a changé depuis le 16 mars.

Il n'en reste pas moins que cette solution aggraverait les difficultés de démarrage de la chaîne francophone, qui apparaît toujours en surcoût.

YVES AGNÈS.

M. CHIRAC ET LES RAPATRIÉS

Une erreur de composition nous a fait omettre une page du discours prononcé par M. Chirac à l'Assemblée nationale (le Monde du 11 avril). Voici le passage manquant:

« Ma cinquième directive concerne les problèmes de nos compatriotes rapatriés d'Outre-mer, et notamment ceux d'Algérie, du Maroc et de Tunisie.

« Plus que d'autres, ils ont eu à souffrir des vicissitudes de l'histoire. Chrétiens, juifs, musulmans, ils ont été atteints dans leur corps, ils ont perdu tout ou partie de leurs biens, ils ont quitté des terres qu'ils aimaient et qu'ils avaient fécondées. Justice doit leur être rendue. C'est le devoir d'un grand pays comme la France.

« C'est pourquoi j'ai donné des instructions pour qu'en étroite concertation avec leurs différentes associations soient améliorés ou complétés les textes ou procédures concernant l'immigration, l'aménagement des dettes, les retraites et l'indemnisation.

« Nous devons également penser à tous ces Français d'Afrique du Nord tombés en champ d'honneur. Leur souvenir ne doit pas s'effacer, leurs noms ne doivent pas disparaître. Un mémorial exceptionnel leur sera consacré. Il symbolisera le fervent hommage de la nation. »

Le déclin du président

(Suite de la première page.)

Le discours de Jacques Chirac définit des orientations sans jamais se référer au président. Tantôt elles coïncident avec les options antérieures, tantôt elles s'en écartent. En défense, la convergence ne représente pas une concession. C'est avant les élections que le RPR avait changé. La formule « il n'y a pas de sécurité pour nos pays sans sécurité pour ses voisins » est une variation de celle de la plateforme commune UDF-RPR.

La politique africaine que Jacques Chirac va aller présenter à Félix Houphouët-Boigny est plus exclusivement fondée sur la francophonie que celle que François Mitterrand faisait animer par Guy Penne, maintenant en rivalité avec Jacques Foccart. C'est en matière européenne que le changement de ton est le plus net. Cette Europe dont, selon Jacques Chirac, « nous faisons partie géographiquement, culturellement, économiquement et, dans la limite des traités que nous avons conclus, politiquement ». Parmi ces traités, y a-t-il celui qui a été signé à Luxembourg le 17 février dernier, qui modifie le traité de Rome et attend sa ratification? Jacques Chirac ne l'évoque pas. Or c'est clairement de lui que dépend la soumission du texte au président pour signature ratificative ultime. En attendant, c'est bien Edouard Balladur qui a conduit la négociation européenne monétaire.

On n'en est certes pas à la situation que Maurice Duverger voyait en 1978 en cas de victoire de la gauche: « Dans cette guerre froide, le premier ministre l'emporterait sur le président (...) même dans les relations internationales et la défense (...). [le président passant] d'un statut de monarque

absolu à celui d'un roi fainéant. » Mais on peut se demander jusqu'où François Mitterrand peut aller dans le renoncement pour que la cohabitation soit encore profitable en quelque manière à lui-même et à son parti. Et si jamais le mouvement continuait dans la même direction, le moment arriverait où le président se trouverait accusé à la démission. Jacques Chirac aurait alors réussi à obtenir en douceur ce que Raymond Barre proposait d'arracher par la contrainte. Maître du pouvoir à Matignon, il pourrait dissoudre l'Assemblée, donner un cachet présidentiel aux législatives, nommer un premier ministre de son choix. Il n'y aurait plus alors qu'à revenir à une lecture présidentielle de la Constitution!

Il reste une chance au président actuel: que le gouvernement se montre rapidement impuissant parce que écarté entre sa tendance raisonnable et centriste, nécessaire à la constitution de la future majorité présidentielle, et la tendance proprement réactionnaire, impossible à réduire au silence et à l'inaction à cause de la pression de l'extrême droite.

ALFRED GROSSER.

● RECTIFICATIF. — Une coquille s'est glissée dans le point de vue d'Olivier Duhamel consacré aux ordonnances, (dans nos premières éditions du 12 avril). Il fallait ainsi lire les titres des trois hypothèses que l'auteur évoquait:

- 1) Les cas où le président doit refuser de signer les ordonnances.
- 2) Les cas où le président doit signer les ordonnances.
- 3) Les cas intermédiaires.

● Clichy: dissidence au PS. — Quatre conseillers municipaux socialistes de Clichy (Hauts-de-Seine), dont un adjoint, sont entrés en dissidence pour protester contre l'« autoritarisme et la gestion » du maire, M. Gilles Cariole (PS), élu en janvier 1985 en remplacement de M. Jacques Delors. Ils assurent que « la situation se dégrade depuis le départ de M. Delors ». Le maire a, quant à lui, retiré la délégation à un adjoint dissident, M. Henri Le Gall.

Dans les cabinets ministériels

TRANSPORTS

— Directeur de cabinet: M. Emmanuel EDOU. M. Emmanuel Edou est nommé directeur de cabinet de M. Jacques Doufflaques, ministre délégué chargé des transports.

Né le 6 février 1943, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), Edou a, de sa sortie de l'École nationale d'administration, dirigé le cabinet des préfets de la Nièvre (1967-1969) et de la Seine-et-Marne (1969-1971), avant de devenir chef adjoint de la promotion du commissariat général au tourisme (1971-1973). Il a ensuite participé aux cabinets de M. Jean Turgier, garde des Sceaux (1973-1974), et surtout de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, puis de l'Environnement et du cadre de vie (1974-1981). Il était, depuis 1981, directeur général adjoint des services du département de l'Essonne.

Chargé de mission auprès du ministre: M. Claude COLLET. Chef de cabinet: M. Pierre SALLES. Conseillers techniques: MM. Jean-Pierre COPPIN (transports terrestres de voyageurs); Emmanuel DURET (questions sociales, économiques, financières et juridiques); Jacques MEARY (aviation civile et maritime); Jean-Pierre TROIGNON (transports terrestres de marchandises, voies navigables, affaires européennes, liaisons avec les directions des routes et de la sécurité routière); Conseillers: M. Francis CAMBON (recherches); M. Agnès CARIER (presse et communications); M. Joëlle LAFAMBE (sécurité); M. Amad LEROUX (attaché parlementaire); Jean-Claude AMANDIE (affaires régionales et locales); M. Laurence DOUVIN. Chef de secrétariat particulier: M. Joëlle SUIR.

Économie

ENTREPRISES

Michelin: retour aux bénéfices

Après quatre années noires marquées par un déficit cumulé de 8,53 milliards de francs, le groupe Michelin, deuxième fabricant mondial de pneumatiques, est rentré en 1985 dans l'ère des profits. Son bénéfice consolidé est même supérieur aux prévisions et atteint 1 milliard de francs environ (contre une perte de 2,24 milliards en 1984). La capacité d'autofinancement a doublé d'un exercice à l'autre. Elle est de l'ordre de 3,8 milliards (contre 1,72 milliard). Ces données n'incluent pas encore les résultats de la filiale Kléber, mais, d'après la direction, leur incorporation ultérieure n'aura pas d'incidence significative.

Le chiffre d'affaires consolidé est toutefois en légère diminution de 2,2 % (43,4 milliards de francs contre 44,4 milliards). Ce recul est essentiellement imputable à la baisse du dollar (9,59 F fin 1984, 7,56 F fin 1985), comme en témoigne l'augmentation des ventes en volume (+2,47 %).

Si le groupe a restauré sa situation financière, la Manufacture française des pneumatiques Michelin reste déficitaire de 400 millions de francs (contre 1 529 millions), en raison principalement des charges exceptionnelles correspondant au plan social mis en œuvre au cours de l'année écoulée.

Supprimé depuis quatre ans, la distribution du dividende est rétablie: 18 F par action «A» partiellement amortie et par action «B» (contre 8,88 F pour 1981) et 19 F par action «A» de capital (contre 8,38 F). Michelin se propose d'augmenter son capital par émission à 2 000 F d'une action nouvelle pour dix et par attribution d'une action gratuite pour huit.

Moniteurs:
accord à trois
pour les chaînes enregistrées

Trois sociétés sont parvenues à un accord sur les chaînes enregistrées capables de lire à la fois les cartes bancaires à puce et à puce. Des machines, livrées par la japonaise Omron, recevront l'électronique nécessaire dans l'usine de Périgueux de la Compagnie des signaux (CSE), et seront commercialisées en France par Olympia, filiale du groupe allemand AEG.

Le japonais TDK
s'implante en RFA

La firme japonaise TDK, un des grands fabricants mondiaux de supports magnétiques (audio et vidéo), s'implante en Allemagne de l'Ouest et, pour ce faire, rachète une usine à Grundig dans le Land de Rhénanie-Palatinat. Elle y installera une unité de production de cassettes audio. L'investissement est de 25 millions de deutschemarks (85 millions de francs).

Cette unité sera opérationnelle début 1987 et produira ultérieurement des cassettes vidéo.

L'armateur Townsend Thoresen
vend le Lépard

L'armateur britannique Townsend Thoresen devrait annoncer, le 14 avril, à l'occasion d'un comité d'entreprise extraordinaire, qu'il demandera le licenciement, pour cause économique, des cent dix-neuf membres de l'équipage du casier Lépard. Cette information confirme que la compagnie souhaite vendre le navire à la fin du mois d'avril. Depuis le 5 avril, l'équipage occupe, au Havre, le Lépard et bloque le trafic de Townsend Thoresen entre ce port et la Grande-Bretagne. Les grévistes protestent par ce moyen contre l'abandon par l'armateur de ses promesses écrites de maintenir un navire sous pavillon français et de garantir l'emploi jusqu'à la fin de l'année 1986.

M. Balladur annonce

une prochaine baisse des taux d'intérêt

De notre envoyé spécial

Washington. — A l'occasion d'une conférence de presse donnée à Washington, à la suite des conférences monétaires qui se sont tenues dans cette ville cette semaine, M. Edouard Balladur a déclaré que les centres de devises en France, depuis la dévaluation de dimanche dernier, avaient atteint un montant sans précédent (lire page 15).

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a confirmé son intention d'abaisser avec prudence les taux d'intérêt. Le contrôle des changes sera pratiquement supprimé d'ici à la fin de l'année. En ce qui concerne les courbes de prix, il a confirmé qu'elles seraient entièrement abolies d'ici trois mois, quand une nouvelle législation sur la concurrence sera prise.

Le ministre a encore déclaré que, l'année prochaine, le Trésor financera la totalité du déficit budgétaire par des levées de fonds sur le marché. Le collectif budgétaire en préparation devrait ramener le déficit attendu pour cette année à 140 mil-

liards de francs, dont 120 milliards seront financés sur le marché.

M. Balladur a confirmé qu'il était totalement opposé à une nouvelle augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. La baisse du pétrole devra donc se répercuter sur les prix de l'essence et des produits pétroliers vendus dans le pays.

Le ministre a encore précisé que l'intention du gouvernement était, dans un délai de trois ans environ, de réduire le déficit de quelque 60 milliards de francs et de faire en sorte que celui-ci soit limité au montant de la charge de la dette (environ 100 milliards de francs actuellement).

PAUL FABRA.

● **PRÉCISION.** — A la suite de notre article paru dans le Monde du 10 avril, « Cardin met sa griffe sur l'URSS », la maison Cardin nous prie de préciser que M. Pierre Cardin n'a pas signé un protocole d'accord, mais un contrat de licence définitif pour la fabrication de produits vestimentaires en URSS avec la Licensimorg.

REPÈRES

Prix: + 0,3 % en mars

Les prix ont augmenté en France de 0,3 % au cours du mois de mars, selon les premières estimations de l'INSEE. Ils avaient augmenté de 0,1 % en janvier, mais baissé de 0,2 % à la fin mars 1985. Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE a prévu une augmentation de 0,9 % au cours du premier semestre 1986. Celle-ci ayant été de 0,2 % sur les trois premiers mois, il reste une marge de 0,7 % à répartir entre avril, mai et juin. Les hausses de tarifs publics, qui sont annoncées, la relèveront, au 15 avril, de la taxe intérieure sur des produits pétroliers, le fait que les compagnies pétrolières ne répercutent plus les baisses des prix du pétrole et les effets méconnus de la libération des prix, font craindre que ce rythme de hausse ne soit vite dépassé.

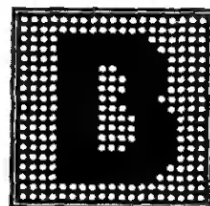
Tarifs SNCF: + 3,1 % en moyenne

La SNCF augmentera, le 18 avril, de 3,1 % en moyenne ses tarifs voyageurs du réseau principal. La dernière augmentation remonte au 15 avril 1985 où elle avait été de 4,5 %. Les tarifs « banlieus » devraient être réajustés au même temps que ceux de la RATP, le 1^{er} mai ou le 1^{er} juin. La SNCF innove: pour la première fois, elle introduit des tarifs dégressifs en fonction de la distance parcourue. Le barème kilométrique unique qui était de 0,402 F en deuxième classe, va céder la place à plusieurs niveaux de prix: 0,42 F jusqu'à 400 kilomètres, 0,40 F entre 400 et 449 kilomètres, 0,38 F au-delà de 450 kilomètres. Ainsi Paris-Rouen (140 km) coûtera 59 F au lieu de 66 F (+ 4,55 %); Paris-Lyon (512 km), 222 F au lieu de 215 F (3,26 %), tandis que Paris-Marseille (863 km) baissera de 356 F à 355 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette emprunt ayant été entièrement souscrit, le présent avis est publié à titre d'information seulement

MARS 1986



Banque Nationale de Paris

Emprunt Obligataire de U.S. \$ 125.000.000
8 3/4% 1986-1993

BANQUE NATIONALE DE PARIS

GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL CORP.

CREDIT SUISSE FIRST BOSTON LIMITED

DEUTSCHE BANK CAPITAL MARKETS
LIMITED

KLEINWORT, BENSON LIMITED

MORGAN STANLEY INTERNATIONAL

ALGEMENE BANK NEDERLAND N.V.

BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

CITICORP INVESTMENT BANK LIMITED

CREDIT AGRICOLE

DAIWA EUROPE LIMITED

DRESDNER BANK
AKTIENGESELLSCHAFT

ENSKILDA SECURITIES
SKANDINAVISKA ENSKILDA LIMITED

IBJ INTERNATIONAL LIMITED

MITSUBISHI FINANCE INTERNATIONAL LIMITED

MORGAN GUARANTY LTD

NOMURA INTERNATIONAL LIMITED

PRUDENTIAL-BACHE SECURITIES INTERNATIONAL

SALOMON BROTHERS INTERNATIONAL LIMITED

SHEARSON LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL

SVENSKA HANDELSBANKEN GROUP

SWISS BANK CORPORATION INTERNATIONAL LIMITED

UNION BANK OF SWITZERLAND (SECURITIES) LIMITED

S.G. WARBURG & CO. LTD

Société

LA PRÉSENCE ENCOMBRANTE DU CHEF DES MOUDJAHIDINS DU PEUPLE

Auvers-sur-Oise en guerre contre M. Massoud Radjavi

Deux personnes, de nationalité française, ont été incriminées, le 10 avril, de « destruction de biens immobiliers par explosifs » et une troisième, également française, complicité, après l'explosion du 7 avril à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise). La charge, de 300 grammes de plastique, placée sur le pont qui

surplombe la voie ferrée, n'avait fait que des dégâts minimes.

Le maire de la commune qui abrite le quartier général des Moudjahidins du peuple a rapproché cette explosion d'incidents entre groupes rivaux.

Bien que les mobiles de l'attentat restent obscurs, le parquet de Pontoise exclut dredi toute relation entre cette action et la présence de M. Massoud Radjavi à la commune.

Auvers-sur-Oise. — Trois cents grammes de plastique, et la colère a éclaté. Réminis, dans la soirée du vendredi 11 avril, la salle polyvalente, plus de deux cents habitants d'Auvers-sur-Oise ont lancé la fronde contre M. Massoud Radjavi. Comme si l'explosion, somme toute dérisoire, du 7 avril avait brusquement révélé leur crainte latente d'un attentat.

Chacun a bien été obligé d'admettre, avec plus ou moins de conviction, que les Iraniens n'étaient pour rien dans l'action, mais, après tout, comme l'a dit le maire, M. Serge Caffin, « on peut toujours craindre le pire ». Pour l'événement, la solution : le départ de la commune des fauteurs de troubles. Devant ses administrés, M. Caffin (non-inscrit) a retracé la déjà longue chronique iranienne d'Auvers (cinq mille habitants), qui n'avait jusqu'à d'autre légende que celle de Van Gogh.

L'arrivée de MM. Radjavi, chef des Moudjahidins du peuple, et Bani Sadr, ancien président de la République islamique, le 31 juillet 1981, dans la commune, a été d'un escalon de gendarmes mobiles. M. le maire a omis de rappeler qu'il avait lui-même marié M. Radjavi et M^{me} Firoozeh Bani Sadr, la fille du chef d'Etat destitué, en octobre 1982 : à l'époque la commune était encore sans histoire.

Les relations « franco-iraniennes » ont commencé à se dégrader à la suite du retrait, sans préavis, des soixante-dix gendarmes, le

1^{er} février 1985. Les Auvernois ont alors découvert un « bunker » en lieu et place du pavillon de M. Radjavi : barbelés, barrières de protection contre les commandos-suicides qui pourraient être envoyés par Khomeiny. Finalement, en mars dernier, des incidents ont opposé devant la mairie des Moudjahidins à des partisans d'une organisation rivale, également opposée au régime de Téhéran, les Guehrilleros fedayins du peuple d'Iran (le Monde du 27 mars). De quoi provoquer l'exacerbation des habitants, qui refusent, contre d'éventuels terroristes, de servir de « bouclier » au mouvement de M. Radjavi.

« Une bombe à retardement »

A dire vrai, rares sont ceux qui ont déjà aperçu le chef des Moudjahidins. « D'ailleurs, relève un jeune voisin du camp retranché, nous ne savons même pas s'il est véritablement là. » Peu importe. Les rumeurs circulent. Quand « ils » patrouillent en voiture, « ils ont des pistolets dans la boîte à gants », assure un participant.

« La mairie n'a pas pu établir la preuve qu'ils étaient armés », rappelle M. Caffin. « Nous avons une bombe à retardement autour de nous », s'alarme en tout cas le responsable d'une « Khomeiny » de défense des habitants. « Khomeiny n'a qu'un mot à dire. Il y a des mil-

liers d'Iraniens en sommeil en France prêts à provoquer des attentats », renchérit une conseillère municipale. En clair : la sécurité ne sera pas rétablie tant que M. Radjavi n'aura pas quitté Auvers avec l'armée et militants.

« Courageusement », au dire du maire lui-même, M. Saleh Radjavi, cardiologue et propriétaire du pavillon-bunker, en veut défendre son frère. Précisant, il explique : les Moudjahidins sont « isolés » des « sources » causées à la communauté française. Mais que ses membres se rassurent, les Iraniens ne sont « pas armés », le maire et tous les Auvernois sont « invités » à venir vérifier. Les « patrouilles », dit-il, alors que son épouse acquiesce, « rendent des services » et signalent les suspects à la police.

Mais il place son auditoire, lorsque, tentant de le rassurer, il vante l'ingéniosité du dispositif de sécurité : quartier général, six bâtiments formant un rectangle fermé. « La seule possibilité pour un commando-suicide serait de venir par l'axe. Mais de ce côté les bâtiments sont inhabités. » Un Auvernois l'interrompt : « Il y a quinze jours, un ULM a survolé vos propriétés ; il aurait pu lâcher une bombe. » « Pas la peine de broder, lance un autre, c'est net, nous voulons que vous partiez. » Les commentaires fusent : « Nous sommes ici chez nous. » « Ils n'ont qu'à aller à Latché. »

M. Saleh Radjavi, lui-même citoyen français, lui-même de la classe du Rubis. En France, deux SNA sont déjà en service opérationnel, le Rubis et le Saphir. Un troisième, le Casablanca, a été lancé à Cherbourg en 1984 et doit entrer en service opérationnel dans un an environ.

Une information pour banqueroute ouverte contre M. Thierry Roussel

Une information judiciaire pour « banqueroute par détournement d'actif avec abus de biens sociaux et fautes de gestion de commerce » a été ouverte, jeudi 10 avril, à l'encontre de M. Thierry Roussel, trentenaire, mari de Christine Onassis, et son cousin, M. François Béran, par le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Cette information fait suite à la liquidation judiciaire d'une de leurs sociétés, où a été découvert un transfert de fonds d'environ 7 millions de francs vers la Suisse. M. Thierry Roussel dirige la société Gardien-groupe dont le siège social est situé dans le 8^e arrondissement de Paris. L'une des filiales de cette société, CEAL-Bâtichub (bâtiments et travaux publics), qui a des marchés importants avec l'Algérie et dont le siège social est à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), est dirigée par M. François Béran, pharmacien, un cousin de M. Roussel. Elle a été mise en liquidation le 29 mai 1984, puis en liquidation le 17 décembre 1985, avec un passif dépassant les 100 millions de francs.

FOOTBALL

Paris-SG virtuel champion

Pour l'entraîneur, pour les joueurs, les dirigeants et le public parisien le doute n'est plus permis. Grâce à sa victoire sur Monaco (1 à 0), le vendredi 11 avril, Paris-Saint-Germain est devenu champion de France. Un premier titre pour la capitale depuis un demi-siècle. Depuis le succès, en 1936, du Racing Club de Paris.

Mathématiquement (voir ci-dessous) Parisiens ne sont donc pas hors de portée. Mais un échec si près du but est d'autant plus improbable que le PSG doit recevoir, lors de la dernière journée, la malheureuse équipe de Bastia.

LES RÉSULTATS DU CHAMPIONNAT DE FRANCE (Trente-troisième journée)

*Paris-SG b. Monaco	1-0
*Nantes b. Nantes	0-0
*Marseille b. Bordeaux	0-0
*Nice b. Toulouse	3-1
*Lens et Strasbourg	0-0
*Metz b. Nancy	2-0
*Auxerre b. Lille	2-0
*Le Havre et Laval	1-1
*Brest b. Bastia	7-0

(Ce soir à 20 h 30 : *Sochaux-Toulon.)

Classement. — 1. Paris-SG, 54 pts ; 2. Nantes, 50 ; 3. Bordeaux, 46 ; 4. Lens, 40 ; 5. Metz, 38 ; 6. Auxerre, 35 ; 7. Nice, 35 ; 8. Monaco, 36 ; 9. Marseille, Laval, Brest et Lille, 33 ; 10. Havre, Nancy, et Reims, 32 ; 11. Toulon et Sochaux, 31 ; 12. Strasbourg, 28 ; 13. Bastia, 19.

Carnet

Naissances

— Sylvie ROUZET-SCHRAMM, Guy ROUZET, Cécile, Camille et Julie, ont la joie de faire part de la naissance de

Décès

— M^{me} Jean BUFFET et ses enfants ont le profond regret de faire part du décès de

M. Jean BUFFET,

survenu une avalanche en Autriche.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Symphorien, le lundi 14 avril 1986, à 14 h 15.

8, boulevard de la République, 75000 Versailles.

— Annie et Norbert Denville, Claude Fangeron-Nahas, Monique Nahas et Hervé Huitrie, Josée et Jean-François Nahas, Pascale, Martine, Sandrine, Vincent Huitrie, Sylvain et Sophie Nahas, ont la douleur de faire part du décès de

M. André DAVIDOVITCH,

directeur de recherches honoraire au CNRS,

croix de guerre 1939-1945, chevalier des Palmes académiques,

leur père, beau-père, grand-père, survenu le 8 avril 1986, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu ce samedi 11 avril à Paris, dans l'intimité familiale.

16, rue Gerbert, 75015 Paris.

53, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Mise à l'eau du quatrième sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire

L'arsenal de Cherbourg a mis à l'eau, ce samedi 12 avril, le quatrième sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de la marine nationale, qui a été baptisé *Emeraude*. Ce bâtiment, dont la construction avait commencé en octobre 1982, devait entrer en service opérationnel en 1986. Ses essais à la mer.

Propulsé par un réacteur nucléaire et déplaçant 2 670 tonnes en plongée, l'*Emeraude* appartient à

la classe du Rubis. En France, deux SNA sont déjà en service opérationnel, le Rubis et le Saphir. Un troisième, le Casablanca, a été lancé à Cherbourg en 1984 et doit entrer en service opérationnel dans un an environ.

Comme ses prédécesseurs, l'*Emeraude* sera armé de torpilles et de missiles à lancement de surface (mer-surface) dérivés de l'*Exocet*, pour la lutte contre les navires.

— Le professeur Philippe Taguet, directeur du Muséum national d'histoire naturelle, L'Assemblée des professeurs du Muséum, Et l'ensemble des personnels, ont le regret de faire part du décès, le 8 avril 1986, du

docteur Robert GESSAIN, professeur honoraire au Muséum national d'histoire naturelle, directeur honoraire de la chaire d'anthropologie du Muséum de l'Homme (MNHN).

— L'Association des Amis du Musée de l'Homme a la douleur d'annoncer le décès, le 8 avril 1986, du

docteur Robert GESSAIN, professeur honoraire au Muséum, ancien président de la société des Amis du Musée de l'Homme.

Son souvenir continuera d'inspirer notre action.

— M^{me} Paul Jacques Lentschener, M. et M^{me} Maurice Lentschener et leurs enfants, M. et M^{me} Fridman, M. et M^{me} Ley Lentschener, M. et M^{me} Simon Lentschener, M. et M^{me} Lucien Gnyard et leur fils, M. et M^{me} Roger Molle, M. et M^{me} Denise Gnyard, M. et M^{me} Francis Lentschener et leurs enfants, Elysebeth Lentschener, M^{me} Tania Berestman, ainsi que toute la famille et affiliés, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Paul Jacques LENTSCHENER,

survenu le 10 avril 1986, à l'âge de soixante-quatre ans.

On se réunira devant la porte principale du cimetière du Père-Lachaise, le lundi 14 avril, à 16 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

32, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

— Sid-el-Abdel, Oran, Paris.

M^{me} Barak Nahon, Ses enfants, petits-enfants, Et familles, ont la douleur de faire part du décès de

M. Barak NAHON,

survenu le 11 avril 1986.

Les obsèques auront lieu le mardi 15 avril, à 14 h 30, au cimetière de Bagneux.

La famille rappelle dans ses prières le souvenir de son fils,

Daniel.

85, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

— M. et M^{me} Louis Lavergne, M. et M^{me} André Lavergne et leurs enfants, M. et M^{me} Alexandre Mouron, M^{me} Patricia Mouron, Le docteur Guy Mouron, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Georges SAINT-GILLES,

survenu le 11 avril 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 14 avril à 16 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillet, 35, avenue Marceau, à Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Pierre de Marolles.

Fleurs blanches uniquement.

Communications diverses

— Le premier bulletin de l'Association des Amis du président Georges Bidault vient de paraître. Il peut être acquis directement pour la somme de 60 F en écrivant à M. Bernard Billand, 77, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.

— Le 17 avril à Cergy-Pontoise, « Osez la Chine » sera le thème d'une journée d'études sur l'exportation en Chine organisée par le Comité d'expansion économique du Val-d'Oise et l'ESSEC.

Renseignements : CEEVO, tél. : 34-43-32-46.

LES VINGT-CINQ ANS DE L'HOMME DANS L'ESPACE

La révolution de Gagarine

Le mercredi 12 avril 1961, le général de Gaulle était président du conseil des ministres où serait débattue la question de la répression des attentats en métropole et en Algérie. Sujet brillant qui passera pourtant au second plan de l'actualité. Car, ce jour-là, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un homme a volé dans l'espace. Pendant une heure et quarante-huit minutes, le Soviétique Youri Gagarine, vingt-cinq ans, a survolé notre planète à une altitude comprise entre 181 et 327 kilomètres à bord de la capsule spatiale Vostok-1 (Orient-1). Juste un vol de reconnaissance au cours duquel il bouclera un tour de la Terre avant de se poser, sain et sauf, dans les steppes de la Volga, près de Saratov.

La gifle fut sévère pour Washington, qui leva en perte d'affront avec le saut de puce de quinze minutes accompli le 5 mai 1961 par Alan Shepard. Mais il fallut attendre le 20 janvier de l'année suivante pour qu'un Américain, John Glenn, accomplisse enfin trois révolutions autour de la Terre, alors que, sept mois plus tôt, Guernsey Ticey, en bouclant dix-sept pour le compte de l'Union soviétique. La cause était entendue, et pas un responsable politique, pas un scientifique n'aurait alors l'hypocrisie de rabaisser l'exploit de Gagarine.

Un exploit technique qui mit en avant la maîtrise acquise par les Soviétiques en matière de vols spatiaux. Un exploit personnel aussi pour Gagarine, assez courageux pour monter dans une cabine étriquée et bien com-

meire, solidement sanglé sur son siège éjectable et géré dans ses mouvements par les différentes épaisseurs d'un scaphandre et d'une combinaison antigraivité. Pas un cosmonaute soviétique, pas un astronaute américain ne voudrait aujourd'hui se mettre aux commandes d'un vaisseau comme celui qui emporta Gagarine.

Exploit diplomatique enfin dans la mesure où cette première spatiale fut aussi, et peut-être avant tout, une opération politique qui servit mieux les intérêts de l'Union soviétique que ne le firent de nombreux discours.

En pleine guerre froide, les Soviétiques ne se privèrent pas de jouer de cette diplomatie du Spoutnik. Et ce jusqu'à ce que les Américains aient remonté la pente. Huit ans seront nécessaires à ces derniers pour reprendre un avantage qu'ils avaient trop hâtivement acquis. Huit ans, le moment où le président Kennedy, piqué au vif par le vol historique de Gagarine, proposa au Congrès, le 25 mai 1961, la conquête d'une nouvelle frontière et celui où Neil Armstrong fera le premier pas sur la Lune. Gagarine n'en eut rien : selon nous plus tôt il s'était tué dans un accident d'avion.

La compétition entre les Deux Grands continua, non plus à coup d'opérations spectaculaires, mais d'une manière feutrée, rythmée par des communiqués protestant contre une possible militarisation de l'espace par l'un ou par l'autre. — si ce n'était déjà en partie le cas.

J.-F. AUGEREAU.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4263 HORIZONTALEMENT

I. Les gens du voyage. Indique l'absence d'un certain partage. — II. Seit à qui adresser ses mots de recommandation. Grande soit. — III. Nous fait passer par des hauts et des bas. Aliments un « briquet ». — IV. Bien partie pour atteindre la « berge ». Ont l'habitude de revenir à leurs montons. Bien incapable de faire des étincelles. — V. Homme d'honneur. Quand on a affaire à des choses, ce sont toujours elles qui finissent par résister. — VI. À l'origine de plus d'une heureuse détermination. — VII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — VIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — IX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — X. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XL. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — XLIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — L. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXX. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXXI. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIII. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXIV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXV. Sauts d'une idée à l'autre. Il faut obligatoirement y pénétrer. — LXXXXXXXVI. Sauts

CFOT ET LA LIBERTÉ DE LICENCIEMENT
M. Maire dénonce

Après un moment
d'attente, M. Dejean,
homme de bien, se
présente, et, pendant
un quart d'heure,
nous expose les
difficultés de la situation.
Il nous dit que le
gouvernement
n'a pas de temps à perdre
pour la mise en œuvre
des entreprises d'urgence.
M. Dejean nous informe
que le ministre de l'Intérieur
a été informé de la situation
et qu'il a demandé au
ministre de la Justice de
prendre les mesures
nécessaires pour la mise
en œuvre de la loi.
M. Dejean nous informe
que le ministre de la Justice
a été informé de la situation
et qu'il a demandé au
ministre de l'Intérieur de
prendre les mesures
nécessaires pour la mise
en œuvre de la loi.

[illegible]

Shel Brian

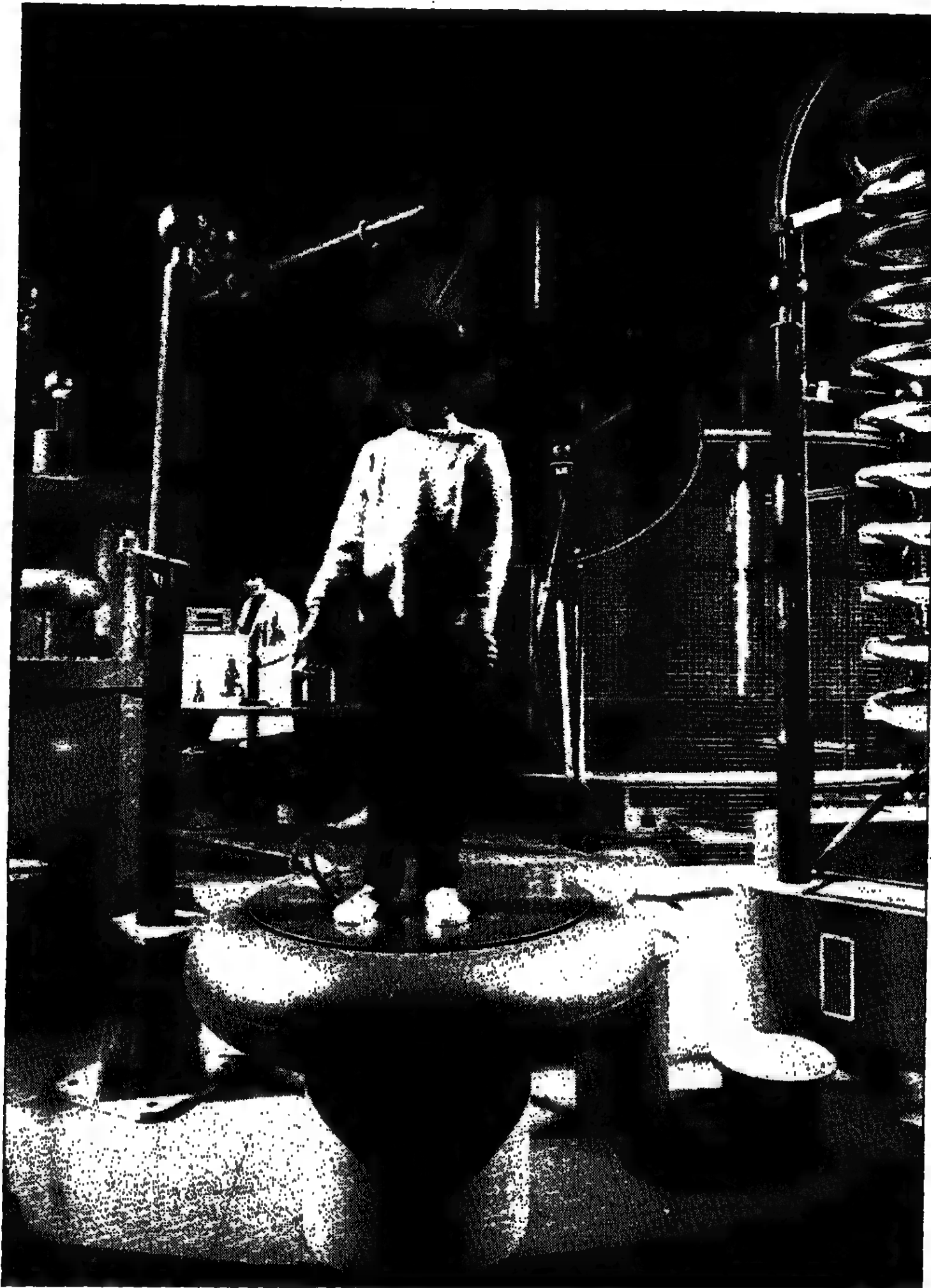
1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

[illegible]

These were during the
the year 1941. The
the year 1941. The
the year 1941. The
the year 1941. The
the year 1941. The

[illegible]

1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030
 2031
 2032
 2033
 2034
 2035
 2036
 2037
 2038
 2039
 2040
 2041
 2042
 2043
 2044
 2045
 2046
 2047
 2048
 2049
 2050
 2051
 2052
 2053
 2054
 2055
 2056
 2057
 2058
 2059
 2060
 2061
 2062
 2063
 2064
 2065
 2066
 2067
 2068
 2069
 2070
 2071
 2072
 2073
 2074
 2075
 2076
 2077
 2078
 2079
 2080
 2081
 2082
 2083
 2084
 2085
 2086
 2087
 2088
 2089
 2090
 2091
 2092
 2093
 2094
 2095
 2096
 2097
 2098
 2099
 2100
 2101
 2102
 2103
 2104
 2105
 2106
 2107
 2108
 2109
 2110
 2111
 2112
 2113
 2114
 2115
 2116
 2117
 2118
 2119
 2120
 2121
 2122
 2123
 2124
 2125
 2126
 2127
 2128
 2129
 2130
 2131
 2132
 2133
 2134
 2135
 2136
 2137
 2138
 2139
 2140
 2141
 2142
 2143
 2144
 2145
 2146
 2147
 2148
 2149
 2150
 2151
 2152
 2153
 2154
 2155
 2156
 2157
 2158
 2159
 2160
 2161
 2162
 2163
 2164
 2165
 2166
 2167
 2168
 2169
 2170
 2171
 2172
 2173
 2174
 2175
 2176
 2177
 2178
 2179
 2180
 2181
 2182
 2183
 2184
 2185
 2186
 2187
 2188
 2189
 2190
 2191
 2192
 2193
 2194
 2195
 2196
 2197
 2198
 2199
 2200
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220
 2221
 2222
 2223
 2224
 2225
 2226
 2227
 2228
 2229
 2230
 2231
 2232
 2233
 2234
 2235
 2236
 2237
 2238
 2239
 2240
 2241
 2242
 2243
 2244
 2245
 2246
 2247
 2248
 2249
 2250
 2251
 2252
 2253
 2254
 2255
 2256
 2257
 2258
 2259
 2260
 2261
 2262
 2263
 2264
 2265
 2266
 2267
 2268
 2269
 2270
 2271
 2272
 2273
 2274
 2275
 2276
 2277
 2278
 2279
 2280
 2281
 2282
 2283
 2284
 2285
 2286
 2287
 2288
 2289
 2290
 2291
 2292
 2293
 2294
 2295
 2296
 2297
 2298
 2299
 2300
 2301
 2302
 2303
 2304
 2305
 2306
 2307
 2308
 2309
 2310
 2311
 2312
 2313
 2314
 2315
 2316
 2317
 2318
 2319
 2320
 2321
 2322
 2323
 2324
 2325
 2326
 2327
 2328
 2329
 2330
 2331
 2332
 2333
 2334
 2335
 2336
 2337
 2338
 2339
 2340
 2341
 2342
 2343
 2344
 2345
 2346
 2347
 2348
 2349
 2350
 2351
 2352
 2353
 2354
 2355
 2356
 2357
 2358
 2359
 2360
 2361
 2362
 2363
 2364
 2365
 2366
 2367
 2368
 2369
 2370
 2371
 2372
 2373
 2374
 2375
 2376
 2377
 2378
 2379
 2380
 2381
 2382
 2383
 2384
 2385
 2386
 2387
 2388
 2389
 2390
 2391
 2392
 2393
 2394
 2395
 2396
 2397
 2398
 2399
 2400
 2401
 2402
 2403
 2404
 2405
 2406
 2407
 2408
 2409
 2410
 2411
 2412
 2413
 2414
 2415
 2416
 2417
 2418
 2419
 2420
 2421
 2422
 2423
 2424
 2425
 2426
 2427
 2428
 2429
 2430
 2431
 2432
 2433
 2434



EXPÉRIENCE AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE (PHOTO DE PHIL LIEAULT)

PARIS

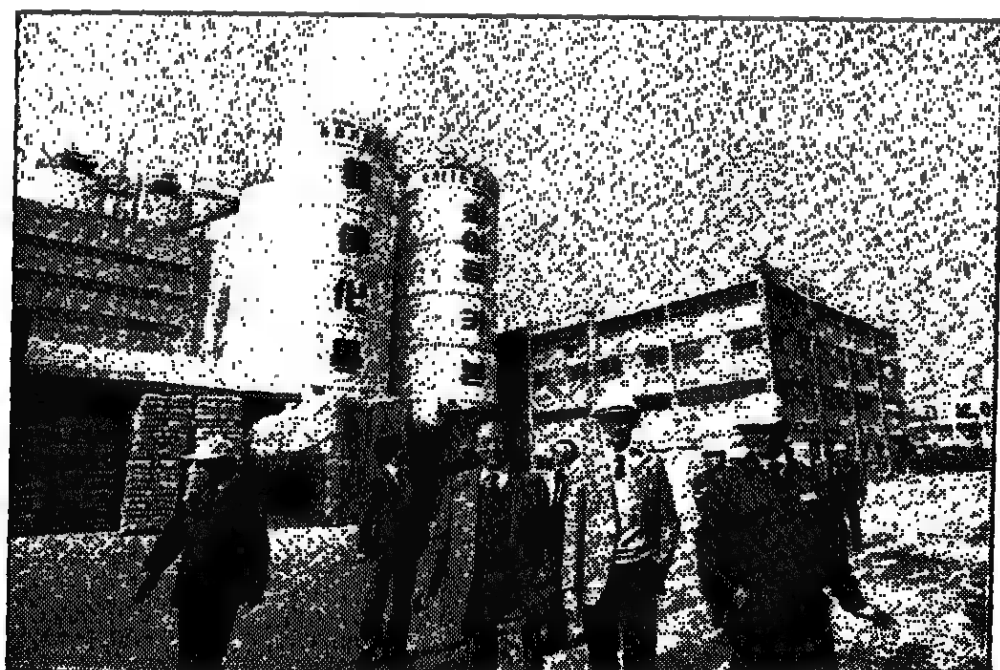
DU NEUF POUR QUATRE MUSÉES

Quatre grands, vieux et beaux musées scientifiques français allaient-ils s'éteindre dans l'ombre tandis que brillèrent de nouveaux feux à La Villette ? Le Muséum d'histoire naturelle et le Musée de l'homme, le Palais de la découverte et le Conservatoire des arts et métiers qui dépendent du ministère de l'éducation nationale viennent d'être rattachés à la mission des grands projets d'architecture du septennat. Ils en attendent une aide financière pour leur rénovation et peuvent en espérer un regain d'usage et de notoriété. Un vrai coup de jeune.

CORÉE DU SUD

Les nouveaux champions

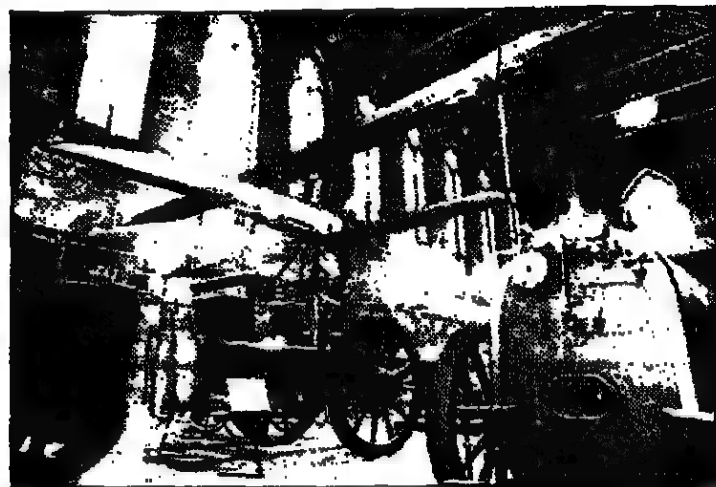
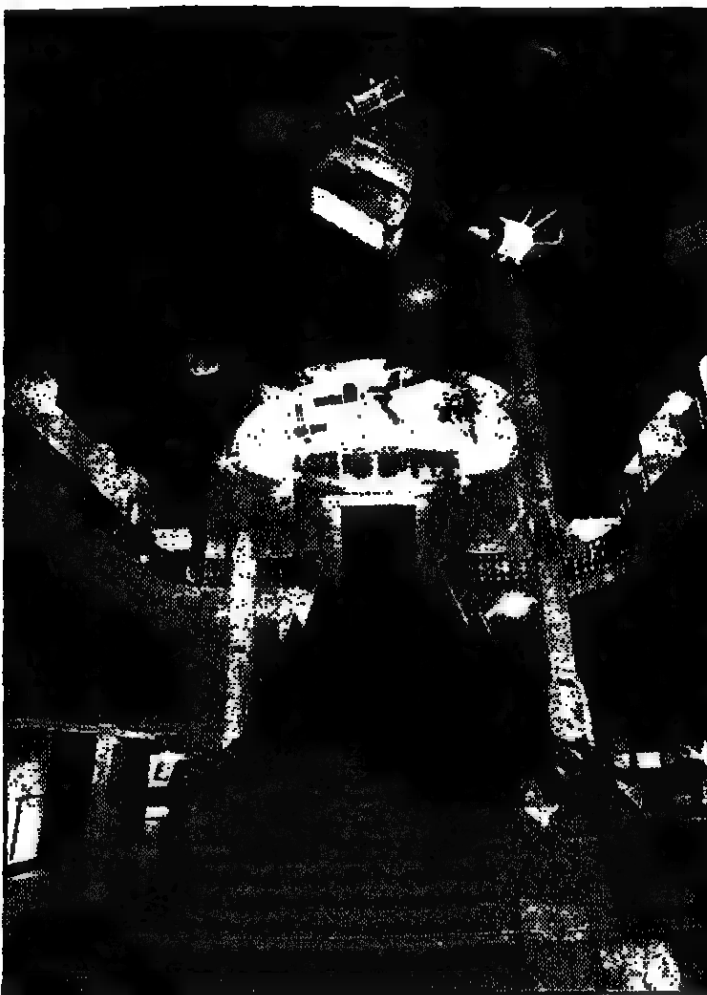
Records de croissance, Jeux olympiques et conquête des marchés. Elle court, elle court la Corée (du Sud). Et ce n'est pas fini ! La visite de son président à Paris vient consacrer ces succès. Sans faire oublier que le pays court toujours après la démocratie.



INGÉNIEURS FRANÇAIS DE CONSTRUCTION EN ALUMINIUM A NOTION DE DROIT BRITANNIQUE / VIVA-BRUSH

DU NEUF POUR QUATRE MUSÉES

**Palais de la découverte,
Musée de l'homme,
Muséum d'histoire naturelle,
Conservatoire
des arts et métiers**



A gauche, le hall d'entrée du Palais de la découverte, construit en 1937. Ci-dessus, les collections de machines dans la chapelle, aux Arts et métiers.

JULES VERNE NEW-LOOK

par Emmanuel de Roux

LE Jardin des Plantes a ses finitions. L'hiver, on les voit réviser : d'autres climats, dans l'une des serres tropicales. Amateurs d'insolite, ils se perdent volontiers dans les galeries encombrées de squelettes montés sur fil de fer. Mais, pour le grand public, le Muséum d'histoire naturelle, avec ses vitrines encastrées, ses bâtiments dégradés, sa muséographie dépassée, est plutôt un vieux navire aux cales bourrées d'animaux mités et d'appareils scientifiques démodés, qui sombre lentement dans une forte odeur de naphtaline.

L'image est injuste. Mais, pour échapper à ce noir cliché, le Muséum a besoin d'une solide cure de rajeunissement. C'est-à-dire de crédits. Or une bonne nouvelle est tombée au début de l'année. Trois établissements scientifiques dépendant de l'éducation nationale : le Muséum d'histoire naturelle - avec son prolongement, le Musée de l'homme - le Conservatoire des arts et métiers et le Palais de la découverte, sont rattachés à la « mission des grands travaux ».

A ce titre, ils vont recevoir, pour 1986, une enveloppe d'une quarantaine de millions de francs, prélevée à un programme quinquennal évalué à quelques centaines de millions de francs. Les responsables de ces institutions ne seront pas en peine de dépenser ces deniers inattendus. Leurs tiroirs sont pleins de projets, tous plus urgents les uns que les autres, dont certains sont en cours de réalisation.

Au Muséum d'histoire naturelle, le problème le plus aigu est posé par l'état de la grande galerie de zoologie. Cette arche de Noé à la dérive, remplie de toutes les espèces animales de la création, faisait le bonheur des peintres, des poètes et des photographes. Mais le désespoir des scientifiques, avec sa verrière fendue, les 500 000 litres d'alcool stockés pour la conservation de certains animaux, la lente dégradation de ses collections, invisibles depuis vingt-cinq ans.

Les oiseaux au placard

En 1977, il fut décidé de creuser une zoothèque - 6 000 mètres carrés - au pied de la grande galerie. Les travaux menés avec une sage lenteur s'acheveront en 1985. Les trois niveaux noyés sous une carapace de béton furent inaugurés en février dernier par M. Jean-Pierre Chevènement.

L'endroit est mieux gardé que Fort-Knox. Des magnétiques sont nécessaires pour débloquent les portes coupe-feu qui cloisonnent l'abri. À l'intérieur, une usine maintient l'ensemble à une température et une hygrométrie constantes, des laboratoires, des salles de travail, mais surtout 40 kilomé-

tres de rayonnages. Des « compactus », sortes d'armoires métalliques sur rails, renferment 80 000 oiseaux et mammifères, un million de poissons et d'insectes invivifiés.

Un tour de manivelle et toute une famille de chèvres apparaît. Plus loin, ce sont des chats en rangs serrés qui vous fixent de leurs yeux de verre, des rapaces tapis sur leurs nids, toutes les variétés d'albatros, de pétrels et de go-lands. Quelques-uns portent dans leur bec des plaquettes d'identification. Tous sont couverts d'une bonne couche de poussière. « Le démantèlement a duré huit mois », confie Roland Mancau, taxidermiste en chef du Muséum, on n'a pas eu le temps de les nettoyer. »

« Une grande partie de ces spécimens sont des types », souligne Philippe Taquet, le directeur du Muséum. Ils ont servi, et servent encore, de références. Leur existence est donc capitale. »

Les plus beaux échantillons de cette faune reverront la lumière du jour. Ils seront mis en scène sur les trois niveaux de la grande galerie rénovée. Elle est aujourd'hui déserte. Seul un troupeau de mastodontes - éléphants, buffles, rhinocéros - péline dans la pénombre en compagnie de cinq squelettes de géants, des introuvables. « Nous voulons aménager, dans la galerie, une zone « sous-marine », où logerons les baleines », souligne Philippe Taquet.

On peut imaginer ce qui sera fait en visitant l'ancienne galerie des oiseaux, située dans une aile. Elle va accueillir sous peu une exposition temporaire : « Les parures de plumes des Indiens du Brésil. »

Le Muséum a d'autres projets, tout aussi urgents, qui seront entrepris dès cette année. Dissimuler l'horrible bibliothèque, type Pailleron, « habillée » de manière à être confondue avec les serres voisines, dont la restauration va continuer. Réaménager le grand amphithéâtre, indispensable aux colloques et aux conférences. Retaper l'ancienne rotonde des herbivores, totalement délabrée. Elle loge pour l'instant quelques animaux malades, si l'on en croit une ordonnance vétérinaire calligraphiée sur un tableau noir. Un lama, sans doute anesthésié, se voit recommander un régime fortifiant à base de carottes. Remise à neuf, elle sera transformée en micro-zoo. Côté gare d'Austerlitz, un centre d'accueil digne de ce nom va être construit sur les décombres de l'ancien pavillon de dessin.

Dernière tâche : achever le chantier ouvert au bout de la galerie de minéralogie, dans une ancienne bibliothèque. C'est le succès inespéré : l'exposition consacrée aux cristaux géants (600 visiteurs) qui a permis de les entreprendre.

M. Philippe Taquet espère que la manne financière sera multipliée par trois ou quatre l'année prochaine. Histoire de mettre au point son ultime projet : prolonger le Jardin des Plantes jusqu'à la berge et présenter la faune et la flore fluviales le long de la Seine. Un espoir sans doute démodé : il faut compter avec le Musée de l'homme, qui attend lui aussi sa part du gâteau.

Creuser la colline de Chaillot

Henri de Lumley y est responsable de la chaire de préhistoire et « coordinateur » des collections du musée. Un titre qui souligne justement le manque de coordination dont cette institution, ravagée par des querelles intestines, a longtemps souffert. En 1983, il a mis sur pied un projet de rénovation grandiose, estimé à l'époque à 200 millions de francs. Henry de Lumley part d'une constatation simple : le musée est merveilleusement situé. Le Trocadéro est un haut lieu du tourisme parisien. Le palais de Chaillot héberge quatre musées, un théâtre et la Cinéma-thèque, qui drainent une foule importante.

Pour l'attirer chez lui, il faut un « aspirateur », par exemple un restaurant panoramique situé sur le toit du bâtiment. On y accéderait par un ascenseur installé directement sur le parvis. Pour redescendre, il faudrait nécessairement traverser les galeries, réaménagées de fond en comble. « Le Musée de l'homme est d'une valeur exceptionnelle », souligne Henry de Lumley. Plus d'un million de pièces y sont conservées. Mais cet établissement, conçu par son fondateur, Paul Rivet, comme un organisme de recherche et d'éducation populaire, n'est plus adapté à ses présentations. Ses présentations, il doit se transformer en musée audiovisuel de l'histoire naturelle, scientifique et culturelle de l'homme. Vidéodisques, cathodiques, dioramas animés, remplaceront les vitrines poussiéreuses depuis 1938, l'année de l'ouverture du musée. L'espace nécessaire sera créé grâce à un système d'entresols et de mezzanines.

De nouveaux locaux seront construits sous la colline. En attendant la réalisation de ces projets babyloviens, Henry de Lumley vient de toucher 9 millions de francs qui lui permettront tout juste de réaménager le hall d'accueil et de créer au premier étage une galerie consacrée à la « définition biologique et culturelle de l'homme », une sorte d'introduction au Musée de ses rêves. On est loin de La Villette.

La Villette, c'est justement le grand souci de M. Michel Hulín, le directeur du Palais de la découverte. Depuis l'ouverture de la Cité des sciences et de l'in-

dustrie, de bons esprits soutiennent qu'il n'a plus de raison d'être. « C'est absurde », soutient M. Hulín. D'abord nous sommes complémentaires. La Villette s'adresse aux publics. Le nôtre aux hommes de science. Ici, les fondements de la science sont présentés de façon plus théorique, plus traditionnelle. Mais nous avons 650 000 visiteurs par an, et l'ouverture de La Villette ne nous en a pas fait perdre un seul. Optimisme excessif ?

Les groupes d'élèves représentent un tiers des entrées. Ils peuvent décider de main de prendre un autre chemin. Mais le Palais de la découverte supprime d'un coup au centre de Paris un espace de 17 000 mètres carrés consacré aux sciences et à la technique. Ce serait renoncer à un capital muséologique accumulé depuis cinquante ans dans cet endroit.

Depuis son ouverture en 1937, le musée a beaucoup vieilli. Son décor « art déco » date. L'une des tâches de l'équipe actuelle est de retrouver la très belle architecture de verre, de pierre et de métal. La rénovation des salles du Palais de la découverte (33 millions de francs) ne suffisant pas à l'entretien du bâtiment. Les nouveaux espaces sont créés grâce à la générosité de groupes industriels.

Le plus beau cadeau - 14 millions de francs - a été fait par la Fondation de la recherche médicale : 800 m² sont organisés autour du thème « biologie humaine et médecine ». Les nouveaux créneaux serviront à aménager d'autres bureaux, des salles supplémentaires, à rénover la salle de projection, à revoir la muséologie des parties les plus anciennes. M. Hulín insiste sur le côté « grand spectacle », l'une des spécialités du Palais de la découverte : « On vient toujours pour assister à des expériences réelles. Le musée à CO₂ qui perce des briques a toujours un vif succès. Ou sans La Villette, nous aurons toujours du public. »

Machines pédagogiques

Si La Villette peut-être une menace pour le Palais de la découverte, elle peut être une chance pour le musée du Conservatoire national des arts et métiers. Le CNAM occupe l'ancienne abbaye de Saint-Martin-des-Champs. Il en est un fragment de muraille, un beau réfectoire (aujourd'hui bibliothèque) et une chapelle gothique en très mauvais état. Ce conservatoire - à la fois un musée - un lieu scolaire - un lieu de travail - un musée. Ce fut sa richesse au cours du XIX^e siècle. Les machines fonctionnaient en public. Elles étaient l'un des

éléments de l'enseignement. Les industriels y déposaient volontiers leurs nouvelles inventions.

Peu à peu, l'évolution de la technique dispensa les étudiants d'avoir à travailler sur des machines dépassées. Après son rattachement au ministère de l'Instruction publique en 1919, commença pour le musée une longue agonie.

La chapelle, dont l'entrée principale est interdite au public - il y pleut des moellons - rassemble plus à l'intérieur d'un savant fou qu'une salle d'exposition. Présentée comme le plus grand désordre, on y trouve le fardier de Cugnot, le monoplan de Blériot, quelques voitures préhistoriques, une Hispano-Sulzer rutilante, une collection de triocycles et, traînant le long des murs, une série de moteurs sans notices explicatives. Ici, reconnaît M. André Desvallées, le conservateur du musée, la partie consacrée à l'énergie tient à peu près le coup. Le reste est un désastre. Il se bat avec un budget si ridicule - 5 millions de francs - qu'il ne peut envisager une seconde d'acheter quoi que ce soit pour boucher les trous de ses collections. Trous qui deviennent des gouffres dès qu'on se rapproche de l'époque. Toute l'énergie atomique est ramassée dans une maquette : celle de la centrale nucléaire de Chinon.

Actuellement, M. Desvallées veut récupérer auprès des entreprises une série de vieux ordinateurs. Mais caser ces premiers spécimens de l'informatique dans le bâtiment, volumineux que les armoires normandes ? Comment lutter contre la détérioration des collections qu'il gère au Palais de la découverte ? Il faut maintenant 40 000 m² du Science Museum de Londres, 300 personnes qui travaillent en permanence au Palais de la découverte. Le musée dispose d'un budget de 4 millions de francs et peut accueillir un million et demi de personnes par an.

A Paris, le nombre des visiteurs diminue constamment. Les bâtiments qui accueillent la seule réparation de la chapelle va absorber 10 millions de francs. M. Yves Dauge, responsable de la mission des grands travaux, reconnaît que le Palais de la découverte est « tragique ». Le programme de rénovation étalé sur cinq ans sera-t-il suffisant ? On en doute. D'ailleurs on envisage déjà de disperser une partie de ses collections dans d'autres établissements. Les vases de Gallé au musée des Arts et Métiers, les claviers, harpes, pianos au Conservatoire de musique.

Seul un démantèlement pourrait le sauver. Mais à l'installer ? La quatrième travée de La Villette est toujours libre. Il est logique d'y installer le complément historique de la Cité des sciences et de l'industrie.

ROPOS D'HISTOIRES BELGES

Il y a une Belgique qui n'est pas connue. Elle est dans les livres, dans les films, dans les chansons. Elle est dans les rues, dans les maisons, dans les jardins. Elle est dans les yeux, dans les sourires, dans les larmes. Elle est dans tout, dans tout, dans tout.

ÉDECINES DITES « DOUCES »

Il y a une Belgique qui n'est pas connue. Elle est dans les livres, dans les films, dans les chansons. Elle est dans les rues, dans les maisons, dans les jardins. Elle est dans les yeux, dans les sourires, dans les larmes. Elle est dans tout, dans tout, dans tout.

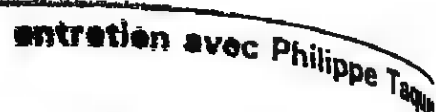
Il y a une Belgique qui n'est pas connue. Elle est dans les livres, dans les films, dans les chansons. Elle est dans les rues, dans les maisons, dans les jardins. Elle est dans les yeux, dans les sourires, dans les larmes. Elle est dans tout, dans tout, dans tout.

par Bruno Frappet

Il y a une Belgique qui n'est pas connue. Elle est dans les livres, dans les films, dans les chansons. Elle est dans les rues, dans les maisons, dans les jardins. Elle est dans les yeux, dans les sourires, dans les larmes. Elle est dans tout, dans tout, dans tout.

Il y a une Belgique qui n'est pas connue. Elle est dans les livres, dans les films, dans les chansons. Elle est dans les rues, dans les maisons, dans les jardins. Elle est dans les yeux, dans les sourires, dans les larmes. Elle est dans tout, dans tout, dans tout.

هكذا من الاصل



Danse et Lutte
par
Kim Hong Do
(Musée national,
Séoul)
peintures
du dix-huitième
siècle illustrant
des scènes
de la vie
populaire
en Corée.

Tous, personne ne se serait risqué à prédire à la Corée un bel avenir économique. Les images de la guerre de 1950 étaient encore dans les mémoires. Auparavant, aucun récit de voyage, aucune étude connue, n'avait jamais signalé en Occident qu'il y avait là un peuple qui pourrait un jour faire parler de lui. La stagnation et la corruption des années d'après guerre confirment les jugements plus ou moins alarmistes. Ce pays, décidément, allait continuer à végéter dans son petit coin d'Asie.

L'étonnement n'en est aujourd'hui que plus grand devant la soudaineté de son développement. Comment se fait-il, entend-on dire, que nous n'ayons jamais, en presque, entendu parler de ce pays ? La géographie enseignait bien l'existence au nord-est de la Chine, de cette « Corée du Nord », mais elle ne signalait de leur côté l'importance stratégique. Avant le récent de 1950-1953, elle avait déjà été l'enjeu de la guerre sino-japonaise 1894-1895, puis de

celle qui vit la victoire du Japon sur la Russie en 1904-1905.

Un simple regard sur une carte de l'Asie suffit d'ailleurs pour se convaincre que la Russie, si elle ne l'a pas, n'a pas la maîtrise de la Sibérie, ne peut se désintéresser de la Corée. Elle est le centre du Nord-Est asiatique. Tracez sur votre carte deux lignes, l'une allant de Pékin à Tokyo, l'autre de Vladivostok à Shanghai. Elles se croiseront à Séoul.

La Corée ne serait-elle qu'un promontoire rocheux, vide d'habitants, que cela resterait vrai. N'est-ce pas sinistre ar demeurant qu'on se bornait à en parler jusqu'il y a peu ? Comme si ce pays n'était d'intérêt que celui que lui confère une situation géographique d'exceptionnelle importance. Le Ching-pouement en Europe (souvent au Siècle des Lumières et on se passionnait déjà en France pour l'art japonais bien avant la première guerre mondiale. Rien de tel pour la Corée. Les spécialistes eux-mêmes, à de rarissimes exceptions près, ignorent totalement ce pays.

[illegible]

par les froides étendues du Nord, qui faisait pourtant l'un des parties intégrantes de l'Asie. Les pays traversés qui s'en suivent, à l'ouest, sont la Sibirie, la Mandchourie, celui de Koguryo. Ils ne ~~permettent~~ pas à conserver la chaleur du Sud, et l'entrepreneant Japon et pour résister à la poussée des occupants de la Sibirie vers les bords chaudes.

La superficie de la Corée est la sixième, la moitié de celle de la France, à l'échelle de l'Europe, ce serait loin d'être négligeable. Comparée à celle des géants qui l'entourent, c'est très peu. La Corée se sent toujours menacée dans son existence même par sa petitesse. Dans le domaine de la culture, elle est désignée aux regards "l'ombre" qui lui font "deux grands" voisins chinois et japonais.

Petit pays, la Corée a longtemps cru que, pour vivre saine

heureuse du moins tranquille, il lui suffisait de vivre cachée. Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, notamment, au spectacle des conflits entre l'Occident et l'Occident en Chine elle avait cru qu'elle pourrait échapper aux mêmes avanies en se repliant dans sa carapace et en fermant ses frontières. A l'heure où le Japon, soumis aux sollicitations, fit un défi, qui n'était que le bon, elle fit le mauvais.

Quand il lui fallut bien s'ouvrir, ce fut à un Japon modernisé et agressif, qui, en 1910, finit par l'annexer purement et simplement et en fit le marchepied d'autres conquêtes. Les Japonais maintinrent la Corée à l'abri des regards et s'efforcèrent, surtout à partir des années 30, de jalousier le peuple coréen. Ils n'avaient donc pas intérêt, cela va sans dire, à ce qu'un étranger en prenne conscience de l'originalité de ce pays.

DANIEL BOUCHEZ.

(Lire la suite page XII.)

DANIEL BOUCHEZ.
(la suite page XII.)

La Banque Indosuez en République de Corée.

La Banque Indosuez est en Corée depuis 1974. Sa succursale de Séoul s'intègre dans un réseau particulièrement dense en Asie-Australasie qui couvre 22 pays du Pakistan au Japon ou à l'Australasie.

La Banque Indosuez, présente dans 65 pays
vous ouvre tout un monde d'opportunités.



BANQUE INDOSUEZ

Siege social: 96 boulevard Haussmann 75008 Paris.

Séoul: Kwang Hak Building 360 - 1 Taepyungro-2 Ka - Choong-Ku - Séoul - Directeur: Charles Reybet-Degat.

BANQUE INDOSUEZ. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITÉS.

LE SANG DES MISSIONNAIRES FRANÇAIS

La France et la Corée vont fêter cette année le centenaire de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, de relations officielles. Pourtant, les deux nations ont eu à connaître depuis plus d'un siècle.

C'est incontestablement le catholicisme qui obligea la France à s'intéresser directement à la Corée. Les grandes lignes de religion furent connues en Corée grâce à une traduction chinoise des *principes du christianisme* du Père Matteo Ricci, et ce, dès la fin du dix-septième siècle. Une communauté catholique se développa alors de façon autonome, donnant naissance à une *fausse hiérarchie ecclésiastique*. Toutefois, les choses furent remises en ordre après une intervention de l'empereur de Pékin.

Peu ou même mal tolérée par le gouvernement coréen, cette petite communauté catholique connut des vicissitudes et fut victime au début du dix-neuvième siècle, de persécutions. Elle réussit cependant à se maintenir et reçut en 1839, des missionnaires français envoyés par la Société des *missionnaires étrangers* de Paris. Arrivés en 1839, ils furent jugés « exécutés ». La nouvelle n'en fut connue en Chine que bien plus tard (...), et ce n'est qu'en 1866 qu'une demande d'explication fut adressée au gouvernement coréen, mais sans résultat.

L'échouage d'un baleinier français sur les côtes coréennes en 1851 donna l'occasion à des *missionnaires* de M. de Montigny, consul de France à Shanghai. Énergique et dynamique, il proposa à plusieurs reprises de mener une expédition punitive contre la Corée, soutenu par le *gouvernement* français en Chine, convaincu lui aussi qu'il fallait prouver « aux *petits tyrans* (...) qu'on ne pouvait pas impunément en nom de la France en répandant le plaisir le sang de ses sujets ».

Mais la *politique* du *gouvernement* du prince-président,

qui se proposait d'examiner « *sujet important* », rien ne fut entrepris.

Pendant ce temps, de nouveaux missionnaires français pénétrèrent sur le sol coréen, et le catholicisme connut une relative tolérance. On note quelques appels de religieux français pour que le gou-

vernement français intervienne en Corée et obtienne pour les missionnaires la liberté de prêcher et d'évangéliser, ainsi qu'un terrain convenable à Séoul pour y établir un *missionnaire* religieux, mais le gouvernement français préféra s'abstenir de toute action ; pour-quoi, en effet, envoyer en Corée des émissaires, appuyés par un mouvement de la flotte et les côtes coréennes, qui risqueraient de donner vie à l'animosité contre les *missionnaires* ?

C'est alors que se produisit un changement radical à l'égard des catholiques. Depuis plusieurs années les Russes tentaient de nouer des relations avec les Coréens, mais sans succès. Leur dernière tentative, en 1865, eut pour résultat un mouvement de réclusion qui existait déjà en Corée et qui fit considérer les missionnaires et catholiques comme des agents de l'étranger.

En printemps 1866, plusieurs missionnaires français sont arrêtés puis exécutés. Lorsque la nouvelle en fut connue de M. de Bellouet, chargé d'affaires à Pékin, celui-ci décida de « ne pas laisser impuni un aussi sanglant outrage ». Et il ajouta : « *En quelques jours, nos forces militaires* ».

L'amiral Roze n'eut lieu qu'à l'automne. Elle se déroula en deux phases : au mois de septembre, des navires longèrent les côtes de l'île de Kanghwa et remontèrent une partie du fleuve Han, qui baigne Séoul. Après cette phase exploratoire, une expédition plus importante arriva au mois d'octobre. L'île de Kanghwa fut prise sans problèmes, mais quelques jours plus tard des soldats français furent tués dans une embuscade et, craignant une résistance coréenne qui n'était pas prévue et estimant que la leçon donnée était insuffisante, Roze décida de rembarquer ses troupes. Cela permit aux Coréens de crier victoire et de se proclamer comme plus forts que les Chinois, qui, eux, n'avaient pas vaincu les diables occidentaux.

Cette malheureuse expédition renforça le gouvernement français dans son attitude de réserve. D'autres pays cherchèrent à établir avec la Corée. Après plusieurs tentatives et à force d'intimidations, le Japon fut le premier à réussir en 1876. Les *missionnaires* japonais tour commencent à négocier et signent un traité de commerce et d'amitié en 1881. Ils sont suivis par les Anglais en 1883, les Allemands et les Russes

en 1884. Les Français observent ces démarches diplomatiques, mais ce n'est qu'en 1882 qu'une première approche de la Corée est faite : un envoyé français, M. Ségou, avec une recommandation chinoise pour y sonder les intentions coréennes. Il semble pas y avoir d'obstacle, et la France espère pouvoir obtenir la rédaction d'un traité qui, à la différence des précédents, reconnaît l'œuvre des missionnaires.

Luttes d'influence
Les négociations sont longues et laborieuses, les garanties réclamées pour la France ne constituent une pierre d'achoppement. Le traité est finalement signé le 4 juin 1886. Y est reconnu, pour les Français, le droit de circuler dans le pays, d'apprendre et de professer la langue écrite et parlée. Les missionnaires trouveront ce texte insuffisant. Il leur permettra cependant d'évangéliser facilement et surtout de faire passer leurs plaintes contre les Coréens par une voie officielle.

La Corée est, à cette époque, le lieu d'une *lutte* d'influence. C'est un pays qui a besoin d'être modernisé, et les *missionnaires* étrangers, on verra ainsi le Japon s'opposer à la Chine puis à la Russie, et, pour une moindre part, aux autres nations jusqu'en 1905, où il réussit à faire signer un traité de protectorat à la Corée, s'imposant ainsi à peu près dans tous les domaines éliminant tous les étrangers qui pouvaient faire obstacle à ses visées expansionnistes.

La France ne peut jouer un rôle efficace. Elle assurera, bien sûr, la protection des missionnaires, exigera châtiments et réparations lorsqu'ils auront subi les *exécutions* de *missionnaires* peu scrupuleux et favorisera leurs déplacements dans l'intérieur du pays (...). Néanmoins, comme les autres nations, elle proposera parfois ses *services* au roi de Corée, qui, tantôt les acceptera, tantôt

même les sollicitera, voyant en la France un *allié* moins âpre au gain.

Il sera fait appel à un architecte qui aura la charge des palais royaux, à un conseiller juridique qui aura pour tâche de réformer le *droit* pénal, à un fonctionnaire des postes qui organisera les postes coréennes, permettant ainsi à la Corée de devenir dès 1900 membre de l'Union postale universelle. D'autres projets furent moins heureux.

C'est peu de chose, dira-t-on. Et c'est en partie vrai. Cela tient sans doute à ce que la France ne considérait pas la Corée à cette époque comme un *territoire* important, et lorsque les diplomates en poste à Séoul firent appel à des entreprises françaises, celles-ci, en dehors de quelques *exceptions*

ne manifestèrent pas beaucoup d'enthousiasme. Et, quand elles le firent, elles se heurtèrent très souvent à la *résistance* des Japonais, qui considéraient la Corée comme une chasse gardée, fût-ce tout ce qui était en leur pouvoir pour les contrecarrer.

La colonie française n'était pas non plus très importante : vingt-neuf personnes en 1893, quatre-vingt-treize en 1906 (dont trente-deux religieux et enfants). La mainmise totale du Japon sur la Corée en 1910 allait réduire cette colonie et éliminer peu à peu pratiquement les intérêts français.

Ce n'est qu'en 1945 que les relations diplomatiques furent renouées entre la République de Corée.

MARC ORANGE.

Échanges culturels

A l'occasion du centenaire de l'établissement des relations diplomatiques franco-coréennes, la République de Corée (Sud), qui a déjà organisé en février, au centre culturel coréen de Paris, une exposition de calligraphie, présentera notamment au cours des prochains mois les manifestations artistiques et culturelles suivantes :

— Exposition de Meadup, l'art des nœuds ornementaux à l'espace Pierre-Cardin, du 10 au 29 avril. Cette exposition est organisée par l'association France-Corée, sous le patronage du ministère des affaires étrangères et du Comité français pour le centenaire.

— Concert donné par des musiciens coréens au Théâtre du Rond-Point le 24 juin. Ces musiciens sont les cinq meilleurs solistes coréens qui travaillent en Europe et aux USA. Il s'agit du trio Chang, composé de Myong-Hoon (piano),

Myong-Wha (violoncelle), Kyung-Wha (violin) ainsi que MM. Park Kun-Woo (piano) et Kan Dog-Suk (violin). — Exposition philatélique coréenne au Musée de la poste à Paris, du 11 mai au 17 juin.

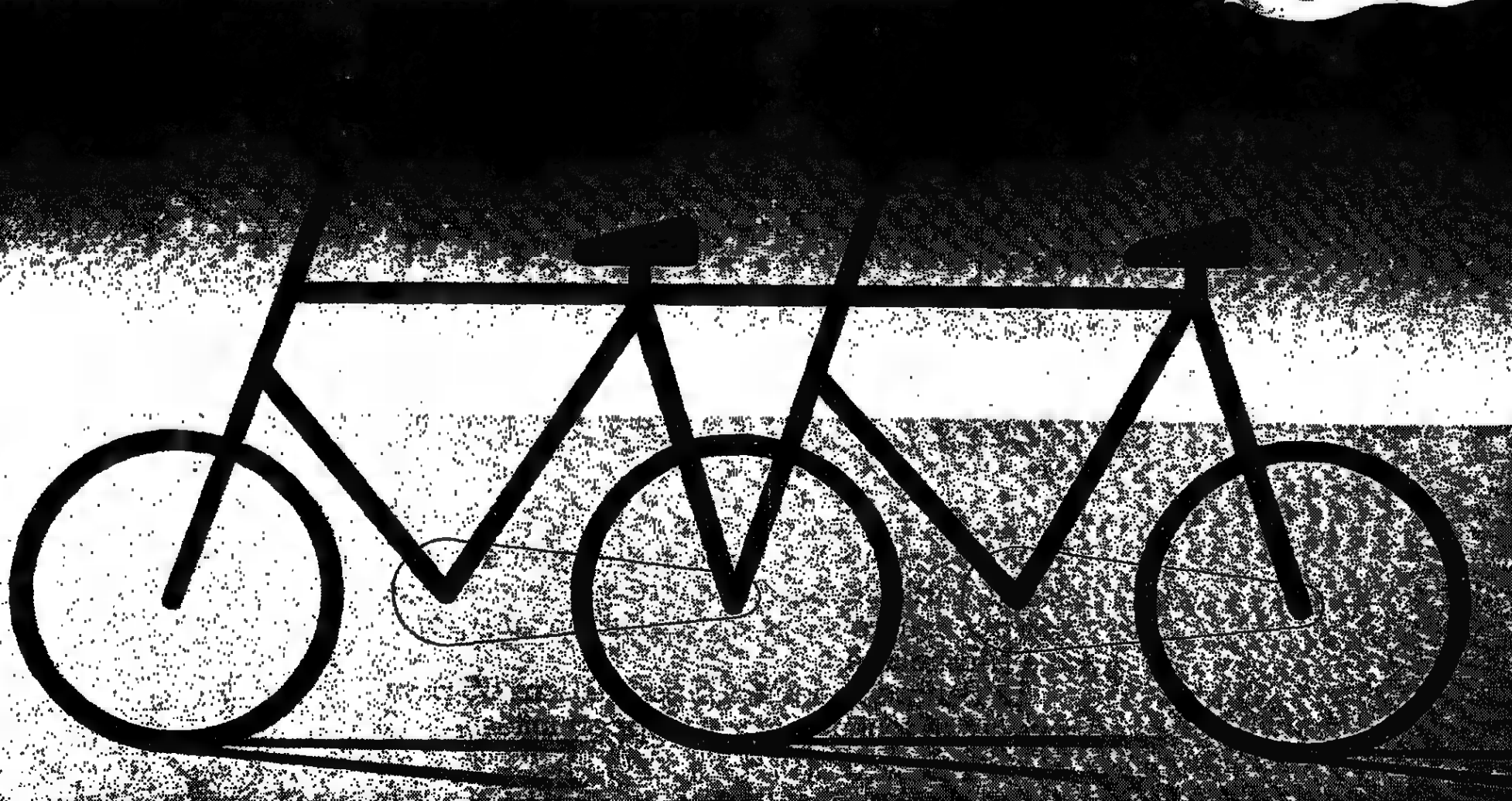
— Exposition de peinture coréenne contemporaine au Grand Palais, Salon des artistes français (mai-juin).

— Semaine du film coréen au Cinéma de la Sorbonne dans le courant du mois de septembre.

— Représentation d'une troupe nationale de danse et de musique traditionnelles en juin, à Paris.

De plus, on envisage l'envoi de l'orchestre coréen Korean Broadcasting Symphony et de l'Orchestre national de Corée. Enfin en juin 1988, une place dans le calendrier de Paris sera baptisée Séoul.

VOUS & LUCKY-GOLDSTAR



En allant dans la même direction

Lucky-Goldstar est un groupe de 23 entreprises spécialisées dans l'industrie chimique, électronique, les finances et le bâtiment. En 1987, ce que l'Orient et l'Occident ont de meilleur, nous avons mis sur pied une entreprise de 10 milliards de dollars US autour d'une

équipe de 10.000 personnes expertes.

Mais nous n'avons pas obtenu ce résultat tout seuls. Des associations fructueuses avec des sociétés telles que AT&T, Hitachi, Siemens et Caltex, ainsi que des filiales à l'étranger comme Goldstar

d'Amérique à Huntsville, Alabama, nous ont largement aidés à stimuler notre croissance mutuelle, tout en facilitant le développement économique par les systèmes de libre marché dans le pays du monde entier. Dans nos pays, nous sommes réputés pour notre qualité, et l'étranger, on nous considère comme un bon voisin et un partenaire fiable en affaires.

Prenez le temps de mieux nous connaître. Contactez le Service de planification à l'étranger (Overseas Planning Dept.).
Tél. : (02) 777-8097, télex K27366 LGINTL.
Bureau à Paris : Tél. : 47-34-52-06/83, télex 31973 LGIPAR F.

LUCKY-GOLDSTAR

Business fields of Lucky-Goldstar companies:
Chemistry - Lucky Ltd. - Lucky Advanced Materials
Electronics - Lucky Cable - Goldstar Telecommunication
Lucky Electric - Goldstar Instrument & Electric
Lucky Precision - Samsung Electric - Goldstar
Semiconductor - Goldstar-Apex Electronics - Goldstar
Heavyweight Energy and Resources - Hovan Oil Refinery
Korea Mining & Smelting Construction and Engineering
Lucky Development - Lucky Engineering
Services - Lucky Securities - Pan Korea
Goldstar Investment & Finance - Pusan Investment & Finance
Korea and Distribution - Lucky-Goldstar International
Korea Public Service - The Yeosu Foundation - The Yeosu Educational Institute Sports - Lucky-Goldstar Sports

PARIS-SÉOUL

La Corée du Sud a fêté le centenaire de l'établissement de relations diplomatiques avec la France. L'occasion a été marquée par une exposition de calligraphie coréenne au centre culturel coréen de Paris. L'exposition, organisée par l'association France-Corée, présente des œuvres de maîtres calligraphes coréens. Elle sera ouverte du 11 mai au 17 juin. L'association France-Corée a également organisé une exposition de peinture coréenne contemporaine au Grand Palais, du 11 mai au 17 juin. Enfin, un concert de musique traditionnelle coréenne sera donné au Théâtre du Rond-Point le 24 juin.

Partenaires

La Corée du Sud a fêté le centenaire de l'établissement de relations diplomatiques avec la France. L'occasion a été marquée par une exposition de calligraphie coréenne au centre culturel coréen de Paris. L'exposition, organisée par l'association France-Corée, présente des œuvres de maîtres calligraphes coréens. Elle sera ouverte du 11 mai au 17 juin. L'association France-Corée a également organisé une exposition de peinture coréenne contemporaine au Grand Palais, du 11 mai au 17 juin. Enfin, un concert de musique traditionnelle coréenne sera donné au Théâtre du Rond-Point le 24 juin.

Pressions
Avec le développement de l'économie coréenne et l'augmentation de sa production, la France se trouve bien placée pour fournir des équipements et des technologies de pointe. En effet, la Corée du Sud a besoin de produits et de services de haute technologie pour soutenir son développement économique. La France, avec ses entreprises et ses technologies avancées, est bien placée pour répondre à ces besoins. Les relations commerciales entre la France et la Corée du Sud ont donc le potentiel de devenir de plus en plus importantes.

PARIS-SÉOUL le temps de la maturité

Pour toute une génération d'intellectuels coréens, la France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

(en particulier celle qui a été l'économie des sujets qui ont retenu l'attention. Cependant, restant souvent étrangers aux réalités qu'a connues la France depuis la guerre, de nombreux Coréens ont quelques difficultés à faire coïncider l'image traditionnelle de ce pays avec celle d'une nation moderne jouant un rôle dans les rapports Est-Ouest dans le concert des pays industrialisés.

Grands couturiers

Toute évolution dans les perceptions prend du temps, ce qui explique que le perpétuel des clichés, la France est le pays des artistes, des parfums et des couturiers de renom. Malheureusement, les Coréens ont l'habitude de cataloguer les notions de technologie et de la culture, estime un diplomate français à Séoul.

Les Coréens identifient la France à la culture. Mais il n'est pas moins les Français d'avoir manqué en traitant leur pays comme s'il s'agissait d'une extension simple de la Chine ou du Japon. La France a découvert la Corée dans les années 1970, un monde unique comme un miroir pour ses produits, estime un diplomate coréen.

En fait, c'est une évolution politique que les Coréens ont permis récemment aux deux pays de se découvrir, réciproquement. Lorsque les Coréens ont pu voir le pouvoir en France, la première

préoccupation à Séoul fut de savoir s'ils allaient donner suite à leur intention, formulée notamment par M. Mitterrand à Pyongyang, de reconnaître la Corée du Nord. Au cours de l'hiver 1985, lorsque la France, en avoir informé préalablement le gouvernement de Séoul, accorda le statut ambigu de « délégation générale » à la représentation commerciale nord-coréenne à Paris, la réaction au Sud fut vive et intempestive. Il est vrai que ce n'était pas le moment le plus opportun pour la France de faire un geste en faveur des communistes du Nord : elle était, en effet, en train de négocier plusieurs projets de milliards de dollars avec la République de Corée (Sud).

La réaction de Séoul fut sans doute aussi émotionnelle que prématurée : les Coréens du Sud n'ont pas compris que l'acte ne soit pas une manœuvre permettant à la France de revenir sur les promesses anciennes de M. Mitterrand. Paris ne paraît pas avoir accordé une importance particulière à cet incident, mais il n'en a pas moins été la méfiance d'un bon nombre de personnalités de l'extrême droite politique, opposants ne cachaient leur déception devant le silence de la France sur la question de la violation des droits de l'homme en Corée du Sud, estimant Paris plus préoccupé de ses intérêts commerciaux que par la défense de

valeurs dont, par ailleurs, la France affirmait hautement vouloir se faire l'avocat. Cette courte période de tension fut néanmoins un résultat positif, car elle donna aux deux pays l'occasion de mieux se connaître. Parallèlement au développement des liens dans le domaine commercial et technologique, leurs relations ont atteint aujourd'hui une certaine maturité. Les Coréens ont le sentiment d'avoir fait une expérience instructive en traitant un gouvernement socialiste européen. Ayant réussi à éviter le rapprochement entre Paris et Pyongyang, Séoul réagit avec doute de manière plus sereine et produit une tension similaire dans l'avenir. La visite à Paris du président Chon Doo-hwan d'ailleurs

plus à consacrer un changement d'atmosphère : une meilleure compréhension mutuelle qu'elle n'est dictée par des problèmes précis à résoudre. Il s'agit pour les deux gouvernements de réduire les barrières psychologiques qui peuvent encore subsister. Créer un climat facilitant l'accroissement des relations économiques est le seul véritable problème. « Ce voyage de France consacre une ouverture symbolique. Il reviendra aux hommes d'affaires des deux pays à trouver les domaines de coopération, indépendamment des gouvernements », estime M. Yoon Suk Hon, ancien ambassadeur à Paris.

SHIM JAE HOON,
Chef du bureau de Séoul
de la Far Eastern
Economic Review.

Échanges culturels

du centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

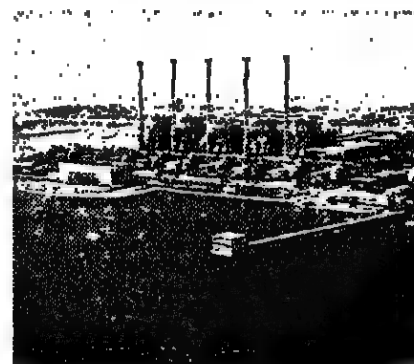
La France a représenté le centre de la culture mondiale. Sa littérature, ses penseurs et ses créations artistiques ont exercé une fascination profonde sur des écrivains d'un grand prestige : cette nation à la longue tradition confucéenne. Curieusement, les intellectuels coréens ont découvert dans la civilisation française une passion commune pour la dialectique : même s'ils n'étaient pas forcément au fait de la logique cartésienne, ils s'admiraient pour moins son contenu philosophique.

HYUNDAI

Certains disent que, là où s'achève un arc-en-ciel, il y a un trésor. Vous êtes-vous déjà demandé où il commence ?

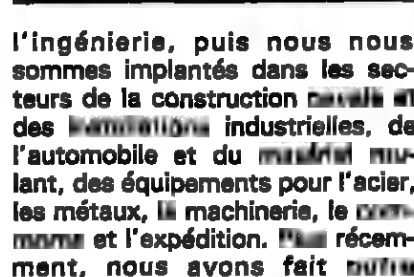
CHEZ Hyundai, voyons un arc-en-ciel de possibilités dans la conception même du logo de notre société. Une gamme complète d'activités commerciales irradie de ses deux triangles jumeaux, projetant dans le futur la lumière du progrès. C'est un symbole qui évoque mieux encore la prospérité de l'homme que le trésor de la légende.

A la fois en dimension et d'extension, Hyundai a tout pour transformer son symbole en réalité. Notre potentiel humain dépasse largement le chiffre de 100 000 professionnels, hommes et femmes très expérimentés qui composent notre équipe dans le monde entier. Nous sommes spécialisés dans une large gamme d'activités, qui ont débuté en 1947 avec la construction et



apparition dans l'électronique hautement spécialisée. Tout ce qui construit l'avenir.

Aussi, la prochaine fois que vous voyez un arc-en-ciel, ou bien le logo jaune et vert vingt-cinq sociétés affiliées Hyundai, n'oubliez pas que si le trésor n'a pas encore été trouvé, vous avez



l'ingénierie, puis nous nous sommes implantés dans les secteurs de la construction navale et des installations industrielles, de l'automobile et du matériel roulant, des équipements pour l'acier, les métaux, la machinerie, le commerce et l'expédition. Plus récemment, nous avons fait notre



pas contre la portée de main, là où est votre téléphone, la possibilité de vous lancer dans le futur. Prenez contact avec Hyundai.

HYUNDAI

100, rue de la République, 92100 Nanterre
Tél : 741-2111 - Tlx : K23111/HYUNDAI
123 rue de la République, 92100 Nanterre
Tél : 741-2111 - Tlx : K23111/HYUNDAI

Partenaires

La distance et les différences culturelles n'ont pas facilité les échanges commerciaux entre la Corée du Sud et la France, qui demeurent faibles (environ 750 millions de dollars). Leur développement, ainsi que la coopération dans le domaine des sciences et de la technologie, ont été devenus l'une des priorités, et ce sera l'un des thèmes des discussions qu'aura le président Chon Doo-hwan avec M. Mitterrand et Chirac.

En raison de l'intérêt qui commence à se manifester chez elle pour la Corée du Sud, la France a entrepris ces dernières années d'étudier sa présence dans la péninsule et de réviser son image, parfois même de manière agressive. La visite à Séoul, en 1985, de M. Fabius, accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires, est symptomatique de cet effort.

Vu la Corée du Sud, l'accroissement des relations économiques est une nécessité, plus encore qu'un objectif politique. Séoul, placée dans une situation de dépendance excessive par rapport aux États-Unis et au Japon, tant dans le domaine commercial que dans celui des technologies, se trouve dans l'obligation de diversifier ses partenaires, pour être en mesure de maintenir sa politique de croissance. Ces dernières années, la France a pris une place non négligeable dans le développement de l'économie coréenne : elle a fourni, par exemple, deux centrales nucléaires, des avions et elle participe à la construction d'une aciérie. Autant de contrats qui montrent que la Corée ne considère plus la France comme un simple producteur de parfums...

Pressions

Avec le développement de l'économie coréenne et le caractère de plus en plus sophistiqué de sa production, la France se trouve bien placée pour fournir des équipements et des technologies de pointe. Elle envisage, par exemple, la vente de trains à grande vitesse, d'équipements sportifs destinés aux Jeux olympiques et, surtout, de nouvelles centrales nucléaires. Le développement de la coopération dans le domaine technologique se heurte cependant à des conceptions parfois différentes de part et d'autre.

Soucieux d'élever la qualité de leur production dans les plus brefs délais, les Coréens exercent des pressions sur la France pour qu'elle opère des transferts de technologies dans le plus grand nombre de domaines possible. La France, de son côté, souhaite lier ces transferts à des opérations commerciales. Certains grands projets devront

attendre le moment où les échanges commerciaux entre la Corée du Sud et la France, qui demeurent faibles (environ 750 millions de dollars). Leur développement, ainsi que la coopération dans le domaine des sciences et de la technologie, ont été devenus l'une des priorités, et ce sera l'un des thèmes des discussions qu'aura le président Chon Doo-hwan avec M. Mitterrand et Chirac.

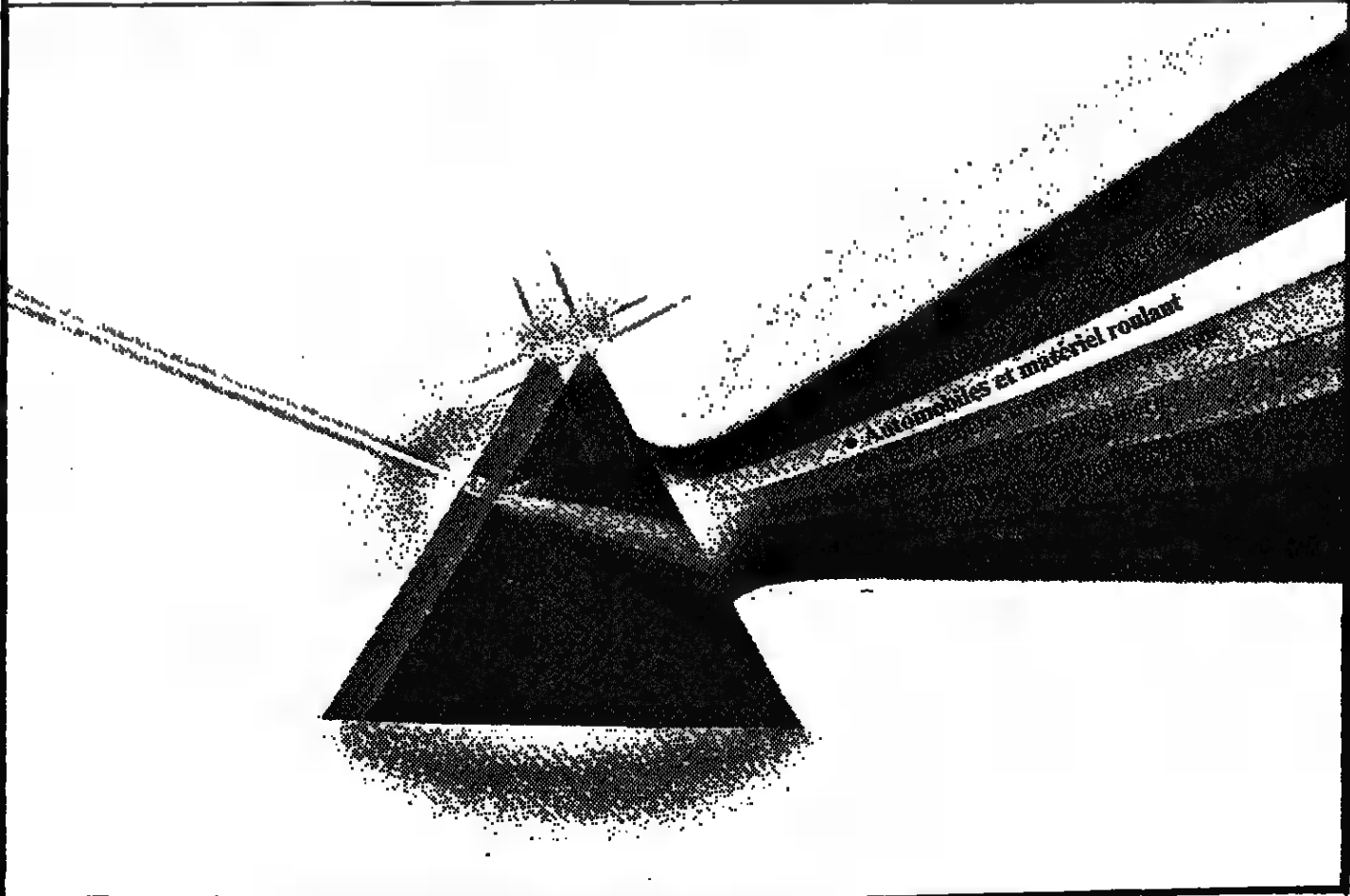
Côté transfert de technologie, la France est appelée à assumer d'ici à l'an 2000 un rôle important : dans son effort de diversification, le ministère des sciences et technologies compte envoyer des équipes de chercheurs dans des domaines de pointe en Europe de l'Ouest.

Un accord-cadre prévoit une collaboration pour la formation de chercheurs dans des domaines spécifiques : ainsi Sophia-Antipolis a signé un accord avec Daeduk Science Town, et l'Institut Pasteur pour la recherche en biotechnologie avec l'Institut Pasteur. Depuis 1985, une coopération s'est instituée, d'autre part, entre l'Agence coréenne pour la promotion des PME et l'Association pour la promotion et le développement industriel (APRIODI), côté français. Il s'agit de deux organismes épaulés par l'État qui visent à associer des PME dans des opérations de production conjoints ou d'achat de licences. En mars 1986, treize contrats de coopération ont été signés.

Si type de coopération pose cependant des problèmes. L'appât des Coréens, qui espèrent se tailler des parts du marché européen, provoque chez les partenaires la crainte d'un « boomerang ». Souvent dépourvus de moyens financiers et n'ayant pas une grande expérience de coopération avec des firmes étrangères, les Coréens ont tendance à oublier que les opérations doivent être rentables aux deux parties. Ou, à penser qu'une nation riche doit fournir gratuitement la technologie à un pays qui en manque.

Il faudra sans doute quelques années d'efforts avant que ces problèmes ne soient résolus. Au cours des dernières années, la France a cependant fait un grand pas en Corée, et elle apparaît de plus en plus comme un partenaire offrant un grand potentiel de coopération économique. La visite du président coréen à Paris contribuera en tout cas à renforcer chez les Coréens la conviction que la France est une puissance industrielle.

S. J. H.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

TANDIS que les records de froid pour cette période de l'année tombaient un peu partout dans l'Hexagone, la Bourse de Paris s'est frileusement enroulée ces derniers jours. Pour la première fois depuis plus d'un mois, les valeurs françaises ont baissé de manière générale. Le bilan hebdomadaire a été le plus mauvais de l'année (- 3,2 %). Au cours de la semaine du 24 au 28 février dernier, le repli s'était limité à 2,6 %. Dès lundi, des frémissements annonciateurs de consolidation avaient commencé à parcourir le marché (- 0,48 %). Le lendemain, le mouvement de repli s'accroissait assez sensiblement (- 1,13 %). Mercredi, une vive reprise se produisit (+ 1,69 %). Mais elle restait sans lendemain. Jeudi, la tendance s'alourdissait à nouveau (- 1,71 %) et, à la veille du week-end, quelques achats de dernière minute parvinrent tout juste à contenir la glissade (- 0,6 %).

Cependant, d'une façon générale, à mesure que la semaine avançait, les volumes de transactions se sont sérieusement contractés. Au-delà des apparences, la baisse a beaucoup plus résulté d'une diminution des achats que d'une pression des ventes. Pour tout dire, la Bourse a semblé « coiffée », en argot de boursier. Pourtant, tous les éléments paraissent réunis au départ pour déclencher une nouvelle et belle éruption de hausse. Espéré pour le week-end précédent, le réajustement monétaire a effectivement eu lieu. Même s'il n'a pas donné l'effet satisfaisant à Maitron, son premier effet de concret a été de rendre les valeurs françaises plus attractives, pour les investisseurs étrangers bien sûr. D'autre part, dans le discours de politique générale prononcé par le premier ministre mercredi 9 avril à l'Assemblée nationale et attendu avec impatience, rien ne devait se révéler de nature à décevoir, bien au contraire. En particulier la volonté de privatiser allait bien au-delà des espérances nourries rue Vivienne. Phénomène du fait accompli ? En fait, les premières incertitudes sont venues du front monétaire, avec la prudence manifestée par la rue de Rivoli dans l'usage qu'elle compte faire de l'anneau des taux. La masse monétaire est dans le collimateur et, vu ses tendances expansionnistes, la descente sera beaucoup plus lente que prévu. Le marché en a conçu une certaine amertume. Et puis, disons-le tout net, trop d'est trop. Depuis le 5 octobre 1985, point de départ de la reprise historique dans la Bourse a été le théâtre, les cours ont monté de 83 %. Si l'on prend comme base de référence le 7 juillet 1981, date à laquelle le marché, transmuté par l'arrivée des socialistes au pouvoir, avait touché le creux de la vague avec l'indice CAC à 77,6, la hausse atteint 384,4 %. Tous ces pourcentages, notons-le, sont calculés sur le même

Coiffée

indice CAC arrêté au 7 avril dernier à son plus haut niveau : toujours (375,9).

Autrement dit, en l'espace de quatre ans et demi, la valeur moyenne des actions françaises a été presque multipliée par cinq alors que, dans le même temps, le prix de détail ne s'est élevé que de 46,7 % en France. Difficile de trouver un mode de placement plus rémunérateur. Si ces six derniers mois la hausse a été nourrie par des achats étrangers, combien abondants, le phénomène d'anticipation l'a aussi beaucoup alimenté : anticipation de contrats mirifiques à l'étranger, anticipation d'une amélioration économique, anticipation d'un recul de l'inflation, anticipation de résultats accrus pour les entreprises, anticipation d'un résultat électoral, anticipation d'un rajustement monétaire. Ou en passe de le devenir. « A ce petit jeu, la Bourse commence à s'épuiser », remarque un professionnel. Et d'ajouter : « Que lui reste-t-il à espérer maintenant que tous ses vœux ont presque été exaucés ? »

Beaucoup, sous les lambris, partagent cet avis. Et, partant de cette constatation, ils n'étaient pas éloignés de penser que le marché était vraiment entré dans une phase de consolidation plus ou moins longue qui pourrait s'être marquée que par la résistance des « favorites » et par quelques « coups ponctuels » dont l'accomplissement serait favorisé par des mesures gouvernementales adéquates, comme celles en vue pour relancer le BTP. A les en croire, le sentiment commencerait à changer. Et les tenants de ce changement étaient leur thèse sur le ralentissement des achats étrangers observé ces derniers jours. Pour résumer la situation, un gérant de portefeuille comme pour son langage imagé disait à qui voulait l'entendre : « Après avoir été boucanée, les petites françaises seront maintenant rajustées tranquillement dans le collimateur ». Bref, pour la première fois le sentiment était à l'interrogation. Tous, naturellement, ne partageaient pas cette opinion, pour une raison très simple, à leurs yeux : la pénurie de papier est toujours sévère. Or elle a aussi contribué, comme ailleurs, à nourrir la hausse par effet de boule au neige. Au cours d'une conférence de presse, le COPS (Centre d'observation et de prospective sociale) a souligné ce problème bien réel et proposé de le résoudre en facilitant les multinationales à introduire les actions de leurs filiales étrangères sur les places des pays où elles opèrent.

En attendant, cette disette d'actions n'est pas encore près de prendre fin et paraît bien encore réserver

d'incroyables surprises. Quelques-uns du moins l'affirment. Si effectivement les achats extérieurs ont été moins pressants cette semaine, les étrangers n'ont été pour rien ou presque rien dans la baisse des cours, dont la paternité revient aux opérateurs domestiques. Au contraire, ils ont le plus souvent restés l'arme au pied, observant la scène sans s'engager dans l'intérêt, s'occupant même de renforcer leurs positions à la faveur de nouvelles en provenance des entreprises. Il y en a eu encore d'excellentes avec le maintien du dividende chez ELF, les augmentations de bénéfices chez Axidis et chez SEB (+ 23 %), chez Poliet (+ 56,2 %), chez Luchaire (+ 62 %) et chez Rhône-Poulenc (+ 16,2 %). Le titre participatif du groupe chimique nationalisé s'est d'un seul coup senti pousser des ailes. Il n'a pas été le seul. Avec la perspective alléchante de la privatisation, tous les groupes à capitaux d'Etat rentrés en Bourse par une porte dérobée ont mijoté à feu doux. Jusqu'à Michelin, qui a défendu à l'achat 3 000 F. Au sujet de Bihendum, on devrait apprendre dans la nuit qu'il avait fait un retour fracassant dans l'ère des bénéfices (1 milliard de francs), renouant avec le dividende et envisageant de procéder à une double augmentation de capital, l'une en numéraire (1 pour 10 à 2 000 F), l'autre par attribution gratuite (1 pour 3). La Bourse devrait apprécier.

Autre facteur, qui milite en faveur d'une reprise : la position de place, autrement dit le montant des achats à découvert. A cause des indigestions de l'ordinaire, la dernière disponible se rapportait au mois de décembre.

Consciemment, comme dans le bon vieux temps, les responsables de la chambre syndicale ont calculé celle-ci fin mars : 3,61 milliards de francs. Une misère. Elle représente tout juste deux séances de Bourse. Quant à la position vendeur, elle est encore plus faible : 1,58 milliard. En l'état, donc, en principe, pas trop d'alarme. Mais, si l'on se réfère aux portes vendues le 16 heures, la Bourse n'avait pas encore en connaissance des dernières déclarations de M. Balladur, ministre de l'économie et des finances et de la privatisation, au sortir de la session de printemps du FMI à Washington, selon lesquelles la France entendait réduire rapidement, mais prudemment, ses taux d'intérêt. Alors, la Bourse s'apprête-t-elle à changer durablement de registre ou n'a-t-elle cédé, qu'un court moment, à une réaction technique bien naturelle ? Les paris sont ouverts.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 7 au 11 avril

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Fortes reprises

Revigoré par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt, Wall Street s'est très vivement redressé cette semaine. Toutefois, le Dow Jones, qui deux fois, mercredi puis jeudi, avait réussi en cours de séance à repasser la barre des 1 800 points, n'a pas réussi à se maintenir au-dessus de ce niveau. Vendredi, il s'établissait à 1 790,18, ayant ainsi regagné 30,96 points en cinq jours (+ 2,93 %). Si le facteur technique a joué un rôle non négligeable dans ce redressement assez spectaculaire, c'est surtout la rumeur selon laquelle le Fed s'apprête à réduire le taux d'escompte américain qui a galvanisé le marché. Elle est apparue d'autant plus fondée que Washington a déployé tous ses efforts pour inciter les pays industrialisés à s'engager sur la voie de la détente. Les opérateurs n'ont guère tenu compte des bruits qui ont cours sur une action militaire des États-Unis contre la Libye. En revanche, la remontée des prix pétroliers a quelque peu freiné leur ardeur, favorisant même l'apparition de quelques prises de bénéfices, mais dans l'effet a été atténué par l'annonce d'une baisse des prix de gros (- 1,1 %) du mardi.

	Cours 4 avril	Cours 11 avril
Alcoa	41 1/4	41 3/8
ATT	21 7/8	22 1/4
Boston	54	54 5/8
Chrysler	14 1/2	14 3/4
De Post de New York	71 3/4	71 3/4
Eastman Kodak	59 3/8	59 3/8
Exxon	55 1/8	55 3/8
Ford	80 1/4	82 1/8
General Electric	73 1/8	73 1/8
General Motors	59	59 1/4
Goodyear	33 3/4	32 1/8
IBM	148 1/2	149 3/4
ITT	44 1/8	44 1/8
Mobil Oil	29 1/2	29 3/4
Pfizer	56 1/4	56 5/8
Schlumberger	31 1/2	31 1/2
Texas Instruments	39	39 1/4
UAI	53 3/8	54 1/8
Union Carbide	28 3/4	29
US Steel	21 1/8	20 1/8
Westinghouse	53 3/4	55 1/2
Xerox Corp	64	66 1/2

LONDRES

Reprise en fin de semaine

Alourdi en début de semaine par des ventes bénéficiaires, le marché, regagné mardi par l'impact d'une baisse surprise monétaire des taux d'intérêt et toute une série de résultats industriels très satisfaisants, s'est redressé à l'approche du week-end. Il n'a pas réussi toutefois à effacer toutes ses pertes initiales.

Indices « F.T. » du 11 avril : Index triennal, 1 411,9 (contre 1 411,9) ; Index d'or, 278,1 (contre 280,2) ; Index « Etat », (contre 91,67).

	Cours 4 avril	Cours 11 avril
Bocan	386	405
Bovater	338	321
Brit. Petroleum	563	571
Charter	398	398
Courant	313	322
De Beers	740	765
Free State Gold	11 1/8	11 1/8
Glaxo	10 1/4	10 1/4
Imp. Chemical	14 1/2	15 1/4
Imp. Shell	768	763
Unilever	15 49/64	16 13/32
Viscount	540	528
War Loan	40 1/4	41 1/2

(*) En dollars.

FRANCFORT

Nouveau record

Le marché allemand a battu, cette semaine, un nouveau record d'altitude, ce à la surprise générale, la majorité des professionnels ayant redouté que le réajustement des parités dans le SME n'ait un effet négatif. Les valeurs étrangères, qui toutes ont amorcé de bons résultats sans précédent, ont été très fermes.

Indices de la Commerzbank du 11 avril : 2 194,3 (plus haut historique) contre 2 136,5.

	Cours 4 avril	Cours 11 avril
ABG	339	346
BOF	318	319,75
Deutsche Bank	342	354
Commerzbank	324,50	355,00
Deutschebank	863	874,00
Hochst	312	316
Karstadt	301	309
Mannesmann	289	296
Siemens	708,50	715
Volkswagen	599,50	645

TOKYO

Raffermissement

Encouragé par les mesures de relance du marché intérieur, la Bourse japonaise a rattrapé ces derniers jours tout le retard pris la semaine précédente. L'activité, toutefois, a sérieusement fléchi. Le fait saillant a été l'abandon par les groupes Daiichi et Dai Nippon International de leur OPA « hostile » sur le fabricant nippon de rouleaux à billes, Michio.

Indices du 11 avril : Nikkei Dow Jones, 15 326,38 (contre 15 124,33) ; indice général, 1 233,64 (contre 1 210,59).

	Cours 4 avril	Cours 11 avril
Alai	382	389
Bridgeport	620	617
Canon	1 169	1 078
Fuji Bank	1 080	1 078
Honda Motor	1 190	1 180
Mitsubishi Electric	1 510	1 420
Mitsubishi Heavy	385	381
Sony Corp.	3 900	3 888
Toyota Motors	1 438	1 418

MM. Pagézy et Bédier entrent en lice

Le bruit court que M. Bernard Pagézy, président de la Compagnie du Midi, et Claude Bédier, président du groupe AXA, seraient en train de monter une nouvelle société pour la distribution de produits pharmaceutiques. Cette société, qui s'appellerait « Pharmax », aurait pour objet de distribuer les produits pharmaceutiques de la Compagnie du Midi et du groupe AXA. Les deux hommes, qui sont tous les deux des hommes d'affaires expérimentés, ont déjà travaillé ensemble dans le passé. Cette nouvelle société pourrait être une réponse aux besoins croissants du marché pharmaceutique français.

Les actionnaires de la Compagnie du Midi, qui ont voté en faveur de la proposition de M. Pagézy, ont été satisfaits de cette nouvelle initiative. Ils ont estimé que cette société pourrait apporter de nombreux avantages à la Compagnie du Midi et au groupe AXA.

En clair, cela signifie que M. Claude Bédier, qui a été élu président de la Compagnie du Midi, a obtenu le soutien de la majorité des actionnaires. Cela est une bonne nouvelle pour la Compagnie du Midi, car cela signifie que M. Bédier pourra mettre en œuvre ses projets sans rencontrer de difficultés.

Toujours en clair, cela signifie que M. Pagézy n'a pas pu obtenir le soutien de la majorité des actionnaires. Cela est une mauvaise nouvelle pour M. Pagézy, car cela signifie qu'il ne pourra pas mettre en œuvre ses projets.

F. R.

Bâtiment, travaux publics

	11-4-86	Diff.
Auxil. d'entreprises	1 280	+ 20
Bouygues	1 099	+ 40
Ciments Français	1 745	+ 63
Dunlop	1 280	+ 67
GTM	246	+ 21,60
J. Lafarge	1 435	+ 15
Matras	1 435	+ 15
Poliet et Chausson	1 270	+ 62
SGE-SB	72	+ 1,20

Pétroles

	11-4-86	Diff.
Elf-Aquitaine	268,80	+ 30,80
Esso	444	+ 21
Exxon	415,50	+ 14,50
Francep	314	+ 19
Petrolina	1 153	+ 52
Petrolis B.P.	1 113,90	+ 3,90
Primagaz	492	+ 19
Raffinage	120	+ 12
Royal Dutch	552	+ 3
Sogehap	530	+ 3
Total	357,50	+ 24,50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 4 avril	Cours 11 avril
Or fin (100 onces) ...	81 200	80 200
= (100 onces) ...	80 800	80 800
Pièces françaises (10 gr.)	480	480
Pièces françaises (20 gr.)	960	960
Pièces françaises (50 gr.)	2 400	2 400
Pièces françaises (100 gr.)	4 800	4 800
Pièces françaises (200 gr.)	9 600	9 600
Pièces françaises (500 gr.)	24 000	24 000
Pièces françaises (1 000 gr.)	48 000	48 000
Pièces françaises (2 000 gr.)	96 000	96 000
Pièces françaises (5 000 gr.)	240 000	240 000
Pièces françaises (10 000 gr.)	480 000	480 000
Pièces françaises (20 000 gr.)	960 000	960 000
Pièces françaises (50 000 gr.)	2 400 000	2 400 000
Pièces françaises (100 000 gr.)	4 800 000	4 800 000
Pièces françaises (200 000 gr.)	9 600 000	9 600 000
Pièces françaises (500 000 gr.)	24 000 000	24 000 000
Pièces françaises (1 000 000 gr.)	48 000 000	48 000 000
Pièces françaises (2 000 000 gr.)	96 000 000	96 000 000
Pièces françaises (5 000 000 gr.)	240 000 000	240 000 000
Pièces françaises (10 000 000 gr.)	480 000 000	480 000 000
Pièces françaises (20 000 000 gr.)	960 000 000	960 000 000
Pièces françaises (50 000 000 gr.)	2 400 000 000	2 400 000 000
Pièces françaises (100 000 000 gr.)	4 800 000 000	4 800 000 000
Pièces françaises (200 000 000 gr.)	9 600 000 000	9 600 000 000
Pièces françaises (500 000 000 gr.)	24 000 000 000	24 000 000 000
Pièces françaises (1 000 000 000 gr.)	48 000 000 000	48 000 000 000
Pièces françaises (2 000 000 000 gr.)	96 000 000 000	96 000 000 000
Pièces françaises (5 000 000 000 gr.)	240 000 000 000	240 000 000 000
Pièces françaises (10 000 000 000 gr.)	480 000 000 000	480 000 000 000
Pièces françaises (20 000 000 000 gr.)	960 000 000 000	960 000 000 000
Pièces françaises (50 000 000 000 gr.)	2 400 000 000 000	2 400 000 000 000
Pièces françaises (100 000 000 000 gr.)	4 800 000 000 000	4 800 000 000 000
Pièces françaises (200 000 000 000 gr.)	9 600 000 000 000	9 600 000 000 000
Pièces françaises (500 000 000 000 gr.)	24 000 000 000 000	24 000 000 000 000
Pièces françaises (1 000 000 000 000 gr.)	48 000 000 000 000	48 000 000 000 000
Pièces françaises (2 000 000 000 000 gr.)	96 000 000 000 000	96 000 000 000 000
Pièces françaises (5 000 000 000 000 gr.)	240 000 000 000 000	240 000 000 000 000
Pièces françaises (10 000 000 000 000 gr.)	480 000 000 000 000	480 000 000 000 000
Pièces françaises (20 000 000 000 000 gr.)	960 000 000 000 000	960 000 000 000 000
Pièces françaises (50 000 000 000 000 gr.)	2 400 000 000 000 000	2 400 000 000 000 000
Pièces françaises (100 000 000 000 000 gr.)	4 800 000 000 000 000	4 800 000 000 000 000
Pièces françaises (200 000 000 000 000 gr.)	9 600 000 000 000 000	9 600 000 000 000 000
Pièces françaises (500 000 000 000 000 gr.)	24 000 000 000 000 000	24 000 000 000 000 000
Pièces françaises (1 000 000 000 000 000 gr.)	48 000 000 000 000 000	48 000 000 000 000 000
Pièces françaises (2 000 000 000 000 000 gr.)	96 000 000 000 000 000	96 000 000 000 000 000
Pièces françaises (5 000 000 000 000 000 gr.)	240 000 000 000 000 000	240 000 000 000 000 000
Pièces françaises (10 000 000 000 000 000 gr.)	480 000 000 000 000 000	480 000 000 000 000 000
Pièces françaises (20 000 000 000 000 000 gr.)	960 000 000 000 000 000	960 000 000 000 000 000
Pièces françaises (50 000 000 000 000 000 gr.)	2 400 000 000 000 000 000	2 400 000 000 000 000 000
Pièces françaises (100 000 000 000 000 000 gr.)	4 800 000 000 000 000 000	4 800 000 000 000 000 000
Pièces françaises (200 000 000 000 000 000 gr.)	9 600 000 000 000 000 000	9 600 000 000 000 000 000
Pièces françaises (500 000 000 000 000 000 gr.)	24 000 000 000 000 000 000	24 000 000 000 000 000 000
Pièces françaises (1 000 000 000 000 000 000 gr.)	48 000 000 000 000 000 000	48 000 000 000 000 000 000
Pièces françaises (2 000 000 000 000 000 000 gr.)	96 000 000 000 000 000 000	96 000 000 000 000 000 000
Pièces françaises (5 000 000 000 000 000 000 gr.)	240 000 000 000 000 000 000	240 000 000 000 000 000 000
Pièces françaises (10 000 000 000 000 000 000 gr.)	480 000 000 000 000 000 000	480 000 000 000 000 000 000

et, dans une nouvelle qui
un tournant dans la litté-
rature moderne, *Séoul*.

ANDRÉ FABRE.
Professeur à l'Ecole
des langues orientales

ANDRÉ FABRE.
Professeur à l'Ecole
des langues orientales

L'ESPAGNE S

Le 5 juillet 1985, l'évêque coréen avait publié un appel : « Pour une humanisation de la société ». Quelques jours auparavant, il avait soutenu une pétition qui a circulé tout le pays, affirmant que « les ouvriers coréens vivent dans des conditions misérables et que la faiblesse de leurs salaires est un facteur d'exploitation et de marginali-

Le pape n'avait pas découragé, au contraire, cette campagne de caractère social. « Trop pauvre », avait-il déclaré devant les ouvriers de Pusan, l'homme est traité comme un outil qui devrait coûter le minimum et produire le maximum. »

Les protestants ont joué au premier rang de la lutte en faveur des droits de l'homme. Le 12 décembre dernier, le Conseil national des châtillons de Corée a dénoncé les emprisonnements arbitraires, les perquisitions et saisies de toute nature. Dans le pays, ils ont joué un grand rôle en faveur de l'émancipation féminine en ouvrant les premières écoles supérieures et universités aux jeunes filles.

Préoccupés par les sécheresses internes, politiques et sociales, les églises de Corée du Sud tentent enfin de rétablir les liens avec les chrétiens du Nord. Il en résulte quelques quarante mille exilés le lendemain de la guerre, la Corée, mais il n'est plus possible aujourd'hui d'estimer leur nombre. Ils sont tous sans doute quelques milliers dépourvus de prêtres, de pasteurs ou d'évêques, privés de libéral religieux et de tout contact avec l'extérieur.

HENRI TINCO.

Aux yeux des Arabes
la décolonisation au Maghreb...
ne sera achevée
qu'avec le départ de l'Espagne
de ses colonies on terre marocaine.
Dans d'autres valées hors du temps,
des Espagnols m'ont entendu
cas de cette oreille...

pays, un regard qui n'est pas le
sûr et qui est une doute plus
laine. La machine que l'en
est plus que celle
à laquelle nous pourrions jamais
prétendre. Elle s'élève chez eux à un
détachement critique et à une
prudence qui se préserve de
toute illusion, comme de tout
engouement inconsidéré. Il
peut-être inutile d'écou-
ter parfois ce qu'ils ont à dire.

DANIEL BOUCHEZ,
CNRS, Université Paris VII

Toutes informations économiques, financières et industrielles concernant la Corée du Sud à votre entière disposition.

A PARIS
Directeur :
Bok-Young Shin
30, avenue
George-V
75008 Paris
Tél. : 47-20-74-58
Tlx : 613 490 F

FRONTIÈRES

L'ESPAGNE SOUS SES SOLEILS DU MAROC

par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Le 3 juillet 1985, l'épave d'un avion de ligne a été découverte dans le désert du Maroc. Pour une humanité supranationale, il avait été prévu que l'avion soit découvert dans le désert du Maroc. Les autres membres de l'équipage ont été retrouvés dans le désert du Maroc. L'avion était un Boeing 747, qui avait été abattu par des forces armées marocaines. Les corps des passagers ont été retrouvés dans le désert du Maroc. L'avion était un Boeing 747, qui avait été abattu par des forces armées marocaines. Les corps des passagers ont été retrouvés dans le désert du Maroc.

Le 3 juillet 1985, l'épave d'un avion de ligne a été découverte dans le désert du Maroc. Pour une humanité supranationale, il avait été prévu que l'avion soit découvert dans le désert du Maroc. Les autres membres de l'équipage ont été retrouvés dans le désert du Maroc. L'avion était un Boeing 747, qui avait été abattu par des forces armées marocaines. Les corps des passagers ont été retrouvés dans le désert du Maroc.

Le 3 juillet 1985, l'épave d'un avion de ligne a été découverte dans le désert du Maroc. Pour une humanité supranationale, il avait été prévu que l'avion soit découvert dans le désert du Maroc. Les autres membres de l'équipage ont été retrouvés dans le désert du Maroc. L'avion était un Boeing 747, qui avait été abattu par des forces armées marocaines. Les corps des passagers ont été retrouvés dans le désert du Maroc.

ISSÉ

Le 3 juillet 1985, l'épave d'un avion de ligne a été découverte dans le désert du Maroc. Pour une humanité supranationale, il avait été prévu que l'avion soit découvert dans le désert du Maroc. Les autres membres de l'équipage ont été retrouvés dans le désert du Maroc. L'avion était un Boeing 747, qui avait été abattu par des forces armées marocaines. Les corps des passagers ont été retrouvés dans le désert du Maroc.

LA BANQUE DE CORÉE
(THE BANK OF KOREA)

Toutes informations économiques, financières et commerciales concernant la Corée du Sud à votre entière disposition.

Le 3 juillet 1985, l'épave d'un avion de ligne a été découverte dans le désert du Maroc. Pour une humanité supranationale, il avait été prévu que l'avion soit découvert dans le désert du Maroc. Les autres membres de l'équipage ont été retrouvés dans le désert du Maroc. L'avion était un Boeing 747, qui avait été abattu par des forces armées marocaines. Les corps des passagers ont été retrouvés dans le désert du Maroc.

Aux yeux des Arabes la décolonisation au Maghreb ne sera achevée qu'avec le départ de l'Espagne de ses enclaves en terre marocaine. Dans deux villes hors du temps, des Espagnols ne l'entendent pas de cette oreille...

Il y a quelques semaines, des musulmans marocains ont manifesté qu'ils souhaitent obtenir immédiatement la pleine nationalité d'un pays européen (le Maroc du 30 janvier et du 1^{er} février). L'histoire se mettrait-elle quelque part à marcher comme une escouade ? Cela se passait à Ceuta et à Melilla, deux ports oubliés que l'Espagne possède depuis près d'un demi-millénaire sur la côte septentrionale du Maroc, deux volées d'îlots, encore plus oubliés ; toutes possessions que Madrid, franquiste ou socialiste, protège jalousement.

La souveraineté espagnole sur Ceuta et Melilla est antérieure à l'existence de l'Etat marocain, précise l'ambassade d'Espagne à Paris, révélant sans le savoir l'opinion d'un contentieux dans lequel chaque partie est prête à agiter tout argument, même le plus douteux. Certes l'implant espagnole au nord-est de l'Afrique a de nombreuses racines, mais cela permet-il pour autant de nier que l'Etat marocain était né, à Fez, avant même l'an mil ? Faux argument auquel fait écho la franchise d'un quotidien nationaliste de Rabat : « En Espagne, on a encore la hantise du Maure, hantise malaxée avec de la haine ».

Aucun Arabe, aucun musulman digne de ce nom ne peut envisager d'absoudre Madrid du péché de « colonialisme », même s'il est réduit à un niveau presque folklorique. Modestes cités andalouses en territoire chérifien, restées au fil de l'islam comme des épinettes que le temps n'a pas rendu moins douloureuses, au contraire.

1415 : alors que l'Andalousie est encore islamique pour

soixante-dix ans, les Portugais « au nom de la Chrétienté » s'emparant de Ceuta, « mille fois maudite » car d'elle était partie, en 710, la Conquête arabo-berbère de l'Espagne. En 1580, par un jeu dynastique, Ceuta est remise aux Castillans, et, depuis lors, elle continue de purger, sous férule catholique, son « péché originel ».

Les larmes de Boabdil

1497 : alors que la Reconquête est achevée en Espagne depuis cinq ans, les Espagnols s'adjugent Melilla, qui venait de voir couler « les larmes de femme » de Boabdil, dernier prince musulman ayant régné en Espagne. Un temps gage contre une éventuelle revanche des Andalous musulmans, ces pieds-noirs à l'écart, Melilla, depuis lors, est restée espagnole, et même plutôt deux fois qu'une.

« La dignité, c'est la légitimité », observait Chateaubriand. « Depuis cinq cents ans nous disons : l'an prochain à Seba et Melilla », rétorqueraient les Marocains. Le filon de la balance pourrait bien rester droit comme un fil.

A Madrid, derrière la raideur des positions officielles — explicites aujourd'hui en raison du souci d'une dynastie et d'un gouvernement encore fragiles de ne pas être traités de « bradeurs » par une opinion à l'occasion coccardière — on est en réalité plutôt embêté. L'établissement, au début de l'année, de relations diplomatiques avec Israël, quelque compensé par le statut diplomatique (1) accordé ensuite aux Palestiniens de Yasser Arafat, a fait redouter à la classe politique

espagnole que ses partenaires arabes traditionnellement chéris (Franco lui-même en longtemps une garde-maître) ne prennent la mouche, par exemple à propos de Ceuta et Melilla. Mais pour une fois les Arabes ont fait passer leurs intérêts avant leurs passions.

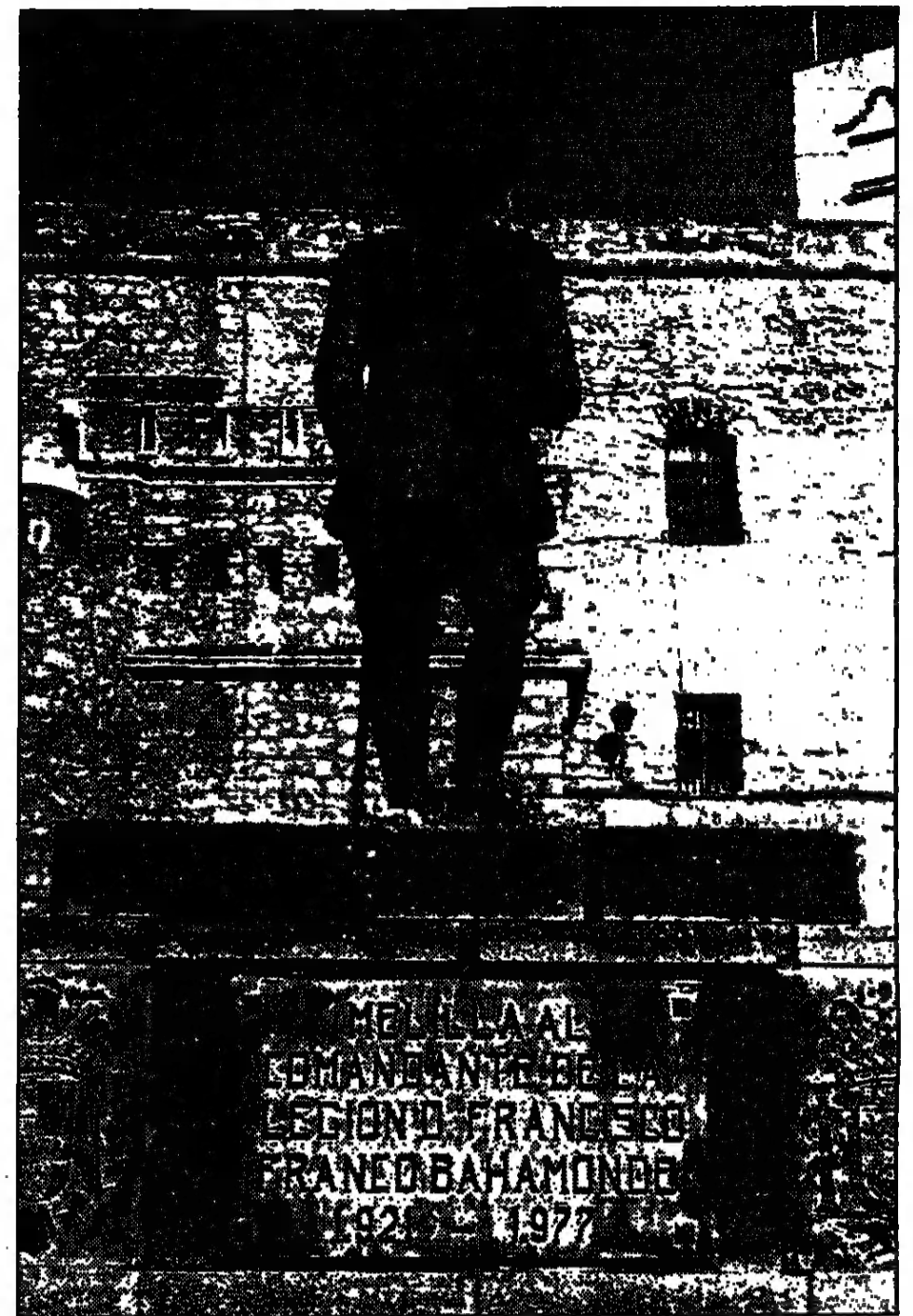
Celles-ci, en revanche, se sont déchaînées dans les deux villes-sœurs d'Afrique espagnole. « Cuidao del Moro ! » — Attention au Maure, — la multiséculaire formule lancée machinalement par les mères couteuses et melloises aux enfants partant pour l'école, a repris du relief. On s'est échauffé dans les cafés et les boutiques des deux ports : « Si notre gouvernement donne un passeport aux musulmans, le jour où ils seront assez nombreux ils réclameront le rattachement de nos cités au Maroc ». En somme, « Non au cheval de Troie ! », même si Madrid a pris la précaution de ne promettre sa pleine nationalité aux étrangers que dans une décennie.

En cas de « marche verte » des Marocains, comme en 1975 pour récupérer le Sahara espagnol, Ceuta et Melilla seraient en tout cas bien gardées : à chaque coin de rue on se heurte à des militaires rongés par le feu dans ces places minuscules où pourtant l'opérette tourne peut-être un jour à la tragédie : déjà deux morts et plusieurs blessés lors des troubles de la décennie écoulée.

La Vierge est maire

Contre le mauvais sort, Ceuta a trouvé une parade... imparable : jusqu'en 1954 l'alcade — le maire, mais le terme vient de l'arabe *el calid*, — de la cité était censé tenir ses pouvoirs de la Vierge Marie. Depuis cette date, la Mère de Jésus a été elle-même proclamée par le conseil municipal « *alcadesa* » de Ceuta à perpétuité, sous forme d'une statue en bois du quinzième siècle à laquelle sont rendus les honneurs militaires.

La Vierge porte, accroché au bras, un « bâton de pouvoir » qu'on vient lui emprunter pour confirmer dans son poste chaque nouveau titulaire d'une haute charge civile ou militaire dans l'agglomération. Une confrérie ad hoc veille scrupuleusement à faire respecter les « droits » de la Vierge de l'Africa.



Ville de Melilla : Statue de Franco, alors chef de la Légion étrangère.

Prise de court, la ville-sœur, mais rivale, de Ceuta, à peine moins mariale, n'a tout de même pas osé, Marie étant accaparée, élire Dieu en personne à la tête de sa municipalité... Elle joue donc la carte martiale : « Ah ! parles-

nous des matamores de Ceuta. On voit les lumières de leurs maisons de la côte andalouse, ils n'ont qu'à claquer leurs doigts pour qu'on leur porte secours, tandis qu'il faut huit heures de bateau pour arriver chez nous. Et en plus, avec nos voisins algériens, on ne sait jamais... »

Melilla adore se faire peur. A défaut de touristes à attirer, comme à Ceuta, cela l'occupe. En réalité, sa garnison de plusieurs milliers d'hommes est armée jusqu'aux dents. Quant à Alger, dans son éternelle confrontation avec Rabat, il n'est pas fâché du statu quo qui lui permet de se livrer à des gorges chaudes sur l'« incapacité de la monarchie alaouite à mettre fin aux séquelles du colonialisme espagnol ».

Désert des Tartares

Alors que l'Espagne oublie doucement Franco, Melilla se plaint encore à entendre ses « gros bras » rappeler haut et fort à l'étranger de passage qu'elle fut, le 17 juillet 1936, le point de départ du mouvement qui devait extirper les « rouges » de la mère-patrie.

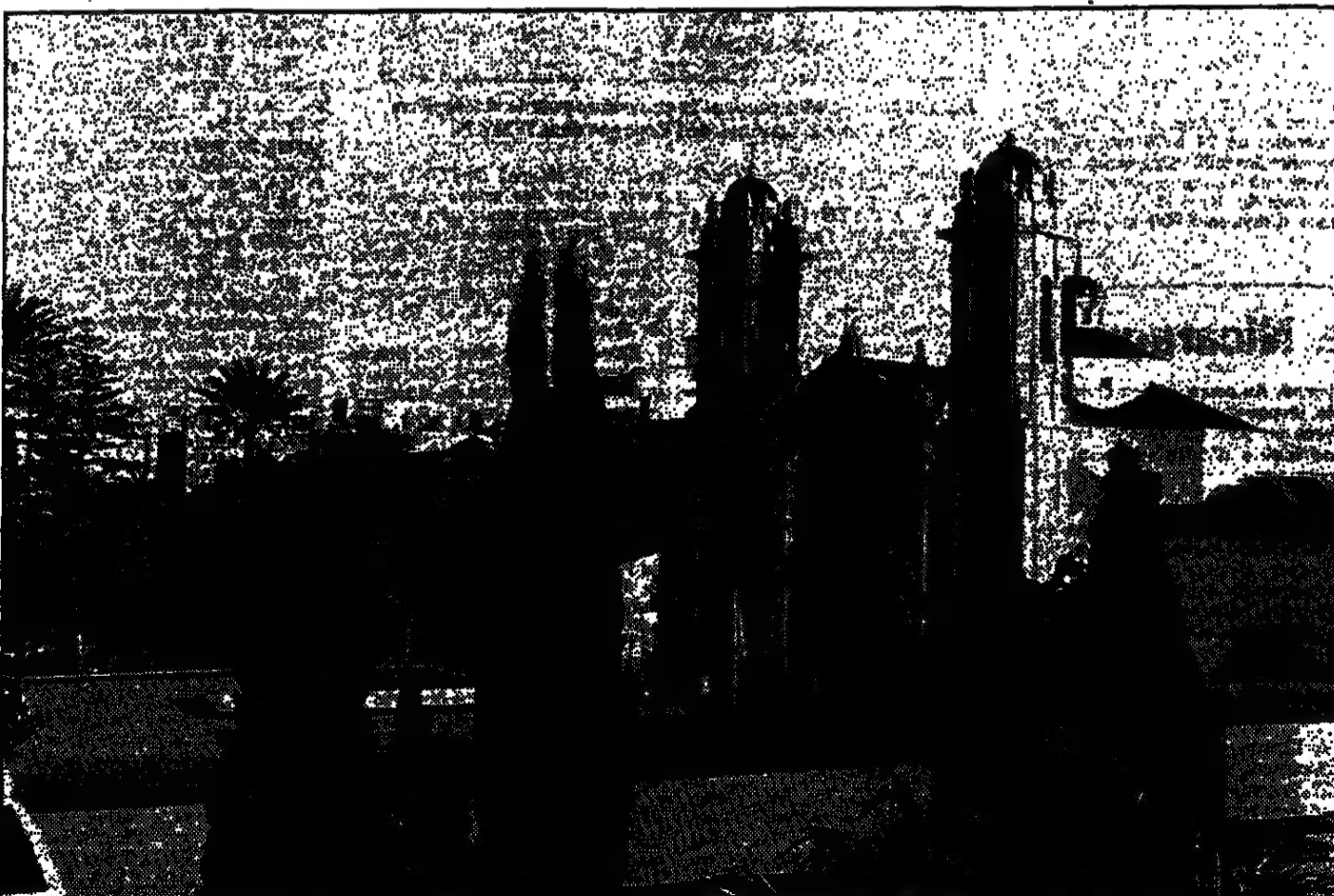
Mais les machos de Melilla ont de moins en moins l'occasion d'en remonter au visiteur. Depuis la vague des pieds-noirs d'Algérie, dont certains s'arrêtèrent ici, en 1962, les arrivants n'ont cessé de se clairsemer et le nombre d'habitants « bons chrétiens » a commencé à diminuer. Selon l'hebdomadaire madrilène *Cambio 16*, 40 % des résidents de Melilla ont déjà une maison en Espagne. Si les autres n'en ont pas, c'est sans doute plus à cause de leur pauvreté que de leur volonté de tenir à tout prix, « en cas de malheur ».

Le sentiment que Dino Buzzati aurait pu situer par ici son *Désert des Tartares* est encore plus pesant dans les quelques îles complétant les « Territoires de souveraineté espagnole dans le Nord de l'Afrique » : d'est en ouest : Chafarinas, Alhucemas, Velez de la Gomera, respectivement conquises en 1848, 1673 et 1508. Alors que ces trois groupes de rochers émergeant (65 hectares en tout) se débrouillaient pour accueillir chacun jusqu'à cinq cents habitants en 1930 (2), ils ne comptent plus guère aujourd'hui que quelques dizaines de résidents, soldats ou pêcheurs.

Jamais le terme espagnol *presidio*, qui désigne à la fois un bagne et une garnison et qui s'applique depuis des siècles aux possessions hispaniques du Maghreb (3), n'aura été mieux employé qu'en ces lieux hors du temps qui, avouons-le, forment l'une des dernières surprises des voyages, à l'heure où tout est de plus en plus pareil partout.

Que ces vestiges d'une histoire à peine apaisée vivent encore sur la côte du Rif dépend sans doute moins de Madrid ou de Rabat que de... Londres. « Le jour où l'Espagne récupérera Gibraltar, que l'Angleterre occupe depuis 1713, le Maroc aura forcément Seba et Melilla. Aucune puissance au monde ne permettra jamais à un seul pays, l'Espagne, de posséder les deux verrous du même détroit stratégique mondial », a laissé tomber, un jour, lucidement, le roi Hassan II.

(1) Comme à Athènes et Vienne.
(2) Ceuta et Melilla n'abritaient pas aujourd'hui 150 000 âmes à elles deux, y compris environ 15 % de musulmans.
(3) Officiellement les bagues de Ceuta et Melilla ont été supprimées en 1966.



Eglise de style espagnol à Ceuta.

MARS 1986 DANS LE MONDE

ÉTRANGER

Le temps, la conscience, la vertu

par Philippe Boucher

ENCORE que les Autrichiens paraissent s'en moquer comme de collatage, l'appartenance de M. Kurt Waldheim aux SA lors de la domination nazie ramène à la surface des choses la sempiternelle question sur le droit à l'oubli et sur le droit à l'erreur.

Mais l'oubli, fils décevant de l'erreur, s'il échoue dans son œuvre, engendre à son tour le mensonge.

Car, comme il est avéré que M. Waldheim s'est, au minimum, fourvoyé dans sa jeunesse avec les fanatiques qui emprisonnèrent son père, comme il n'est pas moins manifeste que l'ancien secrétaire général des Nations unies a vivement protesté de son innocence, il faut bien convenir que le diplomate a ajouté le mensonge à la faute.

Il serait tout à fait vain d'épiloguer sur ce qu'aurait eu de grand, pour son auteur, la reconnaissance loyale et prompte de cette faute. D'autant que cela n'aurait même pas forcément compromis ses chances pour l'élec-

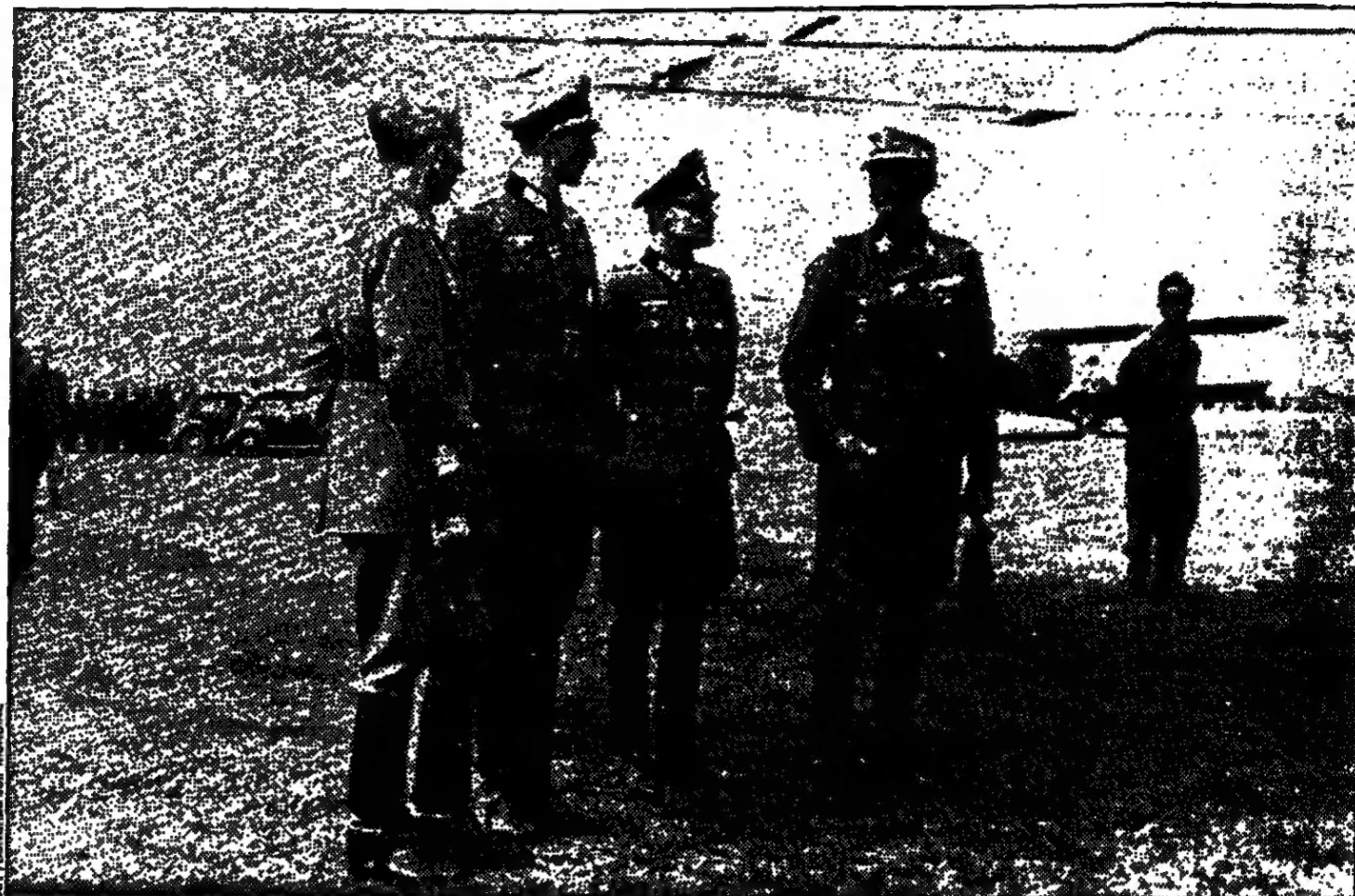
tion à la présidence de la République de son pays.

Mais M. Waldheim n'a, pas plus que d'autres, surpris dans des circonstances similaires, emprunté la voie majestueuse de l'aveu. Il n'est pas le premier qui confie au temps, plutôt qu'à sa conscience, le soin de gérer sa vertu.

La question demeure. Jusqu'à quel point peut-on consentir un tel droit à l'oubli au profit d'un homme qui aspire à la plus haute des fonctions nationales ?

Le droit à l'oubli n'est-il pas par définition en raison inverse de la publicité des ambitions, et de leur ampleur ? L'amnésie, outil de paix sociale, peut-elle bénéficier à celui qui prétend s'élever au-dessus des foules pour les gouverner ?

Ce serait trop oublier que, derrière l'idée de pouvoir, flotte constamment le principe aristocratique qui revient à désigner, fût-ce en démocratie, les meilleurs, y compris sur le chapitre de l'honneur.



M. Kurt Waldheim (2^e à partir de la gauche), en uniforme de l'armée allemande, le 22 mai 1943, en Yougoslavie.

2. - CISJORDANIE : Assesment, à Naplouse, par un inspecteur de Zafer Al Masri, qui, bien que désigné au poste de maire de la ville par les autorités militaires israéliennes, en novembre 1985, bénéficiait du soutien de la Jordanie et de l'OPL. Ses obèses, le 3, donnent lieu à une imposante manifestation de nationalisme palestinien. (4, 5, et 6.)

4. - AUTRICHE : M. Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU et candidat à l'élection présidentielle du 4 mai avec le soutien du Parti populiste (droite), est accusé par le Congrès juif mondial d'avoir participé à des massacres de partisans yougoslaves et à la déportation de juifs grecs pendant la seconde guerre mondiale. M. Waldheim dément ces accusations qui sont pourtant corroborées par la publication d'un document officiel yougoslave datant de 1947. (Du 5 au 8, 12, 20 et à partir du 27.)

5. - TCHAD : Les forces du président Hissène Habré représentent une nouvelle offensive des troupes pro-lybiennes du GUNT dans la région de Kalait-Oum-Chalouba. Les assaillants subissent de lourdes pertes. Une autre « patrouille de provocateurs libyens » est « anéantie », le 17, au nord de Koro-Toro, par les forces gouvernementales qui détruisent la base du GUNT de Chicha, au nord du seizième parallèle. (7, 8, 14, 15, 19 et 20/III, 3/IV.)

6. - FINANCES MONDIALES : La réduction de 4 % à 3,5 % des taux d'escompte de la

Banque fédérale d'Allemagne et de la Banque des Pays-Bas donne le signal d'une diminution générale des taux d'intérêt dans le monde : en France (8,25 % contre 8,5 %), puis, le 7, au Japon (4 % contre 4,5 %), et aux Etats-Unis (7 % contre 7,5 %), enfin, le 19, en Grande-Bretagne (11,5 % contre 12,5 %). Cette baisse sur les taux est suivie d'une action concertée des banques centrales pour mettre un terme à la baisse du dollar : à Paris, de 6,75 F le 4, il repasse au-dessus de 7 F, le 24. (Du 7 au 10, 16-17, du 20 au 25 et 30-31.)

6. - URSS : Le vingt-septième congrès du PC soviétique s'achève par un profond remaniement des instances dirigeantes. Outre M. Mikhail Gorbatchev, M. Yegor Ligatchev, chargé de l'idéologie, et M. Lev Zaitkov, chargé de l'industrie et de l'armement, sont membres à la fois du secrétariat et du bureau politique. Au secrétariat du parti, cinq des onze élus le sont pour la première fois. Au comité central, 93 des 307 membres sont nouveaux, mais plusieurs personnalités de l'ère Brejnev sont maintenues. (Du 1^{er} au 11, 14 et 15.)

7. - AFRIQUE DU SUD : L'état d'urgence instauré le 21 juillet 1985 est levé dans les 23 circonscriptions où il était encore en vigueur. Mais les troubles se poursuivent dans les cités noires, faisant au moins cent morts jusqu'à la fin du mois. (Du 6 au 14, 18, 19, 20, 23-24 et du 27 au 31.)

7. - ETATS-UNIS-URSS : Washington demande à Moscou de

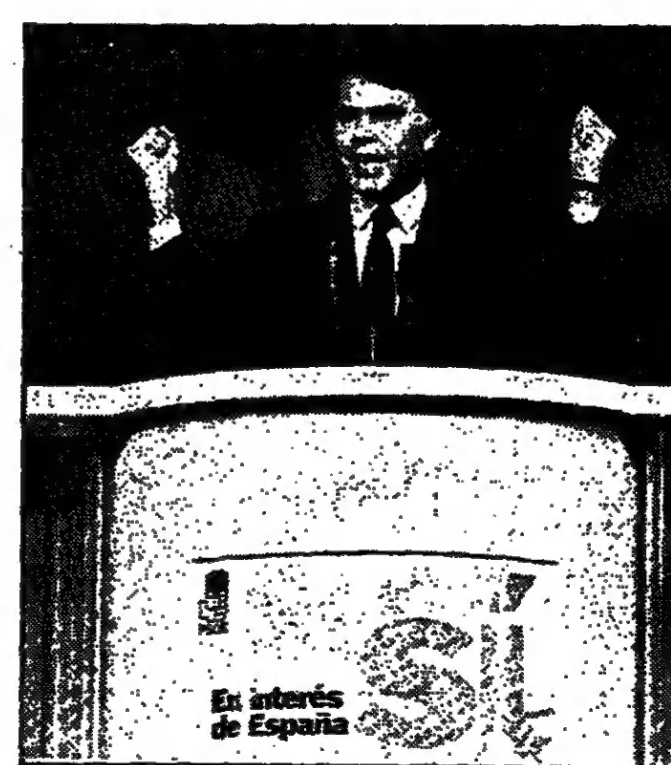
réduire d'un tiers, en deux ans, le personnel diplomatique soviétique accrédité aux Nations unies à New York. (9-10, 13, 16-17 et 23-24.)

12. - ESPAGNE : Au référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN, les « oui » obtiennent 52,6 % et les « non », 39,8 %. C'est un succès inattendu pour M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement socialiste, autrefois hostile à l'alliance atlantique, mais qui s'est engagé à fond dans la campagne en faveur du « oui ». (6, 8, 12, 14, 15 et 23-24.)

12. - SUÈDE : M. Ingvar Carlsson, président du Parti social-démocrate et chef de gouvernement par intérim, est élu premier ministre par le Parlement. Les obsèques d'Olof Palme ont lieu le 15, à Stockholm, en présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, dont M. Mitterrand. L'enquête sur l'assassinat du premier ministre suédois, arrêté le 12, est relancée le 19. (Du 2 au 8, 12, 13 et du 15 au 21.)

13. - ESPACE : Deux cosmonautes soviétiques partent à bord du vaisseau Soyuz T-15 rejoindre la nouvelle station orbitale Mir (Paix), lancée le 20 février. (15 et 16.)

14. - ESPACE : La sonde européenne Giotto s'approche à 577 kilomètres de la comète de Halley, qui revient au voisinage de la Terre à intervalles de 74 à 79 ans. Giotto transmet des milliers de photos et de mesures de la comète, qui avait déjà été observée, les 6 et 9, à une distance d'environ 8 000 km, par les



M. Felipe Gonzalez pendant la campagne pour le référendum du 12 sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN.

sondes soviétiques Vega-1 et Vega-2. (5 et du 8 au 17.)

14. - ETATS-UNIS : La semaine boursière s'achève à Wall Street en battant deux records : la hausse hebdomadaire la plus forte (92,91 points) et le nombre d'actions échangées le plus élevé (883,02 millions). Le 20, puis le 26, l'indice des valeurs industrielles franchit la barre des 1800. (Du 13 au 17, 22, 23-24 et du 28 au 31.)

16. - SUISSE : Les électeurs suisses, consultés par référendum, rejettent par 75,67 % des voix la proposition gouvernementale d'adhésion de leur pays à l'ONU (14 et 18.)

17. - GRANDE-BRETAGNE : Mort de Sir John Bagnot Gubb, dit Gubb Pacha, général britannique, chef de la Légion arabe de 1939 à 1956. (19.)

19. - EGYPTES : Une voiture de l'ambassade d'Israël est la cible de rafales d'armes automatiques près de la Foire internationale du Caire. Une fonctionnaire israélienne est tuée et trois autres Israéliens blessés. L'attentat est revendiqué par l'Organisation révolutionnaire égyptienne. (21, 22 et 25.)

20. - ITALIE : Un vaste réseau de production de vin trafiqué au méchant est découvert. Au moins quinze personnes meurent après en avoir bu. (Du 23 au 28/III et 5/IV.)

21. - IRAN-IRAK : Bagdad est « fermement condamné » par le

council de sécurité de l'ONU pour avoir utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes, en particulier dans la péninsule irakienne de Fao, où a lieu depuis le 9 février l'une des batailles les plus meurtrières de ce conflit qui dure depuis plus de cinq ans. (13, 15, 16-17 et du 20 au 29.)

22. - ITALIE : Mort de Michele Sindona, ex-banquier sicilien impliqué dans les scandales de la banque Ambrosiano et de la loge P 2. Condamné à la prison à vie, le 18, pour l'assassinat d'un magistrat, il avait absorbé, le 20, dans sa cellule, du café contenant du cyanure. (Du 20 au 25.)

24. - PÉTROLE : Les ministres du pétrole des treize pays membres de l'OPEP, réunis à Genève depuis le 16, suspendent leurs travaux jusqu'au 15 avril : ils n'ont pas réussi à trouver un accord sur la limitation de leur production. Après cet échec, les prix du pétrole continuent de chuter sur les marchés libres : le 31, pour la première fois depuis 1974, le cours du baril oscille autour de 10 dollars, soit trois fois moins que quatre mois auparavant. (5, 6, 11 et à partir du 16.)

25. - PHILIPPINES : La présidente Corason Aquino promulgue une Constitution provisoire qui lui donne les pleins pouvoirs législatifs. Un référendum sur la nouvelle Constitution, qui va être élaborée, et des élections législatives seront organisées avant la fin de l'année. La

guérilla communiste a accepté, le 24, le principe des négociations proposées par Mme Aquino. Cependant, le nouveau gouvernement poursuit ses efforts pour tenter de récupérer une partie de la fortune illégalement amassée par M. Marcos en vingt ans de pouvoir, qui pourrait s'élever à 10 milliards de dollars. (Du 1 au 27.)

26. - MÉDECINE : Deux équipes de chercheurs, l'une française, l'autre américaine, annoncent, à quelques heures d'intervalle, la découverte de deux nouveaux virus du SIDA, qui viennent d'Afrique. (27 et 28.)

27. - CENTRAFRIQUE : Des manifestations antifrancaises ont lieu à Bangui après l'annonce d'un Jagnar de l'armée de l'air française, qui s'est écrasé sur un quartier populaire de la capitale, faisant trente-cinq morts. (Du 28/III au 3/IV.)

27. - ETATS-UNIS-RFA : Bonn et Washington signent un double accord sur la participation des entreprises occidentales à l'initiative de défense stratégique (IDS), le programme de recherche lancé en mars 1983 par le président Reagan sur les systèmes de défense spatiale. (14, du 21 au 24 et 29.)

28. - TCHAD : La rencontre entre M. Hissène Habré, président du GUNT, et M. Goukouni Oueddei, président du GUNT, prévue au Congo en présence de M. Abdou Diouf, président en exercice de l'OUA et chef de l'Etat togolais, et M. Sossou Nguesso, président du Congo, n'a pas lieu. M. Goukouni Oueddei ayant refusé de s'y rendre. (7, 14 et du 29/III au 1/IV.)

29. - ETATS-UNIS-URSS : M. Gorbatchev propose, dans un appel solennel à la télévision soviétique, de « rencontrer rapidement » M. Reagan dans une capitale européenne pour négocier un arrêt total des essais nucléaires. M. Reagan rejette cette proposition, de même qu'il a refusé de se joindre au moratoire sur les essais nucléaires que l'URSS observe depuis août 1985. (Du 14 au 18, 25 et 30-31/III, 1^{er}, 2 et 3/IV.)

29. - ITALIE : La cour d'assises de Rome acquitte pour « insuffisance de preuves » les six inculpés de la filière bulgare, trois Bulgares et trois Turcs présumés complices d'Abd al-Agha, qui tenta, le 13 mai 1981, d'assassiner Jean-Paul II. (1^{er} et 30-31/III, 1^{er}/IV.)

31. - CEE-ETATS-UNIS : Washington menace les pays de la Communauté européenne de représailles commerciales pour composer les restrictions imposées aux exportations agricoles américaines vers l'Espagne et le Portugal depuis ces deux pays font partie de la CEE. (6, 7 et 28/III, 2, 3 et 4/IV.)

31. - MEXIQUE : Un Boeing 727 mexicain s'écrase à 130 km au nord de Mexico, faisant 166 morts. (2 et 6-7/IV.)

Les Etats-Unis, la Libye et le Nicaragua

Le 7, M. Ronald Reagan désigne M. Philip Habib pour être son représentant spécial pour l'Amérique centrale et la charge de parvenir à un règlement négocié au Nicaragua. Mais il souligne que les efforts diplomatiques « doivent être accompagnés par une pression croissante sur les communistes nicaraguayens ».

Le 14, M. Reagan précise, dans un document adressé au Congrès, la nouvelle doctrine américaine à l'égard des dictatures : il affirme que les Etats-Unis doivent soutenir les « révolutions démocratiques » et s'opposer à la « tyrannie de gauche comme de droite ».

Le 20, malgré une intense campagne de M. Reagan, la Chambre des représentants refuse, par 222 voix contre 210, d'accorder une aide civile et militaire de 100 millions de dollars à la guérilla antisandiniste. Un

nouveau vote aura lieu à la mi-avril, tandis que le Sénat accepte, le 27, par 53 voix contre 47, l'octroi d'une aide aux « contras » nicaraguayens.

Le 23, la VI^e flotte américaine en Méditerranée reprend, pour la dix-huitième fois depuis 1981 et la quatrième en 1986, des manœuvres aéronavales au large des côtes libyennes.

Les 24 et 25, les navires américains franchissent le parallèle 32° 30', limite nord du golfe de Syrie que la Libye considère, en contradiction avec le droit international, comme faisant partie de ses eaux intérieures. En réplique, selon Washington, à des attaques de missiles libyens, les forces américaines détruisent quatre vedettes lance-missiles libyennes ainsi que des installations radar et des sites de lancement de missiles sur la côte

libyenne. Au cours de ces combats, un peu plus de 200 soldats libyens auraient été tués et les Américains n'auraient subi aucune perte.

Tandis que le monde arabe, à l'exception de l'Egypte, affirme sa « solidarité » avec la Libye, Moscou proteste contre l'agression américaine, mais n'envisage aucune intervention. M. Gorbatchev propose, le 28, un retrait simultané des flottes américaines et soviétiques en Méditerranée, ce que Washington rejette aussitôt.

A l'issue des manœuvres américaines, qui prennent fin le 27, le colonel Kadafi déclare, le 28, que les Etats-Unis ont été « humiliés » et affirme que trois avions américains ont été abattus par des missiles libyens. (9-10, 16-17, 18, 21, 22 et du 25 mars au 1^{er} avril.)

FRANCE



1. - M. Jacques Mitterrand, député, a la venue de l'Assemblée nationale, déclaré qu'il était « prêt à se présenter » à la présidence de la République. « Je pense que nous aurons des élections libres », a-t-il ajouté. « Je pense que nous aurons des élections libres », a-t-il ajouté. « Je pense que nous aurons des élections libres », a-t-il ajouté.

Le terrorisme et les

Le 5 à Beyrouth, un commandant de l'Armée libanaise qui avait été tué lors de l'attaque du 13 mars 1985, a été enterré. Les funérailles ont été célébrées à Beyrouth. Les funérailles ont été célébrées à Beyrouth. Les funérailles ont été célébrées à Beyrouth.

MARS 1986 DANS LE MONDE

FRANCE

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par Edouard Masurel



22. — Premier conseil des ministres de la cohabitation.

2. — M. François Mitterrand, interrogé sur TF1 à la veille de l'ouverture de la campagne à la radio et à la télévision, déclare qu'il refusera d'être « un président au rabais » et souligne : « Je préfère renoncer à mes fonctions que renoncer aux compétences de ma fonction » (du 1 au 5).

7. — A Croissy-sur-Seine (Yvelines), un collègue d'affiches du PS est tué à coups de couteau par un militaire de carrière, adhérent du Front national (du 9 au 12 et 15).

16. — Aux élections législatives, qui ont lieu à la proportionnelle à un tour, la coalition RPR-UDF obtient la majorité absolue grâce à l'appoint de 14 divers droite (3,90 %) : avec 40,98 % des voix, elle dispose de elle seule de 277 des 577 élus, 148 RPR et 129 UDF. Le Front national, avec 9,65 %, obtient 35 sièges, autant que le Parti communiste (9,78 %). La gauche non communiste recueille 216 sièges et le Parti socialiste seul obtient 196 élus avec 31,04 % des voix (du 16 au 21 et 25/III, 4/IV).

16. — Aux élections régionales, les premières au suffrage universel, les résultats sont globalement comparables à ceux des législatives. Le 21, la droite emporte 20 des 22 présidences de conseils régionaux

métropolitains : 5 sont conservées ou conquises grâce aux voix des élus du Front national, qui obtiennent, dans quatre régions, des postes de vice-président. Le PS, qui avait avant le scrutin 6 présidences, n'en conserve que 2 : le Limousin et le Nord-Pas-de-Calais. Dans les DOM, la gauche obtient 3 des 4 présidences (du 16 au 23).

17. — Les dirigeants du RPR et de l'UDF demandent, dans un communiqué commun, que toute personnalité sollicitée par M. Mitterrand pour être premier ministre s'assure, « avant d'accepter, que la mise en œuvre de la politique nouvelle choisisse par le pays bénéficiera du soutien nécessaire de l'ensemble des forces politiques composant la majorité ». M. Raymond Barre, mis en échec dans le Rhône, où sa liste n'a obtenu que 3 sièges, tant que le RPR et 2 de moins que le PS, a assuré, dans la nuit, qu'il ne ferait « rien qui puisse perturber l'action » de ceux qui accepteraient de gouverner (18 et 19).

17. — M. Mitterrand confirme, dans une déclaration radio-télévisée, que la personnalité qu'il choisira pour former le gouvernement sera issue des rangs de la « majorité nouvelle ». Il assure que la cohabitation ne peut réussir que « dans le respect

scrupuleux de nos institutions et la volonté commune de placer au-dessus de tout l'intérêt national » (19).

18. — M. Jacques Chirac, président du RPR, est reçu à l'Élysée par M. Mitterrand pour un « tour d'horizon au sujet de la formation du gouvernement ». Le soir, à l'Hôtel de Ville de Paris, M. Chirac consulte les principaux responsables de la nouvelle majorité (20 et 21).

20. — M. Chirac est nommé premier ministre. Son gouvernement comprend 1 ministre d'État, M. Edouard Balladur, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, 13 ministres, 8 ministres délégués et 15 secrétaires d'État ; 2 autres ministres délégués et 1 autre secrétaire d'État seront nommés le 25. Au total, il y a 20 RPR et 17 UDF. M. André Giraud est nommé à la défense et M. Jean-Bernard Raimond aux affaires étrangères. M. Mitterrand avait souhaité que les titulaires de ces deux postes soient des personnalités avec lesquelles il puisse « travailler en harmonie ». M. Alain Chalonand est garde des sceaux, M. François Léotard est chargé de la culture et de la communication, M. Charles Pasqua de l'intérieur, M. René Monory de l'éducation nationale,

M. Philippe Séguin des affaires sociales et de l'emploi, M. François Guillaume, président de la FNSEA, de l'agriculture. Des ministères délégués ou des secrétariats d'État sont créés pour la privatisation, la sécurité, la francophonie, les droits de l'homme et les problèmes du Pacifique sud (du 21 au 24, 26 et 27).

20. — M. Chirac fait, à l'Hôtel de Ville de Paris, avant que la composition de son gouvernement ne soit rendue publique, une déclaration qui fixe les limites de la cohabitation et annonce le recours aux ordonnances, les unes économiques et sociales, concernant « la participation des travailleurs et la privatisation de sociétés nationales du secteur concurrentiel », les autres relatives au rétablissement du scrutin majoritaire pour l'élection des députés (22).

22. — M. Chirac indique, au cours du premier conseil des ministres, qu'il fera début avril devant le Parlement une déclaration de politique générale sur laquelle il engagera la responsabilité de son gouvernement (25).

22. — M. Lionel Jospin déclare, devant le comité directeur du PS, que l'opposition des socialistes doit « être claire, active, sans aucune concession », et appelle à la construction d'un « grand parti de masse » (du 22 au 29).

24-25. — Le comité central du PCF réaffirme la « pleine validité » de la « politique nouvelle » définie au vingt-cinquième congrès. Il « regrette et désapprouve le comportement de M. Pierre Juquin », nommé accusé d'organiser le mouvement de contestation interne qui se développe pour tenter d'ouvrir un débat sur les causes du recul électoral du PCF. Un appel en faveur de la convocation d'un congrès extraordinaire recueille plus de mille signatures avant la fin du mois (18 et à partir du 20).

25. — M. Jacques Chaban-Delmas est désigné comme candidat du groupe RPR à la présidence de l'Assemblée. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait souhaité que ce poste revienne à un UDF, regrette que cette désignation n'ait pas été « l'occasion d'une manifestation d'union » (du 23 au 27).

26. — M. Chirac fixe, en conseil des ministres, trois priorités à l'action gouvernementale : redresser l'économie pour créer des emplois ; améliorer le fonctionnement des institutions ; promouvoir, dans la sécurité, une société de liberté. Au cours du conseil des ministres, M. Mitterrand précise, à propos des ordonnances, qu'il n'en acceptera « qu'en nombre limité et sur des sujets précis », et qu'en matière sociale il ne signera que celles qui présenteront « un progrès par rapport aux acquis » (27 et 28).

26. — Le conseil des ministres nomme M. Renaud Denoix de Saint-Marc secrétaire général du gouvernement. Il succède à M. Jacques Fournier (27, 28 et 29).

27. — M. Giscard d'Estaing, invité de « Questions à domicile »

sur TF1, indique qu'il fera preuve de « vigilance » et estime : « Il faut qu'à l'automne l'opinion considère que la direction prise par le gouvernement est la bonne » (29).

28. — André Olivier, qui pourrait être un des principaux responsables d'Action directe, est arrêté à Lyon ; ainsi que deux autres personnes (30-31/III, 1 et 6-7/IV).

Economie

5. — DETTE EXTÉRIÈRE : M. Bérégovoy annonce une importante réduction de l'endettement brut de la France, due en partie à la baisse du dollar mais aussi à des remboursements anticipés : de 528,5 milliards de francs (12,35 % du PIB) à la fin de 1984, il a été ramené à 469 milliards de francs (10,25 % du PIB) à la fin de 1985 (6 et 7).

6. — BOURSE : Une séance du matin est inaugurée à la Bourse de Paris pour les trente valeurs considérées comme les plus actives (4, 7 et 9-10).

12. — PRIX : M. Bérégovoy se félicite du succès de la lutte contre l'inflation en annonçant que les prix ont diminué de 0,2 % en février. C'est la première fois depuis juin 1966 que l'indice enregistre une baisse (13, 14 et 28).

14. — CONJONCTURE : En février, la balance du commerce extérieur a été excédentaire de 85 millions de francs, et le nombre des chômeurs a diminué de 0,4 % (15, 16-17, 23-24 et 25).

17. — PATRONAT : M. Yvon Chotard démissionne de la vice-présidence du CNPF et de la présidence de la commission sociale, en raison de désaccords avec M. Yvon Gattaz, le président du CNPF (19, 20 et 26).

26. — BOURSE : Le système informatique de la Bourse de Paris tombe en panne alors que les records de transaction sont quotidiennement battus. Après une baisse de 2 % le 17, lendemain des élections, l'indice de la compagnie des agents de change enregistre une hausse de 14 % jusqu'à la fin du mois (du 18 au 31).

26-27. — POLITIQUE SOCIALE : Aux partenaires sociaux qu'il reçoit, M. Philippe Séguin affirme « la priorité absolue » que le gouvernement réserve au problème de l'emploi, et déclare qu'il entend « poursuivre et amplifier un dialogue social de qualité » (du 22 au 31).

27. — SYNDICATS : M. Raymond Lacombe est élu président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), en remplacement de M. François Guillaume, nommé ministre de l'agriculture (22, 28 et 29).

28. — AFFAIRES : Renault annonce un déficit de 10,9 milliards de francs pour 1985, contre 12,5 milliards en 1984 (30-31).

Le terrorisme et les otages français au Liban

Le 5, à Beyrouth, un communiqué du Djihad islamique annonce l'« exécution » de Michel Saurat, l'un des quatre Français détenus au Liban depuis plus de dix mois. Selon l'organisation extrémiste chiite, cet assassinat est lié à l'expulsion, décidée par Paris après les attentats du début février, de deux opposants irakiens renvoyés dans leur pays, où l'un d'entre eux aurait été exécuté. Les autorités irakiennes affirment que les deux expulsés sont vivants mais reconnaissent qu'ils risquent la peine de mort. En France, l'expulsion des deux irakiens vers leur pays d'origine suscite de vives critiques.

Le 7, tandis que Paris envoie des émissaires au Proche-Orient, M. Pierre Joxe annonce une « révision immédiate et complète des procédures » d'expulsion, qui donneront de meilleures garanties de « respect des droits de l'homme ». Cette réforme entre en application dès le 15.

Le 8, les quatre membres d'une équipe d'Antenne 2, Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Comès et Jean-Louis Normandin, sont enlevés à Beyrouth. Le Djihad islamique revendique, le 9, ces enlèvements, exigeant le

retour en France des deux irakiens expulsés vers Bagdad le 19 février, puis, le 10, ne en être l'autour.

Le 9, M. Laurent Fabius affirme solennellement à la télévision que la France ne cédera pas au « chantage » et appelle les Français à faire preuve d'une « totale unité ». L'opposition comme la majorité approuvent la fermeté du gouvernement.

Le 12, les deux opposants irakiens expulsés de France sont « graciés » par M. Saddam Hussein, à la demande de M. Mitterrand, qui a envoyé un émissaire auprès du président irakien. Cependant, les milieux du renseignement à Paris estiment que Michel Saurat aurait été assassiné en décembre 1985 ou en janvier 1986.

Le 13, le Djihad islamique fait parvenir à la presse à Beyrouth un document filmé dans lequel MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, liant des textes préparés, demandent une modification de la politique française au Proche-Orient.

Le 14, l'Organisation de la justice révolutionnaire, inconnue

jusqu'alors, revendique, preuve à l'appui, l'enlèvement de l'équipe d'Antenne 2. Elle dénonce le « colonialisme français » au Liban.

Le 17, une bombe explose dans la TGV Paris-Lyon, à la hauteur de Brunoy (Essonne). Dix personnes sont blessées par cet attentat, qui est revendiqué, comme les attentats de février à Paris, par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), qui réclame la libération de trois terroristes détenus en France.

Le 20, au moment de la nomination du gouvernement de M. Chirac, une bombe explose dans la galerie Point Show, aux Champs-Élysées, faisant deux morts et vingt-huit blessés. Le CSPPA revendique aussi cet attentat en niant toute responsabilité dans les prises d'otages français à Beyrouth.

Le 21, M. Chirac annonce « un renforcement très important des moyens intérieurs, techniques et juridiques de lutte contre le terrorisme », puis, le 22, il invite les Français à faire preuve « de courage, de calme et de civisme » (du 1^{er} au 27 mars et 1^{er} avril).

Un choix d'enquêtes et de reportages

FRANCE : Parlement pas mort (2-3).
FRANCE : Les bilans de la législature (5, 6 et du 11 au 17).
POLOGNE : Au pays du socialisme irréal (6 et 13).
CINÉMA : Jean-Jacques Annaud tourne le Nom de la rose (6).
FRANCE : Les étudiants et la politique (6).
ÉCONOMIE : Les enjeux des élections régionales (11).
FRANCE : La nationalité française en question (14).
HAÏTI : Journal d'un retour au pays (19 et 22).
CULTURE : Les meilleurs livres des dix dernières années (21).
SRI-LANKA : La guerre civile a fait sept mille morts en trois ans (21).
FRANCE : A qui la politique étrangère ? (23-24).
MÉDECINE : L'euthanasie passive des nouveaux-nés anormaux (26).
YÉMEN DU SUD : Autopsie d'un coup d'État (27).
FRANCE : L'opposition iranienne en France (27).
ART : Les écoles d'art dans la décentralisation (27).

RENCONTRE

RACISME AVEC UN S

un entretien avec Etienne

**Fin connaisseur de l'Orient
proche et lointain,
dériveur de langues
et de civilisations étrangères,
Etienne a mis dans Racismes,
qui paraît le 14 avril,
son humour, sa passion pour la justice
et toute sa verve de polémiste.**

NÉ en pays chouan, dans la Mayenne, il y a soixante-dix-sept ans, Etienne est un universitaire qui a passé sa vie à découvrir et à faire découvrir l'Orient. Sa vocation essentielle est l'écriture. Il a publié en 1937 son premier roman, l'Enfant de Cham, chez Gallimard. Un critique a dit de ce livre : « Le talent est indiscutable, mais le silence s'impose. » Etienne ne s'est pas tu. Il a continué d'écrire ; il a surtout beaucoup voyagé. Il est l'introduction en France des œuvres fondamentales des littératures chinoise et japonaise. Il dirige chez Gallimard la collection « Connaissance de l'Orient », dont une partie est patronnée par l'UNESCO.

Etienne lit une quinzaine de langues et dit ne parler que le français.

« Pourquoi Racismes au pluriel ?

— Dans ses effets pratiques, le racisme peut prendre plusieurs formes. Je distingue trois moments historiques. Il y en a d'autres, mais ceux-là m'ont le plus marqué : le racisme des conquérants, l'antisémitisme et le racisme anti-arabe.

On oublie souvent que les populations indiennes du Mexique ont été détruites à 90 %. Les Indiens ont été non seulement massacrés globalement, mais on a torturé et assassiné les individus, sans parler des maladies que les conquérants blancs ont apportées avec eux. Les Aztèques étaient quelques milliers à la Terre de feu ; ils vivaient dans des conditions naturelles difficiles, au point qu'ils considéraient leur dieu comme l'incarnation du mal. Les Européens sont arrivés avec des maladies et des boisons, et ce fut le désastre. Il n'existe plus. Ils vivaient encore au début du vingtième siècle.

— L'antisémitisme est toujours agissant. J'étais en Pologne en 1960. Malgré tout ce qui s'était passé, quelqu'un m'a dit un jour : « Il y a trop de juifs en Pologne ; ils tiennent toute la presse ! »

— En URSS on racisme a repris de plus belle. Chez nous il reste menaçant. L'extrême droite le développe. J'ai observé que l'antisémitisme est arrivé au Japon. C'est nouveau. Pourtant, les Japonais avaient leur racisme : ils n'aiment pas les Coréens. Une vieille haine oppose ces deux peuples. Et ce sont les Coréens qui ont civilisé les Japonais ; ils leur ont apporté le bouddhisme. Quant à l'antisémitisme, il est arrivé au Japon par le commerce. Les juifs sont de bons commerçants. Cela ne plaît pas à tout le monde !

— En France, ce qui me choque le plus, c'est le racisme anti-arabe. C'est une honte pour mon pays. C'est un racisme direct. L'antisémitisme continue mais de manière sournoise.

— Les Français ne savent pas, ne veulent pas savoir ou ont oublié tout ce qu'ils doivent à la civilisation arabe. Les Arabes nous ont révélé la pensée grecque et ont donné au christianisme saint Thomas d'Aquin, disciple d'Ibn Ruchd (Averroès), lui-même disciple d'Aristote. Les pauvres Français ne connaissent que la

et universaliste. Quand, à vingt ans, j'ai découvert Confucius, je me suis senti chez moi.

— Il faut enseigner ce que la science depuis un siècle nous a appris sur l'hématologie, qui ruine absolument le racisme. Et puis, il faut imposer une émission régulière à la télévision, qui est le moyen le plus large pour communiquer, pour démolir les justifications pseudo-scientifiques et la vanité du racisme. L'espèce humaine est une et indivisible. A preuve, les cailloux du Petit Pou-

meurent toutes les décennies du seul fait du pouvoir de l'argent.

— Le racisme est fondé sur une erreur scientifique : le capitalisme sur la pulsion morbide de l'homme vers l'argent.

— Vous vous méfiez de « tous ceux qui se croient d'une race élue ». Vous dites ensuite « Dès qu'on touche à l'honneur ou au cheveu d'un juif, je suis du coup menacé dans ma vie, dans ma liberté de guy ». Ne pensez-vous pas que l'antisémitisme implique

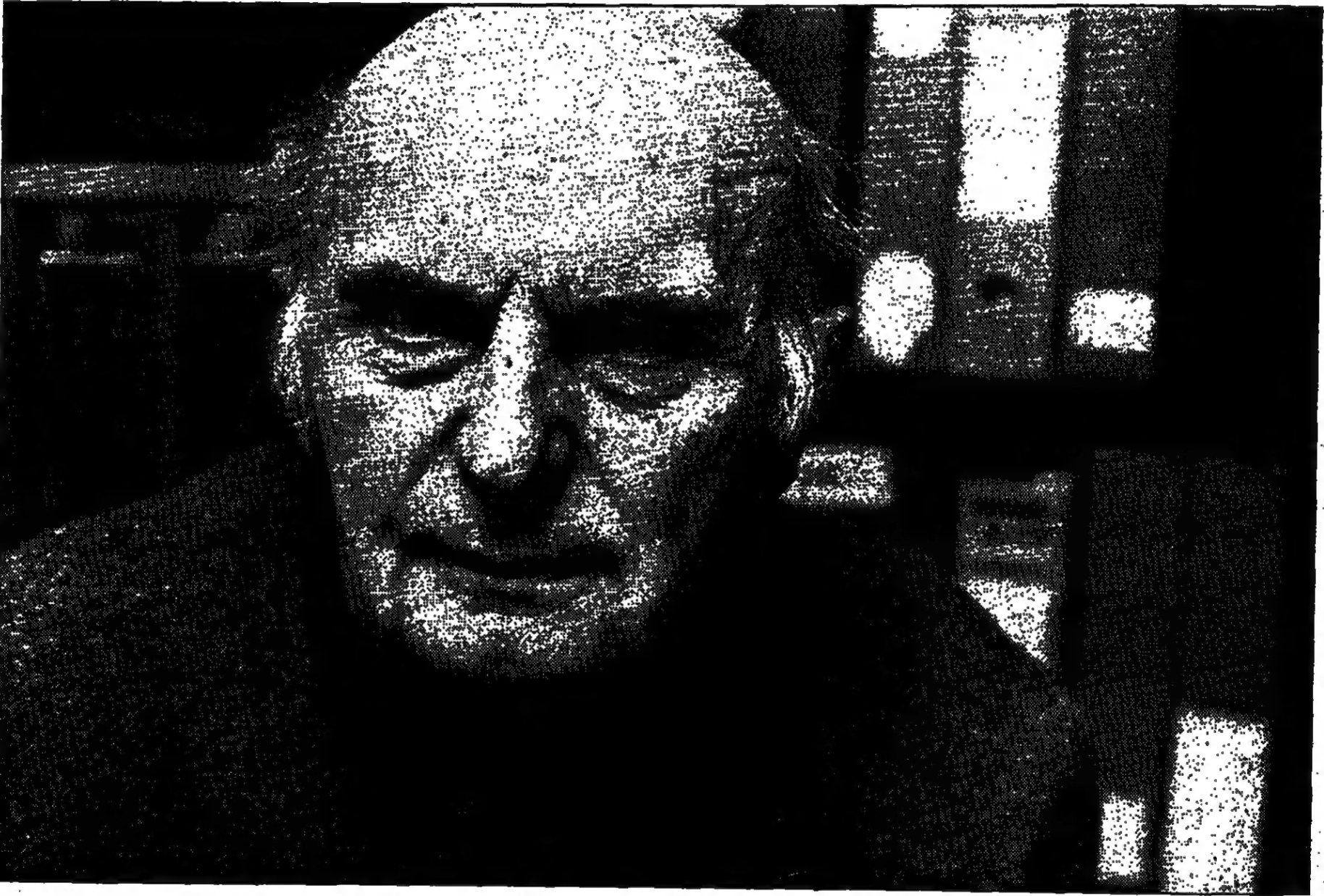
fait qu'il se porte du tort, et, pour moi, tout Etat politique est l'équivalent sociologique de ce qu'en pathologie mentale on appelle un artiste.

— J'ai été horrifié quand Israël a bombardé, en octobre dernier, le quartier général des Palestiniens à Tunis. Israël commet autant de fautes, et le cas échéant de crimes, que tous les autres Etats nationaux.

— Ne pas accepter la politique de l'Etat d'Israël ne veut pas dire qu'on est antisémite. Je défend

j'apprends qu'on met en prison et qu'on va jusqu'à torturer ceux qui ont voulu fonder une Ligue des droits de l'homme, je suis atterré.

— En plus de l'injustice sociale qui existe dans les trois pays du Maghreb, je crains l'émergence du fanatisme, malgré les précautions que le roi du Maroc vient de déclarer vouloir prendre contre l'intégrisme. En outre, je crains que l'action militaire d'Israël en Tunisie ne produise des effets fâcheux dans le peuple et, surtout, après Bourguiba.



« Les Français ne savent pas, ne veulent pas savoir, ou ont oublié tout ce qu'ils doivent à la civilisation arabe. »

cet dont j'ai retrouvé l'équivalent exact dans un recueil de contes des Pintupi aborigènes australiens.

— Vous estimez que l'esprit de classe commet moins de meurtres, moins d'abjection que le préjugé de race. Vous ne croyez pas qu'ils sont liés ?

— J'ai sous-estimé les ruines que le capitalisme marchand et le règne de l'argent produisent dans le monde entier, et depuis toujours. Je vous donne un exemple : le fameux roman chinois Jin Ping Mei que j'ai préfacé (la Pleiade), un des plus beaux romans du monde, est le procès de ce que l'argent peut produire comme destruction aussi bien dans l'ordre du travail que dans l'ordre érotique.

— Je viens d'apprendre que la version publiée en Chine est amputée de la partie érotique, comme la version française était avant amputée de la critique du capitalisme marchand. De tous les êtres moralement propres — ne méprisant pas l'autre au nom d'une supériorité de classe ou de race — qui figurent dans ce roman, un seul miraculeusement survit.

— Il y a une autre forme de racisme directement liée à l'exploitation au travail : le travail des enfants. Des Anglais avaient fabriqué des machines et des outils à la taille des enfants ! Si l'y a eu cinq millions de juifs, de tziganes et autres résistants brûlés par les nazis, il y a beaucoup plus de cinq millions d'enfants qui

aussi la haine et le rejet de l'Arabe, du Noir, du Juif... ? Autrement dit, le racisme ne s'écroule pas de nuances.

— J'ai vécu en milieu arabe, en Egypte notamment. J'ai autant d'horreur pour ceux qui touchent moralement et physiquement au cheveu d'un Arabe que pour ceux qui brûlent un juif. Je ne privilégie pas la lutte contre un seul racisme. Vous avez raison de rappeler que le virus du racisme n'épargne pas les uns pour sauver les autres.

— Mes deux rêves, mes deux obsessions, qui ont été anéantis par l'expérience, c'est le « Belt el hikma » (« la demeure de la sagesse ») de Bagdad à l'époque de sa splendeur et ce moment unique de la civilisation qui se situe dans la péninsule ibérique, à savoir la civilisation hispano-mauresque, où juifs, chrétiens, musulmans et agnostiques vivaient en grande familiarité et ont offert à la France, notamment par l'intermédiaire du jasal andalous, la poésie des troubadours.

— Le fait de ne pas approuver l'idéologie du sionisme, est-ce pour vous de l'antisémitisme ?

— Il faut distinguer absolument l'antisémitisme, d'une part ; et les réactions politiques qu'on peut avoir et qu'on doit avoir contre certaines pratiques de l'Etat d'Israël en tant que puissance temporelle, d'autre part. Tous les Etats sont d'un égoïsme à la fois aveugle et monstrueux ; chacun ne pense qu'à soi, ce qui

mordicus les juifs quand ils sont opprimés, mais je blâme l'Etat d'Israël quand il se fait oppresseur des Palestiniens. Ce qui est le plus difficile, c'est d'établir un dialogue et de trouver non pas le juste milieu mais ce que Confucius appelle le « milieu juste » pour signifier que le bon archer atteint infailliblement le centre de la cible.

— L'assassinat du maire de Naples ainsi que de Saragat (le conseiller d'Arafat, tué à Lisbonne l'an dernier), qui étaient des hommes de dialogue, ne peut que consterner un homme qui s'applique à trouver le « milieu juste ».

— Le tragique de notre siècle, c'est que tout homme de dialogue, on l'assassine, comme Olof Palme. Il n'y a plus de place pour des fanatiques, qui sont généralement des ignorants. J'avais pensé que l'Islam avait une vertu médiatrice à cause de cette Espagne arabo-andalouse, mais, aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Ce sont, au contraire, des gens à la fois intrinsèques et fanatiques qui, de plus en plus, gouvernent les différentes variantes de cette religion. Cela est consternant.

— Vous êtes déçu par l'évolution actuelle du Maghreb, que vous connaissez bien. Vous parlez d'un rêve déçu.

— Ce qui me déçoit actuellement au Maghreb, c'est d'abord la politique de l'Etat algérien, qui ne respecte plus la composante kabyle de son peuple. Quand

— Vous affirmez que « tout ce qui compte en Allemagne fut toujours antisémite », et que « Hitler se borna à révéler le viol antisémite universel », puis vous citez les noms de Goethe, Herder, Fichte, Hegel, Bismarck, Schopenhauer.

— De même que chez les Russes, il y a toujours eu un antisémitisme, l'Allemagne a été malheureusement infectée par ce virus bien avant Hitler. Un des premiers livres de Dantès paru avant la guerre, les Mythes et les Dieux germaniques, démontre la continuité entre la mythologie des anciens Germains et la pensée hitlérienne, je veux dire les délices de Mein Kampf.

— Heine, qui était juif, est hors de cause. Contrairement à ce qu'on a dit, dès avant la guerre de 1939 j'avais défendu Nietzsche contre ceux qui voulaient en faire un champion de la pensée nazie. Ce que les gens ne savent pas, c'est que Thomas Mann lui-même a écrit entre 1914 et 1918 un livre déshonorant : Friedrich und die Grosse Koalition, un livre qui appelle de ses vœux à un troisième Reich, synthèse de l'esprit et de l'épée. Cet ouvrage est introuvable, car Thomas Mann s'en est repenti et ne l'a jamais réimprimé.

Propos recueillis par
TAHAR BEN JELLOUN.
« Racismes », par Etienne, préface de Tahar Ben Jelloun, 220 pages, 25 F.

LA TENSION ENTRE WASHINGTON

Les Européens sont à une attaque contre

Paris : cohérence diplomatique

LA TENSION ENTRE WASHINGTON ET PARIS s'est accrue ces derniers jours. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.

Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique. Les Européens sont à une attaque contre Paris : cohérence diplomatique.